

# Lignes directrices pour le développement d'infrastructures énergétiques inclusives



© UNOPS 2024

Tous droits réservés. La reproduction de toute information tirée de cette publication doit être accompagnée d'une citation complète.

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'UNOPS, aucune prise de position.

L'UNOPS a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'UNOPS ne saurait être tenu pour responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

Le présent rapport peut être cité comme suit : Soriano A, Gaikwad S, Stratton-Short S, Morgan G, *Lignes directrices pour le développement d'infrastructures énergétiques inclusives*, UNOPS, Copenhague, Danemark, 2024.

L'organisation souhaite remercier Matthieu Prin et Juliette Denis-Senez (Agence internationale de l'énergie), ainsi que Jose Ahumada, Matt Kennedy, Sadhbh Sheeran, Daša Moschonas, Mei-Yee Man Oram, Hayley Gryc, Sara Candiracci et Will Kerswell (Arup) pour leurs contributions.

L'organisation souhaite également remercier Federica Busiello, Erin Ansell, Fady Barakat, Maria Wernevi, Bibhav Rayamajhi, Ameer Sobhan, Sarah Gjerding, Linda Agbesi, Hadiya Garba et Shahzad Hassan pour leur révision du rapport et leurs contributions.

Pour plus d'informations :

**Site Internet de l'UNOPS :** [www.unops.org/fr](http://www.unops.org/fr)

# À propos des auteurs

Cette publication s'appuie sur l'expérience de trois organisations qui travaillent au développement d'infrastructures énergétiques inclusives dans le monde entier : le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, l'Agence internationale de l'énergie et Arup.

## **Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)**

[www.unops.org/fr](http://www.unops.org/fr)

L'UNOPS fournit des services d'infrastructures, d'achat et de gestion de projets pour aider à construire l'avenir. L'UNOPS soutient les Nations Unies en répondant à tout un éventail d'urgences humanitaires critiques, d'initiatives de développement vitales et de priorités en matière de paix et de sécurité dans plus de 80 pays. En tant qu'auteur de cette publication, l'UNOPS défend une fourniture d'infrastructures de qualité qui dépasse la construction d'installations et nécessite le développement d'infrastructures durables, résilientes et inclusives qui placent les personnes et la planète au cœur de la prise de décision en matière d'infrastructures.

## **Agence internationale de l'énergie (IEA)**

[www.iea.org](http://www.iea.org)

L'Agence internationale de l'énergie travaille en partenariat avec les gouvernements et le secteur industriel pour créer un avenir énergétique sûr et durable pour tous et toutes. L'Agence internationale de l'énergie joue un rôle central dans le dialogue mondial sur l'énergie, offrant des analyses, des données, des recommandations politiques et des solutions concrètes de référence, pour aider les pays à garantir une énergie sûre et durable

pour tous et toutes. En prenant en compte tous les types de combustibles et technologies, l'Agence recommande des politiques visant à renforcer la fiabilité, l'accessibilité financière et la durabilité de l'énergie. Elle traite de toutes questions relatives aux énergies renouvelables, à l'offre et à la demande de pétrole, de gaz et de charbon, à l'efficacité énergétique, aux technologies énergétiques propres, aux systèmes et marchés de l'électricité, à l'accès à l'énergie, à la gestion de la demande, et bien plus encore. Depuis 2015, l'Agence internationale de l'énergie a accueilli les principaux pays émergents, dans le but d'étendre son impact mondial et de renforcer la coopération en matière de sécurité énergétique, de données et de statistiques, d'analyse des politiques énergétiques, d'efficacité énergétique et de promotion des technologies énergétiques propres.

## **Arup**

[www.arup.com](http://www.arup.com)

La mission d'Arup est résumée dans sa devise : « Nous façonnons un monde meilleur ». Arup est un cabinet indépendant de conception, planification, ingénierie, architecture, conseil et études techniques, travaillant sur tous les aspects de l'environnement bâti d'aujourd'hui. En tant qu'auteur de cette publication, Arup plaide en faveur d'infrastructures inclusives en tant que pratique quotidienne, et pas uniquement un « processus actionnable ». Arup préconise d'intégrer des besoins divers dans les projets et de travailler en tant qu'intermédiaires collaboratifs entre les connaissances techniques et l'expérience vécue, entre un système et ses parties, afin de développer des lieux et des expériences qui ne laissent personne pour compte.

# Mode d'emploi de la présente publication

Cette publication contient quatre chapitres principaux. Il est recommandé de commencer la lecture par les chapitres 1 et 2.

Le lecteur ou la lectrice peut ensuite choisir de lire n'importe quelle sous-section du chapitre 3, qui contient des liens vers les outils du chapitre 4.

|  |           |  |           |   |            |
|--|-----------|--|-----------|---|------------|
| <b>1. Présentation de la publication</b>   | <b>5</b>  | <b>3. Lignes directrices pour le développement d'infrastructures énergétiques inclusives</b>                               | <b>18</b> | <b>4. Outils de lecture</b>   | <b>43</b>  |
| <b>Découvrez le contenu de cette publication</b>   |           | <b>Identifier des approches pour développer des infrastructures énergétiques inclusives</b>                                |           | <b>Mieux comprendre les actions visant à mettre en œuvre des approches inclusives</b> |            |
| Approche des lignes directrices  |           | Les défis de la mise en place d'infrastructures énergétiques inclusives  |           | <b>4.1 Concepts illustrés</b>   |            |
| Objet de la publication  |           | Approches visant à développer des infrastructures énergétiques inclusives tout au long du cycle de vie des infrastructures |           | <b>4.2 Domaines d'intérêt</b>   |            |
| <b>2. Introduction aux infrastructures énergétiques inclusives</b>   | <b>10</b> | <b>3.1 Renforcer l'environnement habilitant</b>  |           | <b>4.3 Études de cas</b>  |            |
| <b>Comprendre les causes des inégalités en matière d'énergie et reconnaître les possibilités de développer des infrastructures énergétiques inclusives</b> |           | <b>3.2 Donner la priorité aux solutions inclusives</b>   |           | <b>4.4 Listes des actions et ressources pour</b>                                      |            |
| La nécessité d'un accès inclusif à l'énergie dans le Sud global  |           | Planification des infrastructures énergétiques   |           | les organisations de la société civile  |            |
| Causes profondes des inégalités en matière d'accès à l'énergie   |           | Définition des priorités, préparation et investissements   |           | les gouvernements et les organismes de régulation                                     |            |
| Comprendre l'inégalité en matière d'énergie par une approche intersectionnelle   |           | Planification de la mise en œuvre du projet et mobilisation  |           | les spécialistes en planification et en conception                                    |            |
| Caractériser les infrastructures énergétiques inclusives   |           | <b>3.3 Bien mettre en œuvre les solutions inclusives</b>   |           | les entreprises du secteur énergétique  |            |
|  |           | Conception   |           | les chef·fe·s et équipes de projet  |            |
|  |           | Achats   |           | les responsables des achats   |            |
|  |           | Construction   |           | les entreprises de construction   |            |
|  |           | <b>3.4 Maximiser les performances des systèmes existants</b>   |           | les propriétaires et les responsables d'exploitation d'actifs de petite taille        |            |
|  |           | Exploitation et Maintenance  |           |   |            |
|  |           | Rénovation, Modernisation, Transformation, Mise hors service   |           | <b>Abréviations</b>   | <b>117</b> |
|  |           |  |           | <b>Glossaire</b>  | <b>117</b> |
|  |           |  |           | <b>Références</b>   | <b>125</b> |

# 1. Présentation de la publication

## **L'accélération du développement des infrastructures est essentielle pour répondre aux défis mondiaux, mais nous devons veiller à ne laisser personne pour compte.**

Le monde est confronté à de graves défis qui mettent en péril le Programme 2030 de développement durable. Le [Rapport sur les objectifs de développement durable 2022](#) constate que la pandémie de COVID-19 a anéanti plus de quatre années de progrès dans l'éradication de la pauvreté, que les conflits armés ont provoqué un nombre record de 100 millions de personnes déplacées de force, et que les changements climatiques ont provoqué des vagues de chaleur, des sécheresses et des inondations qui affectent des milliards de personnes.

Le développement des infrastructures doit être accéléré pour relever ces défis et combler les lacunes existantes. Les infrastructures jouent un rôle crucial dans le développement durable, car elles influencent la réalisation de jusqu'à 92 pour cent des Objectifs de développement durable<sup>1</sup>. Cependant, le développement des infrastructures dans le monde entier reste très inégal. Avant la pandémie de COVID-19, on estimait que 97 000 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures mondiales seraient nécessaires entre 2016 et 2040 pour atteindre les Objectifs de développement durable<sup>2</sup>. On estime que 30 milliards de dollars d'investissements annuels sont nécessaires pour parvenir à un accès universel à l'électricité d'ici 2030, dont les deux tiers en Afrique subsaharienne<sup>3</sup>. Il en faut encore plus pour parvenir à des émissions nettes nulles conformément à l'Accord de Paris, un investissement annuel de 2,2 à 2,8 billions de dollars étant nécessaire dans les énergies propres dans les marchés émergents et les économies en développement<sup>4</sup>.

Les infrastructures futures doivent être développées à l'aide de solutions inclusives et englober davantage de besoins sociaux. Une grande attention a été accordée à l'accélération de l'action climatique et à la durabilité des infrastructures, sans que les besoins des femmes et des groupes marginalisés, tels que les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres, les intersexués, les queers ou les personnes en questionnement et les autres personnes issues de la diversité des genres (également connues sous le nom de personnes LGBTQI+), les personnes vivant dans la pauvreté, les peuples autochtones, les personnes réfugiées et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, entre autres, ne soient dûment pris en compte.

La pandémie de COVID-19<sup>5</sup> et la crise climatique<sup>6</sup> ont mis en évidence et exacerbé les inégalités verticales et horizontales existantes en matière d'accès aux infrastructures, ce qui montre clairement que nous devons agir de toute urgence non seulement pour combler le déficit mondial en matière d'infrastructures, mais aussi pour veiller à intégrer l'inclusion, la durabilité et la résilience dans le développement des infrastructures, afin de construire un avenir durable qui ne laisse personne pour compte.

## Approche des lignes directrices

**Ces lignes directrices encouragent le développement d'infrastructures énergétiques inclusives par le biais d'une approche participative et intégrée.** Trois concepts principaux sous-tendent l'ensemble de la publication : ne laisser personne pour compte, une participation significative et une approche intégrée du développement d'infrastructures de qualité.

### 1. Ne laisser personne pour compte

Le principe de ne laisser personne pour compte est au cœur du Programme 2030 et promeut l'égalité, la non-discrimination et l'équité pour tous les peuples. Il est particulièrement mis en évidence dans l'objectif 5 (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) et l'objectif 10 (réduire les inégalités entre les pays et en leur sein).<sup>7</sup> Il met particulièrement l'accent sur les personnes les plus laissées-pour-compte et les plus exclues, telles que les femmes et les filles, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes neurodivergentes, les personnes LGBTQI+, les personnes vivant dans la pauvreté, les peuples autochtones, les personnes réfugiées et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ainsi que tout autre groupe confronté à l'exclusion sociale dans des contextes spécifiques. Tout au long du guide, ces groupes sociaux sont désignés collectivement par l'expression « femmes et groupes marginalisés ».

Ces lignes directrices considèrent que l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale sont des composantes majeures du principe de ne laisser personne pour compte et que l'une ne va pas sans l'autre. Cela se reflète tout au long de cette publication par l'accent mis sur les approches porteuses de transformation en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale, qui impliquent une tentative active d'examiner, de remettre en question et de changer les barrières systémiques et les normes et pratiques préjudiciables (entraînant des expériences intersectionnelles d'exclusion en matière d'énergie).

### 2. Une participation significative

Soutenir le Programme 2030 nécessite une approche pangouvernementale et de l'ensemble de la société qui soit véritablement collaborative et participative.<sup>8</sup> Nous devons travailler ensemble pour parvenir à une approche transversale, ascendante et durable du développement d'infrastructures énergétiques inclusives.

Cette publication encourage cette démarche, tout d'abord grâce à la collaboration d'organisations internationales et du secteur privé ayant des perspectives et des domaines d'expertise variés en matière de développement d'infrastructures énergétiques. La présente publication fournit également des lignes directrices et recommande des actions qui mettent en avant la participation active des femmes et des groupes marginalisés dans le développement d'infrastructures énergétiques, au-delà de la consultation. Enfin, elle encourage la collaboration entre diverses parties prenantes, telles que les organisations de la société civile, les gouvernements, les décideurs politiques, les organismes de régulation de l'énergie, les spécialistes en planification et en conception, les entreprises du secteur énergétique, les chef·fe·s de projets, les entrepreneur·se·s, les responsables des marchés publics, les opérateur·rice·s, les propriétaires d'actifs et les communautés locales.

### 3. Une approche intégrée du développement d'infrastructures de qualité

Étant donné le coût élevé des investissements dans les infrastructures, nous devons veiller à développer des infrastructures de qualité, c'est-à-dire les bonnes infrastructures réalisées correctement et au bon moment. « L'infrastructure adaptée » est durable, résiliente et inclusive dans son contexte. Beaucoup de femmes et de groupes marginalisés dépendent des ressources naturelles et sont souvent les plus vulnérables aux effets des changements climatiques. C'est pourquoi les considérations de durabilité et de résilience doivent être intégrées dans l'approche du développement d'infrastructures énergétiques inclusives.

Une approche intégrée reconnaît également que l'infrastructure fonctionne dans un système de systèmes. Cela signifie que les infrastructures énergétiques sont rendues possibles par d'autres systèmes d'infrastructures tels que le transport pour l'acheminement des combustibles, l'eau pour la production d'électricité et les communications numériques pour la gestion des systèmes énergétiques, entre autres. En outre, ces systèmes fonctionnent grâce à l'interaction d'éléments de l'environnement bâti, naturel et propice. Par exemple, les centrales hydroélectriques (environnement bâti) exploitent l'énergie de l'eau qui tombe ou s'écoule rapidement (environnement naturel) et sont conçues sur la base de normes techniques (environnement favorable).

Cette publication adopte une approche intégrée en fournissant des lignes directrices et des actions recommandées qui envisagent des solutions intégrées tout au long du cycle de vie du développement des infrastructures (cela comprend la planification, la livraison et la gestion des infrastructures). Ces recommandations peuvent être globalement classées comme des solutions visant à renforcer l'environnement habitant, à donner la priorité aux solutions inclusives, à bien mettre en œuvre les solutions inclusives et à maximiser la performance du système des installations existantes, tout en établissant un lien direct avec l'environnement naturel.

## Objet de la publication

L'objet de cette publication est de renforcer la capacité des gouvernements, des spécialistes des infrastructures, des communautés et d'autres parties prenantes à mettre en œuvre une approche inclusive du développement des infrastructures énergétiques dans le Sud global.

Elle vise à fournir aux différentes parties prenantes du développement des infrastructures énergétiques (notamment les gouvernements, les organisations de la société civile, les organismes de régulation, les spécialistes de la planification et de la conception d'infrastructures, les entreprises du secteur énergétique, les gestionnaires de projets de construction, les responsables des achats, les entrepreneurs ainsi que les propriétaires et les responsables d'actifs de petite taille) un point de départ pour :

- mieux comprendre les causes profondes des inégalités horizontales en matière d'accès inclusif à l'énergie auxquelles sont confrontés les femmes et les groupes marginalisés et reconnaître les possibilités de développement des infrastructures énergétiques inclusives pour résoudre ces inégalités ;
- identifier des approches inclusives qui peuvent être mises en œuvre tout au long du cycle de vie du développement des infrastructures énergétiques ;
- se familiariser avec les mesures qui peuvent être prises pour mettre en œuvre des approches inclusives à l'aide de divers outils et ressources.

La publication se concentre principalement sur les infrastructures énergétiques inclusives qui soutiennent les activités quotidiennes des gens, en particulier pour les femmes et les groupes marginalisés, telles que la cuisine, le travail, les études et les voyages.

Comme les systèmes d'infrastructures énergétiques inclusives doivent être adaptés au contexte et aux problèmes locaux, cette publication ne fournit pas de solutions techniques spécifiques pour la mise en œuvre des infrastructures énergétiques. Elle propose à la place des recommandations et directives sur la manière d'établir des approches inclusives pour le développement d'infrastructures dans ce domaine qui s'attaquent aux inégalités horizontales dans l'accès à l'énergie, en particulier pour les femmes et les groupes marginalisés.

Ces lignes directrices fournissent des orientations informatives et ont été examinées par des experts en la matière et des responsables politiques, mais elles ne couvrent pas les exigences obligatoires.

### **En savoir plus sur la série d'orientations sur les infrastructures inclusives**

Cette publication est l'un des volumes d'une série fournissant des orientations sur le développement d'infrastructures inclusives. D'autres publications de la série traitent des transports inclusifs, de l'alimentation en eau, l'assainissement et l'hygiène et des infrastructures de santé.

La série d'orientation fait suite au rapport de l'UNOPS intitulé [Des infrastructures inclusives au service de la lutte contre les changements climatiques](#). Ce rapport fournit une vision plus détaillée des barrières systémiques auxquelles sont confrontés divers groupes sociaux et du cadre conceptuel des principes d'infrastructures inclusives.

En parallèle et en guise de synthèse de la série, un module sur l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale est en cours de développement dans la suite d'outils d'infrastructures « [sustainABLE](#) » de l'UNOPS. Cet outil peut être utilisé pour créer une liste de contrôle des actions visant à intégrer l'inclusion dans les projets d'infrastructures.

Figure 1. Résumé des principaux concepts de la publication et de la manière dont ils sont communiqués



## 2. Introduction aux infrastructures énergétiques inclusives

### La nécessité d'un accès inclusif à l'énergie dans le Sud global

L'énergie est un service essentiel qui fournit du combustible et de l'électricité pour les activités quotidiennes telles que la cuisine, les voyages, les études, le travail, le commerce et l'utilisation d'appareils et de technologies numériques qui rendent la vie moderne plus pratique.

L'objectif 7 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 porte sur l'accès de tous et toutes à une énergie abordable, fiable, durable et moderne. Malgré des progrès significatifs, il reste d'importantes lacunes à combler pour parvenir à un accès à l'énergie inclusif pour tous et toutes. Bien que le nombre de personnes non desservies ait considérablement diminué au cours des 14 dernières années, 675 millions de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'électricité<sup>9</sup>. Au rythme actuel, l'électrification n'atteindra que 92 pour cent de la population d'ici à 2030<sup>10</sup>. Près d'une personne sur trois n'a toujours pas accès à des installations de cuisson propres<sup>11</sup>. Il existe également des disparités considérables entre les régions et au sein des pays, l'Afrique subsaharienne étant la plus mal lotie : les trois quarts des personnes n'ayant pas accès à l'électricité et plus d'un tiers de celles n'ayant pas accès à des installations de cuisson propres se trouvent en Afrique subsaharienne. Par ailleurs, 80 pour cent des personnes n'ayant pas accès à l'électricité vivaient dans des zones rurales en 2020<sup>12</sup>.

Outre les problèmes d'accès à l'énergie liés au manque général d'infrastructures énergétiques, il existe des inégalités horizontales dans l'accès des femmes et des groupes marginalisés aux services énergétiques inclusifs.

Par exemple :

- Les personnes handicapées sont davantage exclues de l'accès à l'électricité. Dans certains pays, moins de 50 pour cent des ménages comprenant des personnes handicapées ont accès à l'électricité<sup>13</sup>.
- Dans les régions touchées par un conflit ou fragiles, l'accès à l'électricité n'est pas fiable. Par exemple, en Syrie en 2021, la majorité des ménages (59 pour cent) ont déclaré avoir accès à l'électricité pendant moins de huit heures par jour. La disponibilité quotidienne de l'électricité pour des services tels que l'éclairage public, les installations sanitaires et l'éducation durait également moins de huit heures dans la moitié des communautés interrogées<sup>14</sup>.

Ces lacunes énergétiques peuvent entraîner l'exclusion et la pauvreté liées à l'énergie. Le manque d'un accès inclusif à l'énergie peut conduire à l'exclusion de l'éducation et des opportunités d'emploi, renforçant ainsi les cycles de pauvreté, d'inégalité et de privation. La précarité énergétique pèse particulièrement sur les femmes, dont les tâches ménagères non rémunérées comprennent souvent l'approvisionnement en combustible pour la cuisine ou la transformation manuelle des aliments. Dans certains pays, les femmes et les enfants qui n'ont pas accès à un combustible propre passent en moyenne 1,4 heure par jour à chercher du combustible, et le fait de porter de lourdes charges peut avoir des conséquences sur leur santé physique. Ces personnes risquent également d'être victimes de violences sexuelles lors de la collecte du carburant et après la tombée de la nuit, en particulier en l'absence d'éclairage communautaire<sup>15</sup>.

En outre, une infrastructure énergétique inefficace et non durable peut entraîner des effets négatifs en cascade, qui nuisent encore plus aux femmes et aux groupes marginalisés. Par exemple, la pollution de l'air domestique liée à la cuisson sur des fourneaux traditionnels et des feux ouverts contribue à environ 3,7 millions de décès prématurés par an dans le monde, touchant principalement les femmes et les enfants<sup>16</sup>.

## Causes profondes des inégalités en matière d'accès à l'énergie

Si des solutions générales peuvent être appliquées pour combler les lacunes en matière d'énergie, il n'existe pas de solution unique à l'exclusion liée à l'énergie et il est essentiel de comprendre les obstacles spécifiques dans des contextes donnés. En effet, l'exclusion peut résulter de différents facteurs contextuels, historiques et souvent interdépendants qui ont des impacts différents sur les gens.



### Obstacles systémiques à l'accès à l'énergie

Les obstacles systémiques<sup>17</sup> à l'origine des inégalités verticales et horizontales dans l'accès des femmes et des groupes marginalisés à l'énergie peuvent être les suivants :

1. **la discrimination et l'exclusion sociale**, où les normes socioculturelles restrictives, les attitudes négatives et la discrimination géographique peuvent conduire à l'exclusion de certains groupes sociaux de l'accès, de l'achat ou de l'utilisation de services pour une énergie propre et durable ;
2. **les obstacles physiques et le manque de sécurité**, lorsque l'accès aux services énergétiques est difficile en raison d'obstacles physiques (par exemple, communautés situées dans des régions montagneuses, insulaires ou autrement éloignées) ;
3. **les coûts et les exigences prohibitifs**, lorsque le coût (en termes d'argent, de temps et d'efforts) ou les exigences légales empêchent les gens de pouvoir se permettre le raccordement à des services énergétiques adéquats et gérés en toute sécurité ;

4. **l'accès limité à l'information**, lorsque les personnes n'ont pas accès ou ne sont pas en mesure de comprendre le format de l'information disponible sur les services énergétiques ;
5. **le manque d'accès à la prise de décision**, lorsque les personnes sont confrontées à des déséquilibres de pouvoir et ne sont pas représentées, et sont donc incapables de prendre des décisions concernant leurs activités quotidiennes (telles que les responsabilités de collecte de combustible) ou la manière dont les infrastructures énergétiques sont développées.

## Comprendre l'inégalité en matière d'énergie par une approche intersectionnelle

L'intersectionnalité est un concept qui reconnaît que les différents aspects de l'identité d'une personne (notamment le genre, le sexe, l'ethnicité, la classe sociale, le handicap et d'autres facteurs sociaux) peuvent se croiser et se superposer de manière à renforcer ou à opprimer, en fonction de l'environnement de la personne et des structures de pouvoir existantes telles que le patriarcat, le capacitisme, le colonialisme, l'aporophobie, l'homophobie et le racisme<sup>18</sup>. Ces structures de pouvoir peuvent engendrer des obstacles systémiques à l'accès à l'énergie, susceptibles d'aggraver l'exclusion des femmes et des groupes marginalisés. Les obstacles systémiques se combinent souvent et peuvent également être liés à des inégalités dans d'autres secteurs des infrastructures. Ces obstacles perpétuent et accroissent également les inégalités. L'exposition aux chocs et aux tensions augmente les vulnérabilités socio-économiques au fil du temps, ce qui alimente les cycles d'exposition aux aléas, de vulnérabilité, de pauvreté et d'exclusion. Par exemple, dans certains contextes, les femmes et les filles peuvent être responsables de la cuisine et de la collecte de combustible. Si l'on ajoute à cela l'absence de chemins

pavés, d'éclairage et de fourneaux économes en énergie, cette tâche peut prendre plusieurs heures par jour, ce qui réduit le temps disponible pour les possibilités d'éducation et d'emploi, ainsi que leur future indépendance économique.

Pour développer des infrastructures énergétiques inclusives, adopter une perspective intersectionnelle est essentiel. Cette approche reconnaît que l'exclusion et la vulnérabilité ne sont pas simplement liées à l'identité d'une personne, mais résultent d'inégalités sociales et d'obstacles systémiques qui se chevauchent et se renforcent mutuellement<sup>19</sup>. Par contre, l'on peut promouvoir l'autonomisation des femmes et des personnes marginalisées en luttant contre ces inégalités sociales et ces barrières systémiques imbriquées par le développement d'infrastructures énergétiques inclusives.



### **Comprendre l'exclusion intersectionnelle en matière d'énergie à travers des récits**

La sous-section suivante montre quelques exemples d'expériences intersectionnelles d'inégalités liées à l'énergie, présentés à travers les histoires de cinq personnages fictifs qui ont été développés à partir d'ensembles de données et de projets sur lesquels les auteur·e·s ont travaillé, et qui contribuent ensemble à refléter les réalités auxquelles les femmes et les groupes marginalisés sont confrontés à travers le monde. Ces personnages fourniront des histoires tout au long de la publication, afin d'illustrer de quelles manières les barrières systémiques à l'accès à l'énergie peuvent se manifester en relation avec les expériences intersectionnelles des groupes divers.

### **Ram, 7 ans, écolier**



« Je m'appelle Ram. Ma mère et moi vivons dans une petite maison où nous utilisons du charbon pour cuisiner nos repas. La fumée me fait tousser, mais nous n'avons pas les moyens d'acheter autre chose. Un homme a dit à ma mère et à d'autres personnes voisines que nous pouvions payer un raccordement au gaz jusqu'aux tuyaux en plastique qu'ils ont construits. Maman lui a répondu que c'était trop cher pour nous. Quelques semaines plus tard, un incendie s'est propagé entre les maisons qui avaient été raccordées au gaz. Il a fallu beaucoup de temps pour éteindre le feu parce que les camions de pompiers ne pouvaient pas entrer dans les ruelles, et plusieurs de mes voisins et voisines ont été gravement blessé·e·s. »

Les jeunes enfants risquent de souffrir de maladies respiratoires causées par la fumée des combustibles de cuisine polluants. Le manque d'électricité fiable et sûre peut également entraver le développement éducatif des enfants, car il peut nuire à leur capacité d'étudier et de faire leurs devoirs. Les enfants vivant dans des zones d'habitat informel sont également exposé·e·s au risque d'incendies causés par des branchements électriques ou de gaz informels non sécurisés ou par l'utilisation de bougies ou de flammes nues dans les foyers. Les enfants sont également affecté·e·s par les vulnérabilités de leurs parents et des personnes qui s'occupent d'eux. Si un parent perd son emploi à cause d'un incendie ou d'une maladie, la vulnérabilité de l'enfant augmente.

**Chantha, 16 ans, lycéenne**

« Je m'appelle Chantha. Je suis née avec un handicap physique et je me déplace en fauteuil roulant. Après l'école, mes ami·e·s vont au centre communautaire pour faire leurs devoirs et passer du temps ensemble. Le centre est éclairé, chauffé et équipé d'ordinateurs avec accès à Internet. Cependant, il n'est pas accessible aux fauteuils roulants et je dois donc rentrer chez moi. Nous n'avons pas d'ordinateur à la maison et l'alimentation électrique est instable. »

L'accès des jeunes à l'éducation est influencé par le manque d'électricité et de technologie dans les écoles et dans les foyers. Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, moins de 50 pour cent des écoles primaires ont l'électricité.<sup>20</sup> En outre, l'accès à l'électricité peut être crucial pour les personnes handicapées qui utilisent des technologies d'assistance électrique pour leurs activités quotidiennes, notamment des appareils auditifs, des lecteurs d'écran et des appareils domestiques intelligents.

**Fatima, 42 ans, agricultrice**

« Je m'appelle Fatima. Ma famille et moi avons été forcées de quitter notre village parce que des groupes armés attaquaient les personnes de notre confession. Il n'y a pas assez de réchauds solaires et à gaz pour tout le monde dans notre camp, alors je marche plus de deux heures pour ramasser du bois de chauffage pour les rations de cuisine et pour le vendre afin d'obtenir de l'argent supplémentaire. J'ai failli être attaquée une fois, donc je n'emmène pas mes enfants avec moi, mais je suis très inquiète à l'idée de les laisser seuls dans le camp. »

Les personnes peuvent être déplacées à l'intérieur de leur pays en raison de conflits, et les membres de groupes minoritaires peuvent être particulièrement vulnérables dans de telles situations. Les sites de déplacement peuvent manquer d'infrastructures énergétiques adéquates, et il peut y avoir des dynamiques de pouvoir au sein des camps qui affectent l'accès à des ressources de cuisson propres. Les femmes et les jeunes filles, déplacées ou non, doivent souvent assumer la responsabilité de la collecte quotidienne de combustible, ce qui peut entraîner des blessures ou de la fatigue, en particulier pour les femmes enceintes et les femmes âgées. Les femmes peuvent en outre être confrontées à la décision difficile de laisser leurs enfants seul·e·s (et de les exposer au risque d'abus ou de violence) ou de les emmener sur un itinéraire peu sûr, où des violences sexuelles ou fondées sur le genre peuvent se produire<sup>21</sup>. Elles peuvent également être confrontées à des obstacles systémiques qui limitent leur accès aux avantages des infrastructures énergétiques, tels que le manque de contrôle sur les terres (sur lesquelles les actifs peuvent être installés), le pouvoir d'achat, l'accès à la technologie, la participation à la prise de décision, l'éducation et la formation, et l'accès au crédit.

**Jose, 28 ans, vendeur sur le marché**

« Je m'appelle José. Je vends des articles ménagers sur le marché. En tant que personne transgenre, je suis souvent victime de harcèlement, voire de violence, lorsque je travaille au marché. Je souhaite développer mon activité dans le domaine du commerce électronique, mais je n'ai pas accès à une connexion électrique stable chez moi ou à une connexion à Internet. Cela signifie que je ne peux pas réaliser mon rêve et que je vais devoir continuer à travailler dans un environnement où je ne me sens pas en sécurité. »

Une personne vivant dans la pauvreté peut ne pas être en mesure d'assumer les coûts élevés liés à l'installation de l'électricité et des connexions Internet à domicile. En outre, elle peut être confrontée à une discrimination supplémentaire en raison de son identité de genre, de sa situation géographique ou d'autres aspects de son identité sociale. Elle peut avoir recours à un travail informel précaire, ce qui peut accroître la précarité énergétique en raison d'un revenu insuffisant ou même augmenter le risque de maladies et de violence causé par un travail à risque.

### **Peter, 67 ans, personne âgée autochtone**



« Je m'appelle Peter. Avant, j'habitais près d'un ruisseau qui menait à la mer. Une entreprise a voulu faire du biocarburant, alors elle a rasé nos terres ancestrales et y a planté des cultures. Cela affecte la santé du sol et de l'eau, ainsi que la qualité de nos récoltes. Mon fils a insisté pour que j'aie à vivre en ville avec lui, car il s'inquiète pour ma santé. J'ai l'impression d'avoir perdu ma maison. »

Les populations autochtones sont confrontées à des difficultés lorsqu'elles ne sont pas consultées comme il se doit sur les nouveaux projets d'infrastructures énergétiques. Cela peut nuire à leur mode de vie, ainsi qu'à l'intégrité de l'environnement naturel, avec lequel elles entretiennent une relation étroite. Les personnes âgées peuvent en outre souffrir de problèmes de santé chroniques et être sensibles à la pollution causée par les voitures alimentées par des combustibles fossiles, l'utilisation de combustibles de cuisine polluants ou les sous-produits de la production d'énergie, tels que les eaux de ruissellement polluées par les engrais et les pesticides.

### **En savoir plus**

- En savoir plus sur les diverses expériences des femmes et des groupes marginalisés en matière d'accès aux infrastructures :
  - [Des infrastructures inclusives au service de la lutte contre les changements climatiques](#), UNOPS, 2022.
  - [Favoriser l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes grâce aux infrastructures](#), UNOPS, 2020.
- En savoir plus sur la compréhension et l'application du concept d'intersectionnalité : Guide de ressources et boîte à outils sur l'intersectionnalité : [Intersectionality Resource Guide and Toolkit: An Intersectional Approach to Leave No One Behind](#) (Une approche intersectionnelle pour ne laisser personne pour compte), Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), 2021.
- En savoir plus sur l'accès inclusif à l'énergie dans les contextes humanitaires : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps et Women's Refugee Commission, 2020.
  - En savoir plus sur les différents modèles énergétiques : p. 11
  - En savoir plus sur les niveaux d'accès à l'énergie : p. 13-14

## Caractériser les infrastructures énergétiques inclusives

**Les infrastructures énergétiques inclusives ne laissent personne pour compte.** La présente publication définit une « infrastructure énergétique inclusive » comme une infrastructure et des systèmes énergétiques qui offrent à tous et toutes (indépendamment de leur situation personnelle ou de leur identité) un accès sûr, abordable, fiable et équitable à une énergie durable et moderne, dans le but d'éliminer la précarité et l'injustice énergétiques et de soutenir la réalisation des Objectifs de développement durable 5, 7 et 10 en faveur de l'égalité entre les genres, de l'inclusion sociale et du développement durable dans son ensemble.

**Des infrastructures énergétiques inclusives nécessitent une participation significative.** Outre l'accès universel à l'énergie pour tous et toutes, l'énergie inclusive garantit que les femmes et les groupes marginalisés sont habilités à participer à la gouvernance et au développement des infrastructures énergétiques. Il est important de reconnaître qu'il existe des lacunes et des inégalités liées à la conception, à l'accès et à l'utilisation des infrastructures énergétiques, et que les femmes et les groupes marginalisés, en particulier ceux qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination, sont les moins à même de bénéficier de ces services. En ce sens, une participation significative et des processus de consultation sont nécessaires pour s'assurer que les infrastructures énergétiques inclusives prennent en compte les divers besoins de chacun et s'attaquent aux obstacles systémiques à l'énergie auxquels sont confrontés les femmes et les groupes marginalisés.

**Une approche intégrée du développement d'infrastructures de qualité permet de mettre en place des infrastructures énergétiques inclusives.** Une infrastructure énergétique inclusive exige un effort concerté de la part des parties prenantes du secteur de l'énergie pour garantir que des solutions énergétiques efficaces et adaptées au contexte

















puissent couvrir des besoins divers et relever les défis et besoins futurs. Elle doit également être développée avec une vision holistique de la relation de l'énergie avec l'ensemble du système de systèmes des infrastructures pour l'apport de résultats inclusifs pour les femmes et les groupes marginalisés. Par exemple, des infrastructures énergétiques inclusives peuvent permettre d'augmenter les revenus et d'améliorer la résilience socio-économique lorsqu'elle est associée à des utilisations productives, telles que l'alimentation de machines qui facilitent les activités agricoles et manufacturières et les rendent plus efficaces. Elles peuvent également contribuer à améliorer la sécurité et à réduire le risque de criminalité et de violence sexuelle grâce à un éclairage de qualité dans les rues, les toilettes communautaires et les espaces publics, ainsi qu'à soutenir les résultats en matière de santé en alimentant les équipements pour les systèmes d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène et les installations médicales. Elles peuvent soutenir les systèmes numériques en facilitant la communication, l'emploi, l'éducation et la gouvernance. Elles peuvent également réduire les effets négatifs sur la santé et l'environnement dus à la pollution de l'air liée à l'utilisation de sources de combustibles polluants pour la cuisine, le transport et d'autres activités.

En résumé, les infrastructures énergétiques inclusives et leurs résultats porteurs de changement peuvent être caractérisés par cinq principes directeurs : équitable, accessible, abordable, non néfaste et favorisant l'autonomie<sup>22</sup>. Pour plus d'informations, se reporter à la page suivante.

### En savoir plus

- En savoir plus sur la manière dont les principes des infrastructures inclusives s'attaquent aux obstacles systémiques auxquels sont confrontés les femmes et les groupes marginalisés : [Des infrastructures inclusives au service de la lutte contre les changements climatiques](#), UNOPS, 2022.
- Exemples de la manière dont les infrastructures énergétiques inclusives peuvent fonctionner avec d'autres systèmes d'infrastructures pour soutenir des résultats inclusifs :
  - [Le projet matatu numérique : l'utilisation de téléphones portables pour créer une source ouverte de données pour le système de bus semi-formel de Nairobi](#).
  - Le passage à des [solutions de cuisson propres](#) peut améliorer la sécurité alimentaire en réduisant la dégradation des sols due à la récolte du bois de chauffage, ce qui permet de disposer de plus de temps et d'argent pour cultiver des aliments alternatifs riches en nutriments, tels que les haricots et les pommes de terre.

## Principes des infrastructures énergétiques inclusives et résultats porteurs de changement

| Principes d'infrastructures énergétiques inclusives, qui répondent à des besoins divers et à des obstacles systémiques |  |   | Résultats porteurs de changement d'infrastructures énergétiques inclusives pour atteindre l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale   |
|--|--|---|---|
| <b>Équitables</b><br>                 | fournit un accès juste et équitable à des services énergétiques qui peuvent répondre aux divers besoins énergétiques des femmes et des groupes marginalisés  | <br>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les différents besoins en énergie sont étudiés, reconnus et pris en compte</li> <li>• Accès équitable aux services énergétiques pour les ménages et les usages productifs pour tous et toutes</li> <li>• Les ressources sont réparties de manière équitable pour garantir l'égalité énergétique. Cela inclut notamment l'énergie permettant la fourniture équitable de services tels que les transports, l'alimentation en eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que les communications numériques.</li> </ul>   |
| <b>Accessibles</b><br>                | fournit des solutions adaptées aux besoins des différents types d'utilisateur·rice·s, pour que chaque personne puisse accéder aux services énergétiques de manière aisée, sûre et digne, sans risque d'accident ou de violence   | <br>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un accès facile, sécurisé et digne aux services énergétiques pour divers utilisateur·rice·s</li> <li>• Réduction des risques d'accidents, de dommages, de criminalité et de violence fondée sur le genre lors de la production, de la transmission et de l'utilisation de l'énergie dans les ménages, les entreprises et les espaces publics</li> <li>• Des services énergétiques centrés sur l'utilisateur·rice qui répondent aux divers besoins physiques dans tous les systèmes d'infrastructures, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'appareils d'assistance</li> </ul>   |
| <b>Abordables</b><br>                | augmente les possibilités d'accès à des services énergétiques de bonne qualité, durables et résilients pour les personnes ayant des moyens économiques différents  | <br>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction des obstacles financiers et administratifs au raccordement des ménages et des micro, petites et moyennes entreprises aux services énergétiques</li> <li>• Structures tarifaires permettant un accès abordable à l'énergie pour les personnes vivant dans la pauvreté</li> <li>• Amélioration du rapport qualité-prix des infrastructures énergétiques en vue d'une viabilité financière</li> </ul>   |
| <b>Non néfastes</b><br>             | réduit l'exposition des personnes et de l'environnement aux incidences sociales, économiques ou physiques négatives résultant du développement des infrastructures énergétiques  | <br>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La nature, les vies et les moyens de subsistance sont protégés lors du développement des infrastructures énergétiques et de l'utilisation de l'énergie dans d'autres systèmes d'infrastructures, en particulier dans le cadre de la transition énergétique</li> <li>• Respect des droits humains à un niveau de vie adéquat</li> </ul>   |
| <b>Favorisant l'autonomie</b><br>   | augmente la capacité d'autonomisation d'une personne, sa capacité à prendre des décisions en connaissance de cause et à agir sur les questions qui se posent dans sa communauté grâce à l'amélioration des services énergétiques | <br><br> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction du risque social et de la privation résultant de l'inégalité en matière d'énergie</li> <li>• La participation de tous les segments des communautés est encouragée</li> <li>• Une prise de décision éclairée des utilisateur·rice·s, notamment grâce à une meilleure compréhension des avantages liés à l'investissement dans les énergies propres et à leur utilisation</li> <li>• Les personnes ont le droit, en permanence, de s'engager, d'accepter, de refuser, de proposer et de donner leur avis sur les projets d'infrastructures tout au long du cycle de vie du projet</li> <li>• Tous les types de consommateur·rice·s ont la possibilité d'exprimer leurs préoccupations, de donner un retour d'information et de recevoir des informations ainsi qu'un service à la clientèle de la part des entreprises du secteur énergétique</li> </ul> |

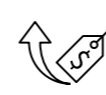
Obstacles systémiques levés :



Discrimination et exclusion sociale



Obstacles physiques et manque de sécurité



Exigences rédhibitoires et coûts prohibitifs



Accès limité à l'information



Manque d'accès à la prise de décision

# 3. Lignes directrices pour le développement d'infrastructures énergétiques inclusives

## Les défis de la mise en place d'infrastructures énergétiques inclusives

L'absence d'accès inclusif à l'énergie, en particulier dans le Sud global, peut être attribuée à des défis multiples et interdépendants dans le développement des infrastructures énergétiques. Ces défis comprennent, entre autres :

- **Capacité insuffisante** (incluant les aspects institutionnels, techniques, financiers et des connaissances) pour planifier, fournir et gérer des infrastructures énergétiques inclusives qui :
  - peuvent satisfaire aux besoins en matière d'énergie à court, moyen et long terme de tous les peuples, en particulier des femmes et des groupes marginalisés ;
  - ne portent pas préjudice à l'environnement et aux communautés locales ;
  - sont résilientes face à des défis tels que les changements climatiques, les conflits, les pandémies et les catastrophes ;
  - peuvent relever des défis complexes en matière d'urbanisation, tels que l'informalité ;
  - se fondent sur des données inclusives afin d'éviter les inadéquations et de déterminer les solutions appropriées en matière de conception, de mise en œuvre et de technologie, conformément aux coutumes et pratiques locales.

- **Faiblesse de l'environnement habilitant**, notamment absence de politiques, de législation, de réglementation et de processus formels (ou capacité limitée à les faire appliquer) permettant des approches intégrées et multisectorielles en matière de services énergétiques durables, résilients et inclusifs
- **Manque de sensibilisation et d'engagement politique en faveur de l'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale**, ce qui peut conduire à un manque de consultation et de représentation significatives des femmes et des groupes marginalisés dans la collecte des données, la recherche, la planification, la fourniture et la gestion de l'énergie
- **Les défis culturels et comportementaux**, tels que les préférences pour les méthodes traditionnelles de cuisson et de préparation des aliments, qui peuvent renforcer les normes négatives liées au genre entourant la collecte des combustibles
- **Le manque de responsabilité et de transparence dans les décisions d'investissements** et les processus d'achats en matière d'énergie, qui peut conduire à des inégalités spatiales en ce qui concerne les lieux d'investissement

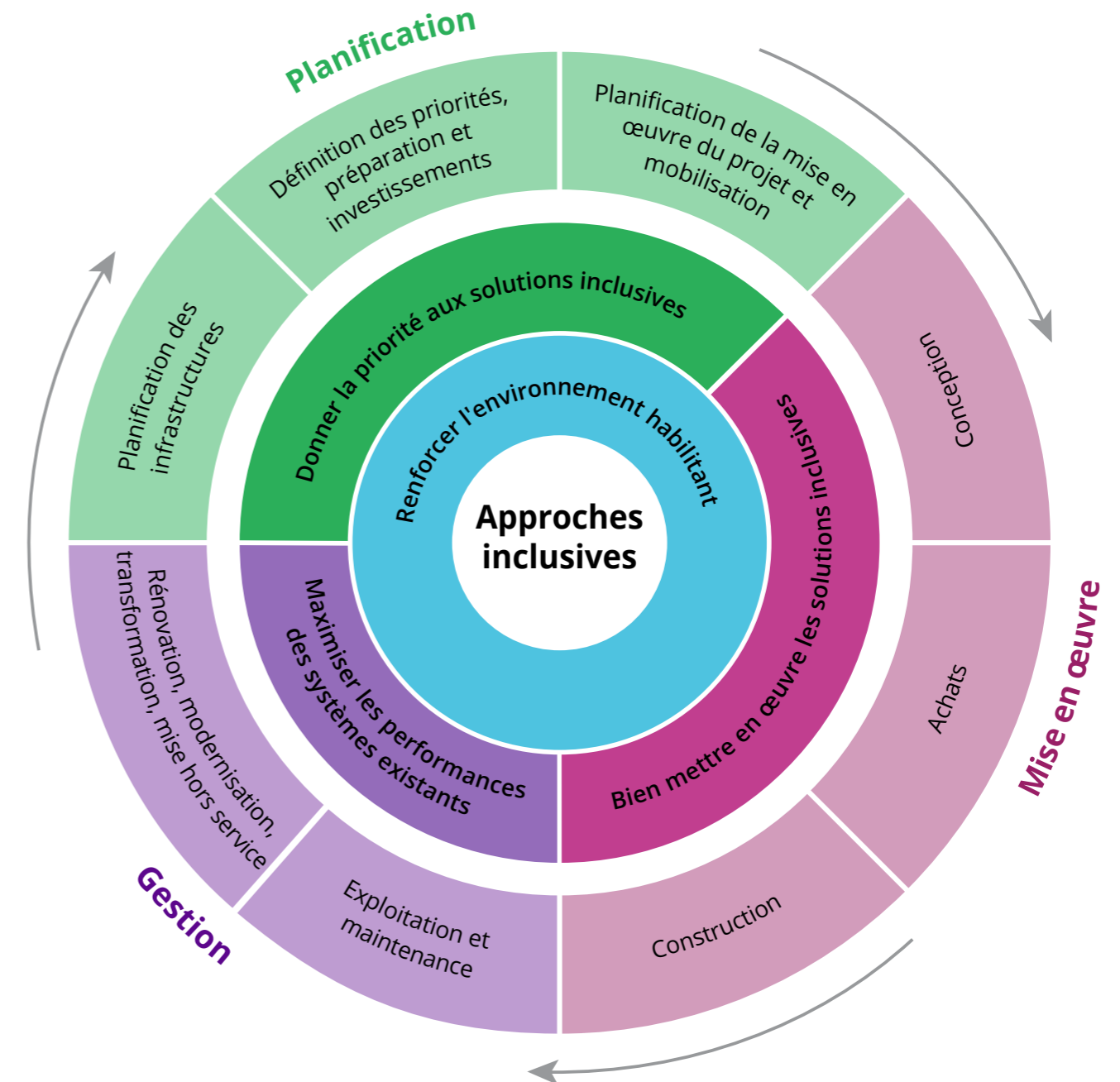
## Approches visant à développer des infrastructures énergétiques inclusives tout au long du cycle de vie des infrastructures

La lutte contre l'exclusion énergétique, à laquelle sont confrontés les femmes et les groupes marginalisés, exige l'intégration des concepts « ne laisser personne pour compte » par le biais d'approches intersectionnelles et transformatrices de l'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale, ainsi que de la participation significative dans le cadre d'une approche intégrée du développement d'infrastructures énergétiques de qualité. En outre, pour relever les défis de mise en œuvre auxquels font face les spécialistes des infrastructures énergétiques dans le Sud global, une approche holistique tout au long du cycle de vie du développement d'infrastructures énergétiques inclusives est nécessaire. Ces lignes directrices mettent en évidence quatre approches intégrant les principes d'inclusion et répondant aux défis de la mise en œuvre :

1. Renforcer l'environnement habilitant.
2. Donner la priorité aux solutions inclusives.
3. Bien mettre en œuvre les solutions inclusives.
4. Maximiser les performances des systèmes existants.

Des exemples de la manière dont cela peut être fait sont présentés à la page suivante. Le reste de ce chapitre présente des informations complémentaires sur la manière de traduire ces approches en actions tout au long du cycle de vie du développement des infrastructures énergétiques, en mettant l'accent sur certaines parties prenantes qui jouent un rôle important dans la mise en œuvre d'actions inclusives essentielles à des stades spécifiques. Pour des informations plus détaillées sur les actions recommandées pour les différents acteurs, voir le [Chapitre 4](#).

Figure 2. Approches inclusives tout au long du cycle de vie des infrastructures



| Approches   | 1. Renforcer l'environnement habitant  | 2. Donner la priorité aux solutions inclusives   | 3. Bien mettre en œuvre les solutions inclusives   | 4. Maximiser les performances des systèmes existants  |
|---|--|--|--|---|
| Étape du cycle de vie   | Un écosystème réglementaire tout au long du cycle de vie   | Planification  | Livraison (conception, achats et construction)   | Gestion (exploitation, maintenance et fin de vie)   |
| Principales parties prenantes concernées par cette publication                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>les parties prenantes de la politique, de la stratégie, de la défense des intérêts et du renforcement des capacités en matière d'énergie <ul style="list-style-type: none"> <li>les organisations de la société civile</li> <li>les gouvernements (notamment les responsables des décisions politiques)</li> <li>les organismes de régulation de l'énergie</li> </ul> </li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>les parties prenantes planifiant, concevant et investissant dans les systèmes et actifs des infrastructures énergétiques <ul style="list-style-type: none"> <li>les gouvernements et les organismes de régulation de l'énergie</li> <li>les spécialistes en planification et en conception</li> <li>les entreprises du secteur énergétique</li> </ul> </li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>les parties prenantes de la livraison de projets et de la construction d'actifs d'infrastructures énergétiques <ul style="list-style-type: none"> <li>les chef-fe-s et équipes de projet</li> <li>les spécialistes de la conception</li> <li>les responsables des achats</li> <li>les entreprises de construction</li> </ul> </li> </ul>                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>les parties prenantes de la fourniture de services énergétiques et de l'exploitation et de la maintenance de ces actifs d'infrastructures énergétiques <ul style="list-style-type: none"> <li>les entreprises du secteur énergétique</li> <li>les organismes de régulation de l'énergie</li> <li>les propriétaires et les responsables d'exploitation d'actifs de petite taille (notamment les prosommateur·rice-s)</li> </ul> </li> </ul> |
| Exemples d'actions pour une approche intégrée du développement d'infrastructures de qualité | <ul style="list-style-type: none"> <li>Créer et appliquer une politique, une législation et des réglementations qui permettent une approche intégrée des systèmes énergétiques inclusifs</li> <li>Renforcer les capacités des différentes parties prenantes dans le développement des services énergétiques inclusifs, notamment les compétences techniques, le capital humain et les capacités financières</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Tirer parti des approches intersectorielles pour résoudre les problèmes en matière d'énergie</li> <li>Réaliser des études de faisabilité qui évaluent les impacts intersectoriels, afin de donner la priorité aux projets énergétiques qui offrent un maximum d'avantages et présentent un minimum de risques pour les personnes et l'environnement</li> </ul>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Utiliser des codes, des normes et des lignes directrices pour intégrer la transparence, la responsabilité et la protection sociale et environnementale dans les projets énergétiques</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller à ce qu'il y ait une capacité adéquate à long terme pour maintenir et exploiter les services énergétiques inclusifs</li> <li>Améliorer la durabilité, la résilience et l'inclusivité des actifs et des services énergétiques existants</li> </ul>  |
| Exemples d'actions pour ne laisser personne pour compte                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les systèmes nationaux de suivi énergétique pour la collecte de données ventilées (sur l'âge, le genre, le handicap, la localisation, etc.), mener des consultations participatives pour identifier les besoins en matière d'énergie des femmes et des groupes marginalisés, et plaider en faveur de politiques qui répondent à ces besoins</li> <li>Élaborer des politiques pour des connexions et des tarifs initiaux abordables</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Analyser les risques et proposer des solutions pour atténuer les effets négatifs sur l'environnement</li> <li>Identifier les opportunités d'utilisation efficace de l'électricité et éliminer les obstacles associés</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Utiliser des données centrées sur les personnes pour concevoir des solutions visant à réduire l'exclusion énergétique des femmes et des groupes marginalisés, tout en protégeant le patrimoine naturel et autochtone</li> <li>Prévenir le harcèlement sexuel, l'exploitation, le travail des enfants et les pratiques de travail injustes dans la construction</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Recueillir et traiter rapidement les retours d'information et les plaintes des utilisateur·rice-s des services énergétiques, en particulier des femmes et des groupes marginalisés</li> <li>Fournir un service à la clientèle accessible, en particulier pour les paiements</li> </ul>   |
| Exemples d'actions pour une participation significative                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Veiller à ce que les femmes et les groupes marginalisés soient bien représentés au sein des différentes équipes et organisations et des différents groupes de parties prenantes impliqués tout au long du cycle de vie</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer des solutions inclusives et des aménagements raisonnables pour encourager la participation des femmes et des groupes marginalisés dans le développement des infrastructures énergétiques</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Faire appel à des matériaux, des fournisseurs et à la main-d'œuvre locale afin de minimiser les émissions et de répartir les avantages économiques des investissements dans les infrastructures</li> </ul>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place des programmes et des politiques qui donnent la priorité aux sources d'énergie verte et encouragent l'utilisation responsable de l'énergie</li> </ul>  |

## 3.1 Renforcer l'environnement habitant

Le renforcement de l'environnement habitant comprend la création et l'application de politiques, de réglementations et de cadres juridiques qui soutiennent un accès à l'énergie inclusif dans l'ensemble du système d'infrastructures, ainsi que le renforcement de la capacité technique, institutionnelle et financière des acteurs clés et des parties prenantes à mettre en œuvre des pratiques inclusives tout au long du cycle de vie des infrastructures. Il s'agit d'une activité primordiale tout au long du cycle de vie des infrastructures qui ouvre la voie à une collaboration efficace entre les différentes parties prenantes et les différents acteurs. Cette section fera l'objet de références croisées à d'autres étapes du cycle de vie si nécessaire.



### Possibilités de remédier aux inégalités en matière d'énergie auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés

#### Fatima, 42 ans, agricultrice



« Chaque matin, je marche plusieurs heures avec d'autres femmes pour ramasser du bois afin de cuisiner nos repas quotidiens. Un jour, mon mari m'a dit que des fonctionnaires avaient mené une enquête auprès des hommes de notre camp au sujet de l'électricité et des combustibles de cuisson. Ils auraient dû s'adresser également à nous, les femmes. »

Les femmes jouent une multitude de rôles dans le secteur de l'énergie, en tant que consommatrices, fournisseuses et décideuses. Cependant, elles restent sous-représentées dans la gouvernance et l'emploi dans le secteur de l'énergie<sup>23</sup>, et la chaîne de valeur de l'énergie fonctionne encore sans tenir compte du genre.<sup>24</sup> Une étude réalisée en 2017 a révélé que seul un tiers des 192 cadres énergétiques nationaux tenait compte, dans une certaine mesure, des considérations de genre. Lorsqu'elles sont mentionnées, les femmes sont généralement décrites comme des bénéficiaires ou des parties prenantes, et seules deux politiques les ont identifiées comme des agentes du changement<sup>25</sup>.

L'un des moyens d'y parvenir est de veiller à ce que les femmes et les groupes marginalisés soient activement impliqués et consultés dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques énergétiques et des processus décisionnels. Il est également essentiel de s'assurer que ces deux ensembles de personnes bénéficient de chances égales d'emploi dans la chaîne de valeur de l'énergie. Cette démarche est également renforcée par des actions visant à réduire les obstacles systémiques que rencontrent les femmes et les groupes marginalisés pour pouvoir se permettre l'achat de services énergétiques fiables, tant pour les usages domestiques que productifs.

#### Outils de lecture

- [Étude de cas sur les politiques et programmes énergétiques inclusifs](#)
- Recommandations pour améliorer l'égalité entre les genres dans la politique énergétique : [Gender in the transition to sustainable energy for all: From evidence to inclusive policies](#) (Le genre dans la transition vers l'énergie durable pour tous et toutes : des données probantes aux politiques inclusives), ENERGIA, 2019



## Actions pour les organisations de la société civile

1. Faire entendre la voix des groupes les plus marginalisés dans les processus de recherche, d'élaboration des politiques et de développement des infrastructures énergétiques
2. Plaider en faveur de l'inclusion tout au long du cycle de vie du développement des infrastructures énergétiques
3. Plaider en faveur de la fourniture de services énergétiques inclusifs et veiller à ce que les clients soient informés de leurs droits

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)



## Actions pour les gouvernements et les organismes de régulation

1. Mettre en place des politiques, des réglementations et des cadres juridiques pour soutenir une approche intégrée, intersectorielle et participative de la lutte contre les barrières systémiques et l'exclusion liée à l'énergie.
2. Évaluer, développer et réformer les cadres politiques, réglementaires et juridiques, dans le but de permettre un accès inclusif à l'énergie.
3. Évaluer l'état de préparation du pays au développement et au déploiement d'énergies inclusives et renouvelables, et identifier les mesures à prendre en vue de combler les lacunes.
4. Élaborer des cadres politiques pour améliorer la participation, la transparence et la responsabilité dans le développement des infrastructures énergétiques.

5. Créer et appliquer des réglementations sur les exigences en matière d'inclusion tout au long du cycle de vie des projets énergétiques.
6. Évaluer et renforcer les capacités des personnes en termes de développement et de planification d'infrastructures énergétiques inclusives.
7. Sensibiliser à l'égalité entre les genres et à l'inclusion sociale dans les infrastructures énergétiques.

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)

### Soutenir les actions

[Utiliser des données ventilées pour identifier les lacunes de la politique énergétique](#)

## 3.2 Donner la priorité aux solutions inclusives

Cette section examine comment donner la priorité aux solutions inclusives, afin de planifier des systèmes d'infrastructures énergétiques inclusifs qui améliorent l'accès à une énergie durable pour diverses communautés, tant en zones rurales qu'en zones urbaines, ainsi que pour les différents groupes sociaux au sein de ces communautés. Il est important de considérer de quelles manières les différentes parties de la chaîne de valeur de l'énergie influencent la fiabilité, l'accessibilité financière et la durabilité de l'énergie utilisée et disponible pour les diverses communautés. Il est également essentiel de déterminer quels modèles énergétiques (centralisés, décentralisés ou hors réseau) sont les plus adaptés en vue de garantir un accès à l'énergie à court et à long terme.

Cette section aborde trois étapes, à savoir :

1. La planification des infrastructures énergétiques
2. La définition des priorités, la préparation et les investissements
3. La planification de mise en œuvre du projet et la mobilisation

Le présent rapport examine à chaque étape :

- l'importance des approches inclusives à chaque étape et dans l'ensemble des systèmes d'infrastructures énergétiques ;
- des exemples d'inégalités énergétiques auxquelles les femmes et les groupes marginalisés sont confrontés, ainsi que des possibilités de les surmonter lors de la planification des systèmes d'infrastructures énergétiques ;

- les actions que le lectorat peut entreprendre en vue de mettre en œuvre des approches inclusives dans la planification des systèmes d'infrastructures énergétiques, ainsi que des liens vers des outils, des ressources et des informations plus détaillées pour soutenir ces actions.



### Quelles questions pouvons-nous nous poser, afin de donner la priorité à des solutions inclusives lors de la planification des systèmes d'infrastructures énergétiques ?

- **Équitables** : Les infrastructures énergétiques doivent permettre un accès équitable à l'énergie durable, notamment pour les communautés vivant dans des zones reculées et des établissements informels. Quelles sont les communautés qui ont besoin d'un meilleur accès à l'énergie dans la zone géographique que nous prévoyons ? Quels sont les obstacles auxquels elles sont actuellement confrontées ?
- **Accessibles** : Toutes les personnes devraient avoir un accès facile, sûr et digne aux services énergétiques. Avons-nous exploré diverses options de production et de distribution d'énergie qui soient propres, abordables, fiables et durables et qui favorisent l'objectif de l'accès universel à l'électricité ?
- **Abordables** : Les services énergétiques doivent être abordables pour que l'ensemble des utilisateur·rice·s aient un accès raisonnable à une énergie propre. Pour les projets d'électrification, le coût du raccordement initial est-il abordable ou peut-il être financé ?
- **Non néfastes** : Les effets négatifs du développement des infrastructures énergétiques sur la nature et les populations doivent être atténués. Dans quelles parties du système d'infrastructures énergétiques pouvons-nous donner la priorité à des solutions visant à réduire la pollution et à éviter les impacts négatifs sur les valeurs socioculturelles associées à la terre et aux paysages, en particulier pour les populations autochtones ?

- **Favorisant l'autonomie** : Étant donné l'importance de leur rôle culturel dans la gestion de l'énergie domestique, les femmes et les groupes marginalisés devraient pouvoir participer de manière significative aux processus de prise de décision qui déterminent comment les systèmes énergétiques sont planifiés et classés par ordre de priorité. Dans quelle mesure les processus de planification participative que nous avons mis en place sont-ils inclusifs ?

### Outils de lecture

- [Concepts illustrés pour la planification de systèmes d'infrastructures énergétiques inclusives](#)
- [Domaine d'intérêt : tirer parti des avantages sociaux de l'efficacité énergétique](#)
- [Domaine d'intérêt sur les ressources énergétiques distribuées ou décentralisées](#)
- [Étude de cas sur les modèles énergétiques communautaires](#)
- [Étude de cas sur la planification et la conception énergétiques participatives](#)

## Planification des infrastructures énergétiques

Lors de la planification des infrastructures énergétiques, il est primordial de prendre en compte les lacunes actuelles et futures dans l'accès à l'énergie des femmes et des groupes marginalisés. Cette approche permet d'intégrer des objectifs inclusifs dans les priorités stratégiques en matière d'énergie, offrant ainsi un mandat clair aux entités gouvernementales pour mettre en œuvre des initiatives visant à développer des infrastructures énergétiques inclusives. Les objectifs inclusifs définis dans les politiques et plans énergétiques peuvent alors être traduits en projets concrets d'infrastructures énergétiques inclusives.



### Possibilités de remédier aux inégalités en matière d'énergie auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés

Ram, 7 ans, écolier



« Les fils électriques dans la rue principale à côté de notre quartier ressemblent à des spaghettis. Quelqu'un m'a dit que les camions de la compagnie d'électricité ne pouvaient pas entrer dans le quartier car il n'y a que des ruelles, alors certaines maisons comme la mienne ne sont pas raccordées. »

Les personnes vivant dans des quartiers informels ou des zones densément peuplées peuvent rencontrer des obstacles pour accéder à un raccordement formel au réseau électrique. Les difficultés peuvent provenir de la complexité ou du coût élevé des procédures de raccordement, ou encore de la difficulté à établir en toute sécurité l'infrastructure physique nécessaire. En conséquence, ces personnes se tournent souvent vers des raccordements informels ou illégaux qui présentent plusieurs risques. Non seulement ces

raccordements sont dangereux, car ils ne respectent pas les normes de sécurité, mais ils sont aussi souvent plus coûteux pour les utilisateur·rice·s. Les raccordements illégaux sont fréquemment gérés par des « propriétaires de compteurs » qui imposent des tarifs de consommation excessifs et peuvent exploiter les femmes et autres personnes abonnées vulnérables.

Il faut reconnaître les problèmes sociaux complexes, tels que l'« informalité », dans le développement des infrastructures énergétiques. Lors de la planification, il est important d'adopter des approches intersectorielles pour lutter contre l'exclusion énergétique. Cela inclut l'aménagement équitable du territoire, la création d'un parc de logements abordables et adéquats, l'amélioration des communications numériques pour optimiser l'utilisation des compteurs intelligents et des technologies de prépaiement, ainsi que la mise en place de programmes économiques et de subsistance pour favoriser l'inclusion financière.



### Actions pour les gouvernements

1. Créer les conditions nécessaires pour que les femmes et les groupes marginalisés puissent participer de manière significative au processus de planification et influencer les décisions.
2. Tirer parti des stratégies intersectorielles et interfonctionnelles pour garantir des approches intégrées de la lutte contre l'exclusion énergétique.
3. Promouvoir une planification transparente et inclusive de l'électrification afin d'en accélérer l'accès.

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)



## Actions pour les planificateurs d'infrastructures et les entreprises du secteur énergétique

1. Travailler avec les habitant·e·s et les organisations non gouvernementales (ONG) locales pour identifier et corriger les inégalités existantes en matière d'énergie.
2. Utiliser des données ventilées, des consultations participatives et des évaluations contextuelles pour identifier les divers besoins en matière d'énergie.
3. Élaborer et évaluer des options de planification énergétique, sur la base de résultats durables, résilients et inclusifs.

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)

### Actions de soutien pour renforcer l'environnement habilitant

- [Plaidoyer et représentation par des organisations de la société civile](#)
- [Renforcement des capacités par les gouvernements](#)

## Définition des priorités, préparation et investissements

Les infrastructures nécessitent des investissements importants et ont une longue durée de vie opérationnelle. Il est donc essentiel de donner la priorité aux projets d'infrastructures énergétiques qui peuvent permettre d'apporter les services énergétiques les plus inclusifs et les plus équitables pour tous et toutes, à long terme.

La préparation des projets est une activité clé pour s'assurer que les projets énergétiques planifiés sont bancables et prêts pour la réalisation d'investissements. Au cours de cette étape, il est important que les projets énergétiques et leurs résultats escomptés soient conceptualisés selon des principes inclusifs. Cela permettra de garantir un financement, des ressources et des capacités adéquats pour intégrer des approches inclusives dans la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations énergétiques.



### Possibilités de remédier aux inégalités en matière d'énergie auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés

#### Peter, 67 ans, personne âgée autochtone



« Il y a quelques années, j'ai appris que le gouvernement projetait de rechercher du pétrole dans l'océan. Ma tribu a réagi avec mécontentement, car cela menaçait nos terrains de chasse traditionnels. Nous ne voulions pas que l'eau et les animaux marins soient contaminés par ce projet. »

Lors de l'établissement des priorités et de la préparation des projets énergétiques, il est essentiel d'appliquer le principe 'non néfaste'.

Il est crucial d'évaluer de manière critique si les projets proposés comportent des risques pouvant entraîner des conséquences extrêmes à long terme, telles que la dégradation des écosystèmes ou les déplacements forcés. Les projets susceptibles d'avoir des incidences négatives directes ou indirectes irréversibles sur les communautés locales ou l'environnement doivent être rejetés.

Outre la réalisation d'études de faisabilité environnementale et sociale, la consultation des communautés concernées, en particulier les populations autochtones, peut aider à déterminer si une proposition de projet doit être rejetée en raison d'incidences négatives irréversibles.



### Actions pour les spécialistes en planification et en conception

1. Mener des évaluations pour réduire le nombre de projets énergétiques inclusifs devant recevoir priorité, et exclure les projets ayant des effets négatifs irréversibles. Étudier l'historique des projets énergétiques dans la région et les raisons de leur succès ou de leur échec.
2. Évaluer les besoins énergétiques intersectoriels des parties prenantes et des bénéficiaires, pour s'assurer que le projet améliore l'accès à l'énergie des groupes marginalisés.
3. Concevoir le concept du projet et la théorie du changement pour obtenir des résultats inclusifs pour les consommateur·rice·s d'énergie, le personnel et les communautés concernées.
4. Analyser et évaluer la faisabilité d'un projet en fonction de ses incidences environnementales, sociales, culturelles et économiques et de ses avantages connexes.

#### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)



## Actions pour les entreprises du secteur énergétique

1. Engager des experts en consultation participative pour mener des consultations participatives continues et des processus de co-création avec les communautés locales et les organisations de la société civile, dans le but d'éclairer la définition du projet, de résoudre les conflits fonciers et de répondre aux besoins énergétiques spécifiques au contexte.
2. Incorporer des cibles et des objectifs d'inclusion dans le cahier des charges du projet

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)



## Actions pour les gouvernements

1. Développer et donner la priorité aux projets énergétiques ayant des résultats inclusifs, conformément aux priorités stratégiques en matière de durabilité, de résilience et d'inclusion.
2. Élaborer un plan d'investissement qui tienne compte des coûts à long terme des projets d'intégration.
3. Identifier les financiers qui soutiennent les projets inclusifs et déterminer leurs exigences pour une préparation efficace et compétitive des projets.

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)

## Actions de soutien pour renforcer l'environnement habilitant

- Plaidoyer et représentation par des organisations de la société civile.
- Créer et appliquer des réglementations sur les exigences d'inclusion pour les processus d'établissement des priorités et de sélection des projets par les gouvernements
- Renforcement des capacités par les gouvernements

## Planification de la mise en œuvre du projet et mobilisation

Une fois l'investissement assuré pour les projets énergétiques, il est important de planifier et de mobiliser les ressources, l'expertise technique et le capital humain nécessaires pour une mise en œuvre efficace du projet.



### Possibilités de remédier aux inégalités en matière d'énergie auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés

#### Jose, 28 ans, vendeur sur le marché



« Des gens sont venus dans notre quartier et ont dit qu'ils voulaient construire des panneaux solaires pour certaines maisons, mais nous devons remplir des formulaires si nous voulons participer. Je ne me suis pas inscrit parce que parfois les gens voient mon nom et me demandent si je suis un homme ou une femme, et cela me met mal à l'aise de répondre car je ne veux pas être victime de harcèlement. »

Lors de la planification des projets, il est important de prévoir des activités répondant aux critères d'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale et de former le personnel pour qu'il soit sensible au genre, au handicap, à la culture et à d'autres aspects de l'identité sociale. Il s'agit d'éviter d'exclure involontairement des personnes des bénéficiaires du projet, car elles peuvent être réticentes à participer en raison d'expériences antérieures de harcèlement ou de discrimination.

Un spécialiste en matière d'égalité des genres et d'inclusion sociale peut aider les équipes de projet à s'assurer que toutes les activités du projet tiennent compte des pratiques sociales et culturelles, afin que les bénéficiaires visés se sentent responsabilisés et en sécurité dans leur participation. Par exemple, des activités axées sur l'égalité des genres et l'inclusion sociale peuvent inclure des sessions communautaires avec partage de nourriture, pour établir des relations et un rapport de confiance. Au cours de ces sessions, l'équipe de projet peut discuter des interventions proposées et des possibilités d'implication de la communauté. Il est important d'organiser ces sessions à différents moments de la journée et d'adapter les messages aux divers publics, en particulier les femmes et les groupes marginalisés.



### Actions pour les chef·fe·s de projet et les équipes

1. Mobiliser les capacités pour créer et atteindre des objectifs inclusifs implique le recrutement de spécialistes en égalité des genres et en inclusion sociale, ainsi que la fourniture de compétences et de programmes de renforcement des capacités aux équipes et aux parties prenantes du secteur privé.
2. Faire en sorte que les budgets des projets puissent soutenir une mise en œuvre inclusive et durable en allouant et en réservant de manière adéquate des ressources pour des activités inclusives.
3. Élaborer un Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale avec des objectifs, des activités et des indicateurs réalistes et des ressources allouées de manière appropriée.

#### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)



## Actions pour les responsables des achats

1. Planification stratégique des achats afin de garantir la capacité à mettre en œuvre des processus d'achats responsables et inclusifs.
2. Mise en œuvre de mesures visant à garantir l'intégrité, la responsabilisation et la transparence des procédures d'achats, en particulier pour les projets d'infrastructures énergétiques publiques.

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)

### Actions de soutien pour renforcer l'environnement habilitant

- [Renforcement des capacités des gouvernements en matière d'achats et de gestion de projets inclusifs](#)
- [Gestion inclusive de la main-d'œuvre et recrutement diversifié](#)

## 3.3 Bien mettre en œuvre les solutions inclusives

Cette section examine comment les projets énergétiques peuvent être exécutés (notamment la conception, les achats et la construction) de manière à garantir une répartition équitable des avantages des investissements dans les systèmes énergétiques entre les différentes parties prenantes, tout en préservant les personnes et l'environnement. Il est crucial de prendre en considération comment le processus de réalisation peut être inclusif et fournir des résultats inclusifs pour les femmes et les groupes marginalisés, au-delà de la livraison de l'installation énergétique elle-même. Cela inclut la promotion de conditions de travail décentes pour une main-d'œuvre diversifiée, le soutien aux entreprises et à la main-d'œuvre locales, ainsi que la minimisation des accidents et des effets négatifs des processus de construction sur l'environnement.

Cette section couvre trois étapes, à savoir :

1. Conception
2. Achats
3. Construction

Pour chaque étape, nous examinons :

- L'importance des approches inclusives à chaque étape et tout au long de la mise en œuvre des projets
- Exemples d'inégalités auxquelles sont confrontées les femmes et les groupes marginalisés, et possibilités d'y remédier dans le cadre de la réalisation de projets énergétiques

- Actions que le lectorat peut entreprendre pour mettre en œuvre des approches inclusives lors de l'exécution des projets énergétiques, ainsi que des liens vers des outils, des ressources et des informations plus détaillées pour soutenir ces actions



### Quelles questions pouvons-nous nous poser pour contribuer à la bonne mise en œuvre de solutions inclusives dans les projets énergétiques ?

- **Équitables** : Les communautés locales, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, doivent avoir des possibilités équitables de bénéficier de la mise en œuvre des projets d'infrastructure. Existe-t-il des dispositions suffisantes en matière de diversité et d'inclusion dans les processus d'embauche et de passation de marchés ?
- **Accessibles** : Les normes d'accessibilité et de sécurité doivent être appliquées lors de la conception et de la construction des actifs. La gestion de la conception et de la construction permet-elle d'arriver à des environnements sûrs et accessibles pour les femmes et les groupes marginalisés à l'intérieur et autour du site du projet ?
- **Abordables** : Les processus de construction doivent être efficaces et de haute qualité afin de garantir le rapport qualité-prix, la durabilité et l'accessibilité financière de l'actif pendant toute sa durée de vie. La conception, les matériaux et les méthodes de construction choisis permettent-ils d'optimiser le rapport qualité-prix du projet tout en respectant les objectifs d'inclusion ? Existe-t-il des mécanismes de sécurité appropriés pour éliminer le risque d'électrocution pendant et après la construction ?
- **Non néfastes** : La mise en œuvre du projet énergétique doit permettre d'atténuer tout préjudice subi par la communauté locale et l'environnement. Quelles garanties environnementales et sociales peuvent-elles être mises en place pour minimiser les effets négatifs ?

- **Favorisant l'autonomie** : Les connaissances, l'expertise et les perspectives des communautés locales et des groupes marginalisés doivent être intégrées dans la mise en œuvre des infrastructures. Sur la base de consultations participatives avec la communauté locale, quelles sont les connaissances et l'expertise locales qui peuvent être appliquées ?

#### Outils de lecture

- [Concepts illustrés pour la réalisation de projets énergétiques inclusifs](#)
- [Domaine d'intérêt : application de l'approche de transformation en faveur de l'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale pour une transition équitable des infrastructures énergétiques](#)
- [Étude de cas sur la mise en œuvre de projets énergétiques inclusifs dans des zones touchées par un conflit](#)

## Conception

Le processus de conception implique d'identifier les divers besoins en matière d'énergie de la communauté cible et d'y répondre par le biais d'une conception inclusive, favorable à l'égalité entre les genres et universelle. Il est essentiel d'optimiser la conception afin d'assurer un bon rapport qualité-prix et d'améliorer la durabilité et l'efficacité de l'installation ou du service énergétique. Cela implique de prendre des décisions éclairées lors de la planification de l'agencement ainsi que lors de la sélection des équipements, des systèmes, des matériaux de construction et des méthodes de construction correspondantes.



### Possibilités de remédier aux inégalités en matière d'énergie auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés

#### Fatima, 42 ans, agricultrice



« J'ai trouvé un emploi temporaire dans le village voisin. Il fait déjà nuit lorsque je rentre chez moi. Parfois, je peux apercevoir des groupes d'hommes assis à proximité, mais les lampadaires ne brillent que sur le chemin où je marche. J'ai l'impression d'être sous les projecteurs et je ne me sens pas en sécurité. »

Si l'éclairage des rues peut contribuer à améliorer le sentiment de sécurité dans les zones publiques, le fait de ne prendre en compte que la quantité ou la luminosité de l'éclairage peut entraîner un contraste important entre les zones lumineuses et les zones sombres. Les zones sombres deviennent alors des zones interdites, diminuant ainsi le sentiment de sécurité. Il est

crucial de prendre en compte la qualité de la lumière et la manière dont elle interagit avec le milieu environnant, notamment l'incidence de la pollution lumineuse sur les habitats et la sécurité de la faune.

L'un des moyens d'améliorer la conception de l'éclairage public consiste à mener une Évaluation de la vulnérabilité liée à l'éclairage (Lighting Vulnerability Assessment - LVA) parallèlement à des programmes d'engagement communautaire. Une évaluation de la vulnérabilité liée à l'éclairage peut aider à comprendre comment les gens perçoivent la sécurité publique la nuit et à identifier des solutions pratiques de conception.



### Actions pour les chef·fe·s de projet et les équipes

1. Examiner et valider les dessins de conception avec les utilisateur·rice·s finaux·ales, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, afin de s'assurer qu'ils répondent aux divers besoins énergétiques.
2. Veiller à ce que les consultations participatives soient menées de manière inclusive et accessible.

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)



## Actions pour les spécialistes de la conception

1. Intégrer les résultats des processus participatifs et co-créatifs dans la conception.
2. Intégrer des approches de conception qui favorisent l'inclusion (comme la conception universelle) tout en s'efforçant de parvenir à la durabilité et à la résilience.
3. Optimiser la conception pour maximiser les effets positifs, minimiser les effets négatifs et réduire les coûts d'exploitation et de maintenance futurs.
4. Maintenir la flexibilité dans la conception pour répondre aux besoins actuels et futurs.
5. Envisager l'utilisation de spécifications basées sur les performances ou les résultats avec des dispositions inclusives

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)

### Actions de soutien pour renforcer l'environnement habilitant

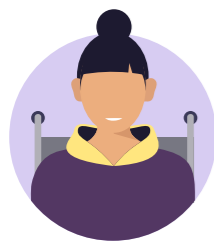
- [Plaidoyer et représentation par des organisations de la société civile](#)
- [Appliquer les obligations légales des gouvernements en matière de conception inclusive](#)

## Achats

L'achat inclusif de travaux, de biens et de services pour la conception détaillée et la construction d'un projet d'infrastructures énergétiques peut permettre aux membres de la communauté locale, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, de recevoir leur part des avantages économiques résultant de l'investissement dans les infrastructures.

### Possibilités de remédier aux inégalités auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés

#### Chantha, 16 ans, lycéenne



« Certains amis plus âgés ont appris à fabriquer des lampes fonctionnant à l'eau salée et ont conclu un accord avec une organisation pour recevoir une subvention afin de construire 1 000 lampes destinées à un village flottant voisin. Ils m'ont invitée, ainsi que d'autres amis, à fabriquer chacun 50 unités après l'école. J'aurais aimé participer, mais mes nombreuses tâches à la maison me prennent tout mon temps. »

Les entreprises appartenant à des femmes ne représentent qu'un pour cent des achats publics<sup>26</sup>. Elles rencontrent souvent les mêmes difficultés que les petites entreprises pour participer aux processus de passation de marchés, telles que le manque de capacité et de temps pour répondre à des appels d'offres importants, ou des procédures d'appels d'offres trop complexes. De plus, une composante de genre peut être présente dans certains contextes, par exemple lorsque les femmes éprouvent des difficultés à obtenir des subventions financières auprès des banques (en partie en raison d'obstacles systémiques liés à l'éducation, aux droits de propriété, etc.) ou lorsque les femmes et les filles doivent passer le plus clair de leur temps à diverses tâches.

Les mesures d'achats tenant compte de la dimension de genre incluent l'amélioration ou l'établissement de politiques nationales soutenant les groupes de travail, la conception d'appels d'offres et d'exigences proportionnés et inclusifs, ainsi que le soutien aux groupes de travail pour renforcer leurs capacités et obtenir un meilleur accès à l'information sur les processus d'achats.



### Actions pour les responsables des achats

1. Veiller à ce que les fournisseurs qualifiés sous-représentés puissent participer à la concurrence.
2. Intégrer des exigences d'inclusion lors de la formulation des exigences de l'appel d'offres, des clauses contractuelles et des indicateurs clés de performance, en demandant par exemple aux fournisseurs d'avoir des politiques d'égalité de rémunération pour un travail égal, de non-discrimination, de protection contre l'exploitation sexuelle, les abus et le harcèlement, et d'interdiction du travail des enfants et du travail forcé, entre autres.
3. Améliorer la transparence du processus d'achats afin de maximiser les investissements dans les infrastructures au bénéfice des utilisateur·rice·s finaux·ales.

#### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)

## Construction

Lors de la construction, il est essentiel que les éléments inclusifs soient construits conformément aux spécifications, afin de s'assurer qu'ils fonctionnent comme prévu. Il est également possible d'impliquer les membres de la communauté locale dans le processus de construction. Cela permet non seulement d'apporter des avantages économiques à la communauté, mais aussi de créer un sentiment d'appropriation de l'infrastructure.



### Possibilités de remédier aux inégalités auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés

#### Peter, 67 ans, personne âgée autochtone



« Le pétrole a toujours été cher sur l'île. La compagnie d'électricité locale voulait construire un parc éolien près de notre village, affirmant que cela contribuerait à rendre l'énergie moins chère. De nombreux travailleurs sont venus de différents endroits. Certains d'entre eux n'ont pas respecté notre terre, piétinant nos cultures. D'autres ont harcelé nos filles en leur offrant de l'argent pour qu'elles les accompagnent. Ce n'est pas une bonne façon de faire, même s'ils ont de bonnes intentions quant au résultat final. »

Les peuples autochtones sont depuis longtemps les gardiens des ressources naturelles de la planète. Cependant, leurs terres et leurs modes de vie sont gravement menacés par de vastes projets d'investissement, comme la construction de barrages hydroélectriques, qui entraînent des déplacements de population, la déforestation et le déni de leurs droits des populations autochtones.

Le principe d'être non néfaste doit toujours être respecté lors de la réalisation de projets énergétiques, en particulier pour garantir une transition équitable vers l'énergie propre. Il est essentiel de pratiquer la diligence raisonnable en matière de droits humains, d'obtenir le consentement préalable, libre et éclairé, et de garantir la participation effective des communautés concernées. Ces mesures sont cruciales pour atténuer les effets négatifs, non seulement de l'infrastructure énergétique en cours de construction, mais aussi du processus de construction.



### Actions pour les chef-fe·s de projet et les équipes

1. Accroître la capacité des équipes de projet, des entrepreneur·se·s et de la main-d'œuvre à mettre en œuvre des pratiques de construction inclusives, à favoriser un lieu de travail inclusif et à respecter les pratiques culturelles locales.
2. Suivre, évaluer et tirer des enseignements des efforts d'inclusion.
3. Mettre en œuvre le Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale et les garanties contre les incidences sociales et environnementales négatives de la construction.
4. Engager les parties prenantes dans une mise en œuvre transparente et participative des projets.

#### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)



## Actions pour les entrepreneur·se·s

1. S'engager dans des pratiques de travail inclusives et dans une gestion inclusive de la main-d'œuvre qui promeut la diversité et l'inclusion dans les pratiques d'embauche.
2. S'engager dans une gestion inclusive de la construction, qui garantisse des conditions de travail décentes et applique les normes en matière de santé et sécurité, et de gestion sociale et environnementale.
3. Maintenir des chantiers sûrs et inclusifs.

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)

### Actions de soutien pour renforcer l'environnement habilitant

[Appliquer les obligations légales des gouvernements en matière de construction inclusive](#)

## 3.4 Maximiser les performances des systèmes existants

Cette section examine comment gérer les actifs et les services énergétiques, afin d'optimiser leurs performances et d'assurer des services énergétiques fiables, sûrs, abordables et accessibles à tous·tes les utilisateur·rice·s pendant toute la durée de vie opérationnelle du système d'infrastructures. Il est important de prendre en considération la façon dont la gestion des actifs énergétiques influence la fonctionnalité des éléments accessibles et le caractère abordable à long terme des services énergétiques.

Cette section traite de deux étapes, à savoir :

1. Exploitation et Maintenance
2. Rénovation, Modernisation, Transformation, Mise hors service

Le présent rapport examine à chaque étape :

- l'importance des approches inclusives à chaque étape et dans l'ensemble de la gestion des actifs et des services énergétiques ;
- des exemples d'inégalités en matière d'énergie auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés, et les possibilités d'y remédier dans le cadre de la gestion des actifs et services énergétiques ;
- les actions que le lectorat peut entreprendre pour mettre en œuvre des approches inclusives dans la gestion des actifs et systèmes énergétiques, ainsi que des liens vers des outils, des ressources et des informations plus détaillées pour soutenir ces actions.



### Quelles questions pouvons-nous nous poser pour optimiser la performance des systèmes lors de la gestion des actifs et des services énergétiques ?

- **Équitables** : Les actifs et services énergétiques doivent continuer à répondre aux divers besoins des consommateurs tout au long de la durée de vie opérationnelle de l'actif ou du réseau énergétique. Existe-t-il des groupes sociaux au sein de la communauté locale qui font face à des limitations existantes ou qui pourraient en rencontrer de nouvelles, concernant l'utilisation ou l'accès aux actifs ou services énergétiques ?
- **Accessibles** : Les utilisateur·rice·s et le personnel doivent bénéficier d'un accès facile, sûr et digne aux services énergétiques tout au long de la durée de vie des actifs. Des audits de sécurité et d'accessibilité sont-ils régulièrement menés par des entités fiables, et les résultats sont-ils pris en compte ? Les utilisateur·rice·s disposent-ils/elles d'un mécanisme sûr et simple pour déposer des plaintes ou signaler des interruptions de service ?
- **Abordables** : Les services énergétiques doivent rester abordable pour les femmes et les groupes marginalisés pendant toute leur durée de vie opérationnelle. Quelles mesures peuvent-elles être prises pour réduire les coûts opérationnels répercutés sur les bénéficiaires ?
- **Non néfastes** : La gestion des services énergétiques doit atténuer les effets négatifs sur les utilisateur·rice·s, la communauté locale et l'environnement. Quelles mesures peuvent-elles être prises pour minimiser la pollution et les émissions, réduire les accidents, et améliorer le bien-être autour de l'actif énergétique ? Le fournisseur de services s'efforce-t-il constamment de compenser les pertes ?

- **Favorisant l'autonomie** : Les consommateur·rice·s, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, devraient être habilité·e·s à utiliser pleinement les services énergétiques. La procédure d'obtention, d'entretien et de suivi d'un raccordement ou d'un actif énergétique est-elle inclusive et bien comprise par les bénéficiaires cibles ? Les utilisateur·rice·s comprennent-ils/elles leurs factures d'électricité et savent-ils/elles comment réguler leur consommation de manière proactive ?

### Outils de lecture

- [Concepts illustrés pour la gestion d'actifs et de services énergétiques inclusifs](#)
- [Étude de cas sur le renforcement des capacités pour une gestion inclusive des actifs](#)

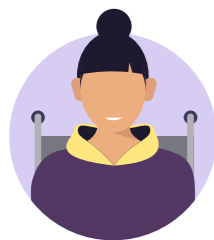
## Exploitation et Maintenance

Les actifs et les services énergétiques doivent être bien entretenus afin de fournir en permanence une énergie abordable, de qualité et sûre à tous/tes les utilisateur·rice·s. Il est essentiel d'établir des processus de gestion des actifs et des plans d'investissement à long terme avec des rôles et des responsabilités clairs pour s'assurer que les actifs énergétiques sont exploités et entretenus correctement tout au long de leur durée de vie.



### Possibilités de remédier aux inégalités en matière d'énergie auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés

#### Chantha, 16 ans, lycéenne



« Une organisation a fait don de panneaux solaires à notre village, et ma famille a eu la chance d'en bénéficier. J'étais ravie, car cela signifiait que je pourrais utiliser mon fauteuil roulant électrique même en cas de coupures d'électricité dues aux typhons. Cependant, au bout d'un an, l'onduleur est tombé en panne. Ma famille ne sait pas comment le réparer, et mon père craint que le coût du remplacement soit trop élevé. »

Un entretien régulier est essentiel pour garantir que les actifs d'infrastructures énergétiques demeurent efficaces tout au long de leur durée de vie. Cela peut toutefois s'avérer difficile pour les petit·e·s propriétaires d'actifs, qui ne disposent pas toujours des capacités techniques ou financières nécessaires pour entretenir ou réparer leurs actifs au fil du temps.

La maintenance des services et des actifs doit être minutieusement planifiée dès la phase de conception du projet. Un plan de gestion des actifs à long terme et le renforcement des capacités sont cruciaux pour garantir une mise en œuvre efficace, notamment pour les systèmes décentralisés. En outre, les projets utilisant des solutions décentralisées devraient inclure une période de garantie et un plan de maintenance à court et moyen terme, jusqu'à ce que les capacités locales soient suffisamment développées.



### Actions pour les entreprises du secteur énergétique

1. Sensibiliser à l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale pour favoriser des environnements inclusifs dans le secteur de l'énergie.
2. Exploiter et entretenir les actifs et les services énergétiques, afin de fournir des services énergétiques sûrs, fiables et accessibles pour tous/tes les utilisateur·rice·s
3. Collecter des informations sur l'état et les performances des actifs énergétiques, afin d'identifier les domaines dans lesquels des activités de maintenance de routine et spécialisées sont nécessaires pour améliorer les résultats en matière d'inclusion.
4. Maintenir le caractère abordable pour le bénéficiaire grâce à une gestion financière appropriée et en accordant la priorité aux budgets destinés à la maintenance des dispositifs d'inclusion.
5. Mettre en place des mécanismes de suivi et de retour d'information inclusifs.
6. Élaborer des plans d'intervention d'urgence inclusifs.

#### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)



## Actions pour les propriétaires et les exploitants d'actifs de petite taille

1. Recueillir des informations sur l'état et les performances des actifs énergétiques afin d'identifier les domaines dans lesquels des activités de maintenance de routine et spécialisées doivent être menées.
2. Établir et mettre en œuvre un plan d'action de gestion des actifs adapté à la conception, à la durée de vie, aux composants et aux matériaux de cet actif.

### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)

### Actions de soutien pour renforcer l'environnement habilitant

- [Élaborer un plan d'investissement à long terme pour l'exploitation et l'entretien des actifs énergétiques](#)
- [Veiller à intégrer une période de garantie et un contrat de service dans le projet lors de la planification de son exécution](#)

## Rénovation, Modernisation, Transformation, Mise hors service

Les actifs d'infrastructures ont une longue durée de vie, qui peut être prolongée par des actions de rénovation, transformation et modernisation. La mise hors service est réalisée à la fin de la durée de vie utile de l'actif énergétique en le démantelant, en réutilisant ou en recyclant les matériaux et en libérant le terrain. Ces processus doivent être menés dans le cadre d'une approche inclusive, afin de garantir que les services énergétiques inclusifs soient toujours soutenus par d'autres moyens et de minimiser les dommages causés à la communauté locale et à l'environnement.



### Possibilités de remédier aux inégalités auxquelles font face les femmes et les groupes marginalisés

#### Ram, 7 ans, écolier



« Mon école a remplacé toutes les ampoules de nos salles de classe, affirmant que les anciennes étaient dangereuses et trop coûteuses. Le lendemain, j'ai vu un camion déverser toutes les vieilles ampoules dans notre quartier pour que les éboueurs les trient, mais le verre était tout cassé. »

Lors de la rénovation, de l'adaptation, de la réaffectation et de la mise hors service d'appareils et d'équipements énergétiques, il est crucial de planifier la gestion et le recyclage des déchets. Ceci est particulièrement important dans les économies informelles de gestion des déchets, car certains composants énergétiques, tels que les ampoules et les piles, peuvent contenir des substances nocives.



### Actions pour les entreprises du secteur énergétique et les propriétaires d'actifs de petite taille

1. Recueillir des informations sur l'état et les performances des actifs énergétiques, afin d'identifier les problèmes et les possibilités de rénovation, de modernisation, de réaffectation ou de mise hors service.
2. Examiner comment améliorer les aspects liés à l'inclusion, à la durabilité et à la résilience lors de la modernisation ou de la rénovation des infrastructures énergétiques.
3. Rechercher de manière proactive des financements pour moderniser les actifs existants.

#### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)



### Actions pour les chef-fe-s de projet et les équipes

1. Réaffecter les anciens actifs d'infrastructures énergétiques à des types d'infrastructures énergétiques ou d'infrastructures sociales ou citoyennes plus appropriés et mieux adaptés aux besoins des communautés.
2. Soutenir des activités de mise hors service inclusives, incluant une gestion des déchets sûre et inclusive.

#### Outils de lecture

[Listes de contrôle et ressources détaillées](#)

## 4. Outils de lecture

Ce chapitre propose des outils destinés à aider le lectorat à mieux comprendre les actions, les concepts et les idées visant à mettre en œuvre des approches inclusives dans le développement des infrastructures énergétiques. Ces outils sont les suivants :

- 1. Concepts illustrés :** illustrations montrant des exemples d'idées pour la planification de systèmes d'infrastructures énergétiques, la conception de projets énergétiques et la gestion d'actifs énergétiques afin de favoriser des résultats énergétiques équitables, accessibles, abordables, non néfastes et favorisant l'autonomie pour les femmes et les groupes marginalisés.
- 2. Domaine d'intérêt :** il s'agit de récits rédigés par les co-auteur·e·s qui présentent des concepts à l'appui de solutions intégrées tenant compte de la durabilité, la résilience et l'inclusion dans le développement d'infrastructures énergétiques.
- 3. Études de cas :** des informations sur les projets énergétiques en cours ou achevés qui mettent en évidence la manière dont les approches inclusives peuvent être mises en œuvre dans le cadre du développement des infrastructures.
- 4. Listes de contrôle des actions et ressources :** des listes de contrôle qui présentent des informations plus détaillées sur les actions recommandées au chapitre 3, ainsi que des liens vers des ressources qui fournissent des conseils spécifiques sur la manière de les mettre en œuvre.
- 5. Abréviations :** liste des abréviations utilisées dans la publication.
- 6. Glossaire :** liste des termes clés utilisés dans le document et leur définition.
- 7. Références :** liste des sources référencées dans la publication.

Les listes de contrôle et les ressources sont organisées par rôle des parties prenantes, afin de faciliter la navigation. Il convient de noter qu'une partie prenante peut jouer plusieurs rôles et peut donc utiliser plusieurs listes de contrôle, en fonction des informations qu'elle recherche. Les parties prenantes incluses dans cette publication sont les suivantes :

- 1. Organisations de la société civile :** les organisations à but non lucratif ou non gouvernementales qui soutiennent, représentent et défendent les femmes, les groupes marginalisés et les communautés locales affectées par les infrastructures énergétiques. Il peut s'agir d'organisations communautaires, d'organisations de femmes, d'organisations de défense des personnes handicapées et d'institutions universitaires ou de recherche, entre autres.
- 2. Gouvernements et autorités de régulation :** les agences ou entités gouvernementales qui sont impliquées dans la planification, la fourniture et/ou la gestion des infrastructures énergétiques. Il peut s'agir, entre autres, des ministères des Infrastructures, des organismes de régulation de l'énergie, et des gouvernements locaux et régionaux. Cette liste de contrôle pour les gouvernements se concentre principalement sur le rôle du gouvernement dans l'élaboration des politiques, le renforcement des capacités, l'investissement et la planification, le développement des infrastructures à l'échelle nationale, régionale ou de la ville/du village et la réglementation de l'énergie. Pour les autres rôles joués par les entités gouvernementales, veuillez consulter les autres listes de contrôle.
- 3. Service public de l'énergie :** entreprises responsables de la production, du transport et de la distribution de l'énergie.
- 4. Spécialistes de la planification et de la conception :** les personnes, les équipes ou les entreprises chargées de planifier et de concevoir des systèmes ou des projets énergétiques.

5. **Chef·fe·s et équipes de projet** : les personnes, les équipes, les entreprises ou les organisations responsables de la gestion de projets ou de programmes énergétiques.
6. **Responsables des achats** : les personnes ou organisations responsables de l'acquisition de travaux, de fournitures, de biens et de services liés aux projets énergétiques. Cela comprend l'acquisition des services de spécialistes de la planification et de la conception, de chef·fe·s de projets, d'entrepreneur·se·s ou de consultants.
7. **Entrepreneur·se·s** : les personnes ou organisations responsables de la construction et de la mise en œuvre des projets énergétiques.
8. **Les propriétaires et les exploitants d'actifs de petite taille (notamment les prosommateur·rice·s)** : personnes ou organisations qui ont la propriété légale d'un actif énergétique et qui sont responsables de son exploitation globale.

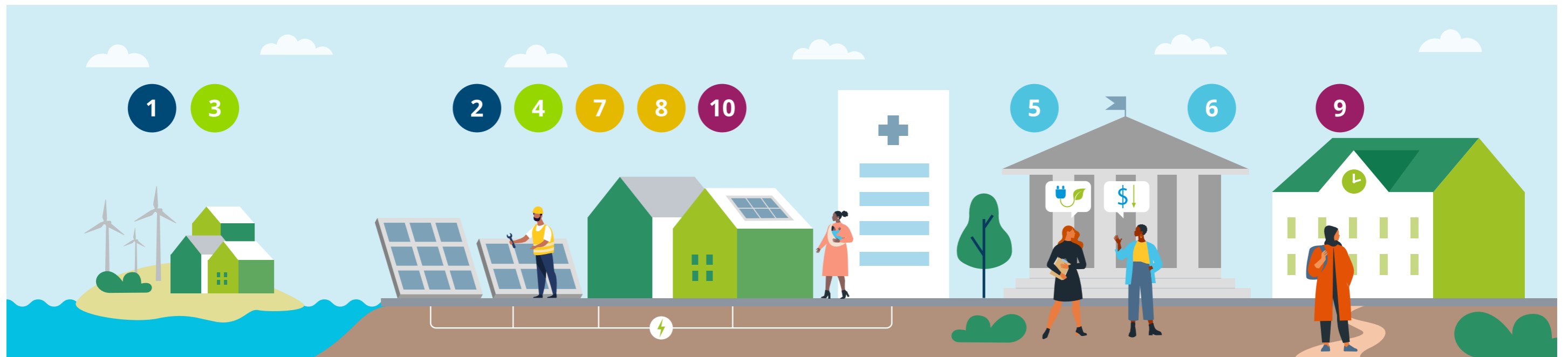


Figure 3. Concepts illustrés pour la planification de systèmes d'infrastructures énergétiques inclusives

| Équitables   | Accessibles  | Abordables   | Non néfastes   | Favorisant l'autonomie  |
|--|--|--|--|---|
| 1. Les systèmes énergétiques décentralisés et hors réseau peuvent contribuer à améliorer l'accès équitable à l'énergie dans les zones rurales et isolées.  | 3. Les solutions énergétiques hors réseau et en micro-réseau peuvent élargir l'accès à l'énergie dans les zones et les foyers qui ne sont pas connectés au réseau principal, notamment dans des contextes tels que les petits États insulaires en développement. | 5. L'amélioration des politiques d'efficacité énergétique dans tous les secteurs d'infrastructures peut contribuer à réduire les coûts énergétiques.   | 7. L'augmentation de la part des sources d'énergie durables et propres peut contribuer à atténuer les effets des changements climatiques qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les groupes marginalisés.                          | 9. L'amélioration de l'accès des ménages à l'énergie peut réduire le temps que les femmes et les enfants consacrent à des tâches banales telles que la collecte de combustible auprès de sources éloignées, ce qui leur laisse plus de temps pour s'adonner à d'autres activités, telles que le travail ou l'éducation. |
| 2. L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables décentralisées peuvent garantir la fiabilité des services publics vitaux, tels que les établissements de santé ou les écoles, dans les zones mal desservies. | 4. Les modèles énergétiques coopératifs peuvent rendre l'énergie renouvelable, fiable et abordable plus accessible aux différents membres de la communauté.  | 6. La réduction des obstacles juridiques et des coûts élevés liés à l'établissement de connexions énergétiques pour les ménages dans les quartiers informels et les sites de déplacement peut contribuer à améliorer la qualité de vie, à soutenir les moyens de subsistance et à cibler les écarts de pauvreté. | 8. Le passage à des sources d'énergie décentralisées et à l'efficacité énergétique peut favoriser la résilience des communautés face aux chocs et aux stress, tels que les ralentissements économiques ou les phénomènes météorologiques extrêmes. | 10. La création d'emplois verts dans le domaine des énergies renouvelables et le renforcement des capacités peuvent contribuer à faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte dans la transition énergétique.   |

← Retourner au chapitre Donner la priorité aux solutions inclusives



**Figure 4. Concepts illustrés pour la réalisation de projets énergétiques inclusifs**

| Équitables   | Accessibles   | Abordables   | Non néfastes  | Favorisant l'autonomie  |
|--|---|--|---|---|
| 1. Les mini-réseaux solaires peuvent contribuer à fournir une source d'énergie fiable aux communautés vivant dans des zones rurales ou touchées par des conflits.  | 3. L'éclairage public à énergie solaire ou éolienne et à LED peut améliorer la sûreté et la sécurité dans les zones reculées.   | 5. L'approvisionnement auprès de fournisseurs locaux peut contribuer à réduire les coûts d'investissement et de maintenance pour les bénéficiaires.  | 7. Les technologies de cuisson propres, telles que les fours solaires, peuvent contribuer à réduire les maladies et les effets négatifs sur l'environnement causés par la fumée des combustibles brûlés.                                  | 9. Les modèles énergétiques coopératifs peuvent accroître la résilience locale tout en soutenant le développement socio-économique à long terme.      |
| 2. L'implication d'acteurs locaux disposant de réseaux sociaux solides dans les processus de consultation publique pour les projets d'infrastructures énergétiques peut garantir que toutes les communautés ont la possibilité d'exprimer leurs besoins. | 4. Les outils numériques, tels que les messages écrits ou les services bancaires cellulaires, peuvent contribuer à la communication et à la fourniture de services énergétiques dans les foyers isolés ou ruraux. | 6. Les tubes lumineux ou les lampes à eau salée bon marché peuvent constituer des options d'éclairage abordables dans les sites de déplacement ou pour les communautés côtières jusqu'à ce que des infrastructures énergétiques adéquates soit mises en place. | 8. L'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments peut créer des environnements de vie intérieure sains et réduire de manière significative l'apparition de maladies respiratoires et cardiovasculaires, ainsi que d'allergies. | 10. Les programmes d'éducation et de sensibilisation du public peuvent inciter les gens à adopter des pratiques de consommation d'énergie bénéfiques. |

[← Retourner au chapitre Bien mettre en œuvre les solutions inclusives](#)



Figure 5. Concepts illustrés pour la gestion d'actifs et de services énergétiques inclusifs

| Équitables   | Accessibles  | Abordables  | Non néfastes   | Favorisant l'autonomie  |
|--|--|---|--|---|
| 1. Assurer la flexibilité du réseau grâce aux sources d'énergie renouvelables et au stockage en batterie à petite échelle peut contribuer à améliorer la fiabilité, en soutenant les économies locales dans les zones vulnérables. | 3. Les dispositifs d'assistance intelligents, tels que les interrupteurs à capteur, peuvent faciliter l'autonomie des personnes handicapées.     | 5. Le passage à des appareils économes en énergie peut réduire les coûts énergétiques pour les consommateurs.   | 7. L'élimination éthique des déchets provenant des installations énergétiques mises hors service réduit les incidences négatives sur la santé humaine et l'environnement.                  | 9. Le renforcement des capacités des utilisateur·rice·s en matière d'entretien des solutions énergétiques décentralisées peut favoriser l'autosuffisance et offrir davantage d'opportunités d'emploi. |
| 2. Des programmes ciblés de développement des compétences liées à l'énergie pour les femmes et les communautés marginalisées peuvent garantir un accès équitable aux opportunités d'emploi.  | 4. Les kits d'énergie solaire peuvent permettre aux étudiant·e·s dans les zones à accès énergétique peu fiable d'augmenter leurs heures d'étude. | 6. Le chauffage urbain produit par la récupération de la chaleur résiduelle des centres de données ou de la production industrielle peut fournir des coûts énergétiques plus abordables tout en augmentant l'efficacité énergétique et en réduisant les émissions de carbone. | 8. La conservation et la récupération de l'eau pour rendre les projets d'infrastructures énergétiques positifs pour l'eau peuvent réduire le stress hydrique pour les communautés locales. | 10. Les compteurs intelligents peuvent permettre aux consommateur·rice·s de contrôler et de réduire leur consommation d'énergie.  |

[← Retourner au chapitre Maximiser les performances des systèmes](#)



## DOMAINE D'INTÉRÊT :

### Tirer parti des avantages sociaux de l'efficacité énergétique

#### Par l'Agence internationale de l'énergie

L'efficacité énergétique est le « [premier carburant](#) » de la [transition énergétique](#), car elle constitue la solution la plus efficace pour atteindre les objectifs mondiaux en matière d'énergie et de climat. En plus de réduire la consommation d'énergie et les émissions de carbone, elle offre de nombreux avantages sociaux, faisant d'elle l'épine dorsale du développement accéléré des infrastructures énergétiques inclusives qui ne laissent personne pour compte.

#### Remédier au déficit d'accès à l'énergie

En 2022, 775 millions de personnes n'avaient toujours pas accès à l'électricité. L'efficacité énergétique est cruciale pour améliorer l'accès à l'énergie dans le monde, surtout dans le Sud global où la demande énergétique est en hausse. Dans les régions aux ressources limitées ou sans accès au réseau, les technologies à haut rendement énergétique, telles que les appareils à haut rendement et les fourneaux puissants, peuvent maximiser les services énergétiques pour une plus grande partie de la population.

Les fourneaux puissants jouent un rôle positif pour la santé des [2,3 milliards de personnes n'ayant pas accès à des installations de cuisson propres](#). Cette amélioration est particulièrement bénéfique pour les femmes et les enfants qui sont plus gravement touché·e·s car ils et elles passent davantage de temps à proximité des fumées de cuisson que les hommes.

L'efficacité énergétique peut également jouer un rôle crucial dans la fourniture de services publics essentiels dans les zones où l'accès à l'électricité est limité ou peu fiable. Dans les établissements de santé et les écoles, des mesures d'efficacité énergétique, comme le remplacement des ampoules par des LED plus performantes, peuvent réduire la pression sur le réseau existant, améliorer la fiabilité et diminuer les coûts.

#### Lutter contre la précarité énergétique

Outre les personnes qui n'ont pas accès à l'électricité, 160 millions de ménages ont basculé dans la précarité énergétique depuis 2019. L'efficacité énergétique permet d'améliorer à la fois la disponibilité et l'accessibilité financière de l'énergie.

Les maisons et les appareils électroménagers économes en énergie, tels que les réfrigérateurs et les systèmes de chauffage, peuvent réduire considérablement les factures d'énergie mensuelles. Les ménages à faibles revenus et les groupes vulnérables en bénéficient tout particulièrement, ce qui permet de réduire la précarité énergétique et d'augmenter le revenu disponible.

L'efficacité énergétique peut contribuer à la baisse des prix de l'énergie en réduisant la nécessité d'ajouter de nouvelles capacités coûteuses de production ou de transport d'électricité, ainsi qu'en diminuant la pression sur les ressources énergétiques. La réduction de la demande de services énergétiques sur plusieurs marchés peut également entraîner une diminution des prix de l'énergie.

#### Promouvoir le bien-être physique et mental

L'amélioration de l'efficacité énergétique peut favoriser le bien-être physique et mental, en particulier pour les populations à risque. En créant des environnements de vie intérieure sains avec une température, une humidité, un bruit et une qualité de l'air appropriés, les mesures d'efficacité énergétique peuvent réduire de manière significative l'apparition de maladies respiratoires et cardiovasculaires, ainsi que d'allergies. Des études récentes indiquent que l'inconfort thermique chronique et la précarité énergétique contribuent à une mauvaise santé mentale, notamment l'anxiété, le stress et la dépression. Par conséquent, les initiatives en matière d'efficacité énergétique qui s'attaquent à la précarité énergétique peuvent également améliorer la santé mentale.

### **Créer des opportunités économiques**

L'amélioration de l'efficacité énergétique peut générer des effets macroéconomiques positifs et stimuler l'activité économique. La modernisation des bâtiments, la fabrication d'appareils de nouvelle génération et la réalisation d'audits sont autant d'activités susceptibles de créer des emplois et de fournir des moyens de subsistance, tant dans les zones urbaines que rurales.

La transition vers un monde plus économe en énergie nécessite également une formation supplémentaire et le développement de compétences pour former la main-d'œuvre de demain. Cela crée des opportunités pour de nouveaux programmes éducatifs et de formation professionnelle, ce qui peut à son tour élargir les possibilités de croissance personnelle et d'autonomisation économique.

### **Renforcer les communautés résilientes**

L'efficacité énergétique a un rôle à jouer dans la promotion de la résilience des communautés face aux défis, tels que les ralentissements économiques ou les catastrophes naturelles. Par exemple, les ménages vivant dans des maisons bien isolées sont mieux préparés pour affronter des conditions climatiques extrêmes, comme des vagues de chaleur ou de froid, surtout en cas de défaillance du réseau électrique.

En plaçant l'efficacité au cœur de leurs systèmes énergétiques, les collectivités optimisent l'utilisation de l'énergie et réduisent leur dépendance à l'égard de sources d'énergie peu fiables ou coûteuses. Les mesures d'efficacité sont souvent accompagnées d'une transition vers des sources d'énergie décentralisées et diversifiées. Cela permet de diminuer les vulnérabilités associées à la dépendance à une seule source d'énergie, ce qui se traduit par une moindre pression sur les réseaux et une réduction des perturbations, particulièrement cruciales face à des phénomènes météorologiques de plus en plus graves.

[← Retourner au chapitre Donner la priorité aux solutions inclusives](#)



## DOMAINE D'INTÉRÊT :

### Ressources énergétiques distribuées ou décentralisées

#### Par Arup

Les ressources énergétiques distribuées ou décentralisées sont des installations énergétiques à petite échelle qui accélèrent l'accès à l'électricité et permettent son utilisation productive. Généralement situées à proximité des sites d'utilisation de l'électricité et derrière le compteur de la personne consommatrice, les ressources énergétiques distribuées ou décentralisées peuvent prendre différentes formes, notamment des systèmes à micro-échelle (0-10 W), des systèmes domestiques (10-100 W) et des mini-réseaux (100 W-10 MW). Les sources d'énergie durable et de stockage pour ces systèmes comprennent l'énergie solaire photovoltaïque, l'hydroélectricité à petite échelle, les éoliennes, la géothermie et le stockage dans des batteries.

Ces solutions énergétiques sont adaptées à différents types d'utilisateur·rice·s et de contextes, des consommateur·rice·s aux opérateur·rice·s commerciaux·ales en passant par les agrégateurs d'électricité. Par exemple, les solutions solaires à micro-échelle, telles que les systèmes pico-photovoltaïques, peuvent alimenter quelques appareils et répondre à des besoins énergétiques modestes, tandis que les systèmes solaires domestiques sont des systèmes autonomes adaptés à une résidence ou à une unité micro-commerciale. Lorsque ces systèmes sont combinés ou associés à des solutions de stockage, ils fournissent soit un accès de bas niveau pour les consommateur·rice·s non connecté·e·s au réseau, soit une redondance pour ceux ou celles dont le raccordement au réseau est peu fiable et/ou coûteux.

Les mini-réseaux, ou systèmes distribués pour un groupe localisé d'utilisateur·rice·s, sont particulièrement adaptés aux communautés qui peuvent être isolées d'un réseau central dans des zones non desservies

ou mal desservies. Les mini-réseaux constituent un réseau décentralisé plus dynamique et peuvent être interconnectés pour fonctionner de manière presque autonome tout en ayant la capacité d'interagir avec un réseau plus large (centralisé). Cette interaction renforce la sécurité de l'approvisionnement et aide les utilisateur·rice·s (ou prosumateur·rice·s) à produire, utiliser ou vendre l'électricité excédentaire, une fois que la stabilité et la sécurité du système sont assurées.

Bien que les mini-réseaux puissent être plus coûteux qu'un raccordement au réseau central, ils offrent l'avantage d'être déployés plus rapidement d'une extension du réseau central et de fournir un service plus fiable. En outre, les mini-réseaux permettent des économies substantielles par rapport à l'utilisation de lampes à huile ou à la production d'électricité à partir de diesel. Parmi les autres avantages des mini-réseaux figurent leur capacité à s'adapter, à se développer et à évoluer en fonction des besoins de la communauté, créant ainsi une configuration optimale pour améliorer la fonctionnalité et l'accessibilité financière.

Les ressources énergétiques décentralisées ont également des effets positifs sur l'environnement, la société et l'économie. Il s'agit notamment :

- de faciliter le passage à des combustibles propres, réduisant ainsi la consommation d'hydrocarbures, créant des revenus et évitant ou réduisant les émissions de carbone noir et de gaz à effet de serre ;
- d'augmenter le revenu des ménages raccordés au réseau en créant des possibilités de vendre au réseau l'électricité excédentaire produite ;
- de créer des chaînes d'approvisionnement locales pour les nouvelles technologies et de générer de nouvelles possibilités d'emploi pour les prosumateur·rice·s et les agrégateurs d'électricité ;

- d'augmenter les rendements agricoles grâce à une meilleure efficacité (par exemple, utilisation de pompes à eau solaires pour l'irrigation des cultures) ;
- d'accroître la sécurité et de réduire les accidents liés aux systèmes d'hydrocarbures et dus au déplacement des combustibles fossiles ;
- de réduire la mortalité et la morbidité dues à la pollution de l'air à l'intérieur des habitations causée par les poêles à combustion fossile.

Le déploiement à grande échelle de solutions énergétiques décentralisées dans le Sud global rencontre de nombreux défis. Les pays doivent disposer d'environnements favorables appropriés qui encouragent l'adoption des technologies et facilitent le déploiement des ressources énergétiques distribuées, en particulier en ce qui concerne les coûts initiaux et les besoins de maintenance. Dans de nombreux pays, les modèles de financement traditionnels privilégient les grandes entreprises de services publics, qui échouent souvent à fournir un service universel de qualité.

Pour assurer la rentabilité des producteurs et de l'agrégateur d'électricité dans les populations à faibles revenus, qui sont très sensibles aux situations défavorables, il peut être nécessaire de repenser les modèles commerciaux de l'énergie distribuée dans certains pays. Parmi ces modèles, on peut citer le « solaire en tant que service » et la « location avec option d'achat »<sup>27</sup>.

Dans l'ensemble, les ressources énergétiques distribuées ou décentralisées offrent des solutions alternatives pour permettre l'accès à l'énergie des communautés vulnérables dans les zones rurales et isolées, et ouvrent également de nouvelles possibilités pour améliorer la santé, les moyens de subsistance et la qualité de l'environnement.

### Étude de cas d'un projet

Pour améliorer l'efficacité et l'évolutivité des solutions énergétiques, Arup a collaboré avec Powerhive au Nigéria et au Kenya en 2017. En tant que développeur de technologies et de projets de mini-réseaux, Powerhive a travaillé avec Arup pour concevoir des projets apportant des mini-réseaux sécurisés et durables à des villages éloignés qui, autrement, n'auraient pas accès à l'électricité. Dans le contexte de l'électrification rurale, les mini-réseaux se composaient de deux parties principales : une centrale énergétique et le réseau de distribution. La centrale énergétique est l'endroit où l'énergie est produite, stockée et gérée, tandis que le réseau de distribution achemine l'énergie vers les clients via des compteurs individuels. Arup a développé des méthodologies pour évaluer les besoins énergétiques des communautés dans les zones reculées, dans le but d'optimiser les mini-réseaux et de rendre cette technologie plus accessible.

Au Nigeria, on a estimé que plus de 300 ménages, 30 petites et moyennes entreprises (PME) et plusieurs écoles et cliniques utiliseraient l'énergie du micro-réseau développé pour une communauté rurale à l'extérieur de Lagos. Arup a modélisé les demandes d'énergie qui pourraient être adressées au micro-réseau, en tenant compte de la diversité des opérations des différentes charges électriques, des variations hebdomadaires et saisonnières, et des taux de croissance énergétique prévus. Une étude d'optimisation a ensuite été réalisée pour déterminer la stratégie énergétique optimisée pour les coûts du cycle de vie. Les informations obtenues ont permis à Powerhive de hiérarchiser les variables financières afin de déterminer la conception optimisée du micro-réseau. Cette approche peut maintenant être appliquée pour développer des

solutions similaires pour d'autres villages. Lorsqu'il s'est agi d'étudier le réseau de distribution du village, Arup l'a optimisé de manière à ce que la moyenne tension (MT) ne soit pas nécessaire, ce qui a permis d'éviter le recours à des transformateurs coûteux à la centrale énergétique et à d'autres points sur l'ensemble du réseau. Les coûts d'investissement ont ainsi été réduits au minimum.

Pour rendre l'énergie produite par le mini-réseau accessible, les clients utilisent leur téléphone portable pour acheter des crédits d'électricité à l'avance grâce au système de crédit de Powerhive, dans le cadre d'un modèle de paiement à l'utilisation. Les compteurs intelligents permettent à l'opérateur de hiérarchiser les charges et d'utiliser différents systèmes de tarification, y compris la tarification en temps réel. Le vol d'énergie étant également un défi, le système Powerhive a été protégé par plusieurs algorithmes de détection du vol d'énergie.

### En savoir plus

- [Policies and regulations for renewable energy mini-grids](#) (Politiques et réglementations pour les mini-réseaux d'énergie renouvelable), Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), 2018.
- [Off-grid Renewable Energy Solutions](#) (Solutions d'énergie renouvelable hors réseau), IRENA, 2018.
- [Accelerating renewable mini-grid deployment: A study on the Philippines](#) (Accélérer le déploiement des mini-réseaux renouvelables : Une étude sur les Philippines), IRENA, 2017.
- [Renewable Energy in Hybrid Mini-Grids and Isolated Grids: Economic Benefits and Business Cases](#) (Les énergies renouvelables dans les mini-réseaux hybrides et les réseaux isolés : Avantages économiques et dossiers de décision), IRENA, 2015.
- [Distributed energy resources for net zero: An asset or a hassle to the electricity grid?](#) (Ressources énergétiques distribuées pour la neutralité : Un atout ou un problème pour le réseau électrique ?), Agence internationale de l'énergie, 2021.

← Retourner au chapitre Donner la priorité aux solutions inclusives



## DOMAINE D'INTÉRÊT :

### Application de l'approche de transformation en faveur de l'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale pour une transition équitable des infrastructures énergétiques

#### Par l'UNOPS

À la lumière de la crise climatique, il est impératif d'accélérer la transition vers une société à faible émission de carbone, et l'infrastructure énergétique est un élément clé de cette transition. Dans ce processus, il est essentiel d'assurer une transition énergétique équitable, sans laisser personne pour compte. Non seulement il faut éviter de causer de nouveaux préjudices aux personnes et à la planète, mais il est également important de reconnaître que cette transition représente une opportunité majeure pour promouvoir l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale.

La transition énergétique offre une opportunité de transformer les normes et pratiques néfastes qui affectent de manière disproportionnée les femmes et les groupes marginalisés. Il s'agit notamment :

- des normes genrées, qui font peser sur les femmes et les filles la charge des besoins ménagers (notamment la collecte du combustible et la cuisine, qui fait que de nombreuses femmes et filles passent plusieurs heures par jour à marcher pour trouver du combustible, ce qui les expose au risque de violences sexuelles et réduit le temps dont elles disposent pour poursuivre leurs intérêts ou saisir les opportunités qui s'offrent à elles)
- des obstacles financiers, juridiques et liés aux compétences pour accéder aux sources d'énergie à faible teneur en carbone et aux technologies connexes (fourneaux, éclairage, véhicules, chauffage et refroidissement), les posséder, les exploiter et les entretenir, ce qui peut empêcher les

ménages à faible revenu, la main-d'œuvre informelle et les petites entreprises de suivre les politiques de transition énergétique requises (par exemple, les opérateurs de transport informels ne peuvent pas assumer les coûts du passage obligatoire aux véhicules électriques)

- des chaînes d'approvisionnement non durables, qui non seulement nécessitent de grandes quantités d'énergie (comme l'industrie de la mode rapide), mais peuvent également inclure des pratiques de travail contraires à l'éthique, une mauvaise gestion des déchets et une extraction excessive de matériaux (ce qui a une incidence disproportionnée sur les personnes vivant dans la pauvreté)
- l'absence de dialogue social, de partage des connaissances et de consultation participative avec les communautés et les groupes marginalisés touchés par la transition énergétique, en particulier les groupes autochtones, les femmes et la main-d'œuvre
- les inégalités en matière d'infrastructures qui affectent non seulement les choix énergétiques directs et indirects des individus, mais aussi leur accès aux opportunités et leur qualité de vie (comme le manque de transports publics sûrs, fiables et abordables, et d'infrastructures pour la marche et le cyclisme, qui conduit à une préférence pour les véhicules personnels alimentés par des combustibles fossiles)

L'application d'une approche transformative en faveur de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale à la transition énergétique nécessite de reconnaître que la mise en œuvre de chaque intervention comporte des risques de perpétuer ou d'aggraver les inégalités existantes subies par les femmes et les groupes marginalisés si l'égalité des genres et l'inclusion sociale ne sont pas prises en compte. Il est essentiel, au minimum, d'être **soucieux** de ces inégalités et d'éviter toute activité susceptible de les maintenir. Dans la mesure du possible, il convient d'être **réactif** et de prendre des mesures pour

répondre aux divers besoins des femmes et des groupes marginalisés, afin que le projet contribue à améliorer l'égalité des résultats. Idéalement, le projet devrait favoriser les actions ascendantes, les actions de **transformation** visant à éliminer les normes, stéréotypes et pratiques néfastes à l'origine des inégalités, tout en reconnaissant le rôle des femmes et des groupes marginalisés en tant que protagonistes du changement, gardiens de l'environnement et décideurs en matière d'énergie domestique. Des exemples concrets de chaque approche sont présentés à la page suivante.

En se basant sur le [Gender Integration Continuum \(continuum d'intégration des genres\)](#) développé par l'Interagency Gender Working Group de l'Agence des États-Unis pour le développement international, le cadre en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale du continuum d'intégration montre que les projets peuvent exploiter involontairement les femmes et les groupes marginalisés si les obstacles systémiques ne sont pas correctement pris en compte et traités. Ce concept a été adapté dans les normes de l'approche intégrée du genre au sein des Nations unies, notamment l'[Échelle d'efficacité des résultats en matière de genre](#) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le [Guidance on Gender Integration in Evaluation \(Guide sur l'intégration de la dimension de genre dans les évaluations\)](#) du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Le développement d'infrastructures énergétiques inclusives qui ne laissent personne pour compte nécessite une tentative active d'examiner, de remettre en question et de changer les barrières systémiques et les normes et pratiques préjudiciables qui entourent les infrastructures de transport.

**Figure 6. Un voyage vers l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale**

### Approches qui ne tiennent pas compte des différences entre les genres et de l'inclusion sociale

Ignorer et perpétuer les inégalités

Exemple : Pour un projet de mini-réseau solaire, seules les dirigeant·e·s de la communauté ont été consulté·e·s. En conséquence, seules les familles établies vivant sur la rue principale ont bénéficié de la nouvelle source d'énergie, perpétuant ainsi les inégalités énergétiques au sein de la communauté.

### Approches soucieuses de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale

Reconnaître les inégalités sans y remédier pleinement

Exemple : Les membres de la communauté ont été consultés pour le projet de mini-réseau solaire. Cependant, les familles à faible revenu ne pouvaient pas se permettre d'entretenir la connexion à leur domicile. La communauté a donc décidé d'alimenter les lampadaires le long d'un itinéraire commun de collecte de combustible et d'eau. Bien que cette décision ait répondu aux besoins de sécurité des femmes, elle n'a pas résolu les inégalités en matière d'accès à l'énergie.

### Approches favorables à l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale

Prendre des mesures pour répondre à des besoins divers en vue d'atteindre des résultats égaux

Exemple : En plus des approches soucieuses de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale, l'équipe du projet a obtenu un soutien financier pour subventionner les connexions au mini-réseau pour les familles à faible revenu. Désormais, toutes les familles disposent de la même quantité d'énergie chaque jour. Cela a partiellement réduit le travail des femmes et des enfants pour la collecte de combustible et d'eau, mais n'a pas répondu aux besoins des familles ayant des besoins plus importants.

**OBJECTIF :**  
Égalité entre les genres et inclusion sociale

### Approches transformatrices de l'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale

S'attaquer aux causes profondes des inégalités et transformer les pratiques néfastes

Exemple : En complément des approches favorisant l'égalité des genres et l'inclusion sociale, un soutien supplémentaire a été apporté aux entreprises détenues par des femmes, pour la vente de cuiseurs solaires et l'entretien des mini-réseaux. Grâce à cette initiative, les familles ont désormais accès à une alimentation électrique fiable et à des moyens de cuisson propres, notamment celles ayant des membres handicapés ou souffrant de problèmes de santé, nécessitant davantage d'énergie pour les appareils d'assistance ou médicaux. Cela a transformé les normes sociales, libérant les femmes et les enfants de la nécessité de parcourir de longues distances pour collecter de l'eau et du combustible, tout en reconnaissant leur rôle en tant que protagonistes du changement.

← Retourner au chapitre Bien mettre en œuvre les solutions inclusives

# Fonds énergétique pour l'inclusion sociale (Fondo de Inclusión Social Energético)

Étude de cas sur les politiques et programmes énergétiques inclusifs



© Harry Wedzinga

## Lieu

Pérou

## Partenaires

Gouvernement du Pérou

## Étape du cycle de vie

Planification, Mise en œuvre

## Période

2012-Actuel

## Groupes cibles

Ménages à faibles revenus, ménages en situation de précarité énergétique, ménages ruraux

## Contexte et objectifs

Le [Fonds énergétique pour l'inclusion sociale](#) a été créé par le gouvernement péruvien en 2012 dans le but d'améliorer l'accès à l'énergie propre et l'accessibilité à l'énergie pour les ménages à faible revenu, en particulier ceux qui vivent dans les zones rurales, en intensifiant le déploiement des énergies renouvelables, du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et du gaz naturel.

À travers divers programmes mis en œuvre, le Fonds énergétique pour l'inclusion sociale cible les groupes vulnérables, afin de réduire la précarité énergétique tout en créant des opportunités économiques, stimulant la croissance productive et améliorant la qualité de vie, la santé et l'éducation de l'ensemble de la population péruvienne.

Depuis sa création en 2012, le Fonds énergétique pour l'inclusion sociale a évolué pour s'aligner sur les stratégies nationales, notamment la *Política Energetica del Peru 2010-2040*, et est considéré comme faisant partie de la boîte à outils de mise en œuvre du *Universal Energy Access 2013-2022* (Plan pour l'accès universel à l'énergie 2013-2022).

Les programmes du Fonds résultent de partenariats public-privé, avec plus de la moitié de leur financements assurés par des acteurs du secteur privé impliqués dans la production et l'importation d'hydrocarbures liquides.

## Produits du projet

- **Programmes :** Le programme initial du Fonds énergétique pour l'inclusion sociale visait à fournir une énergie plus propre, sous la forme de bons de réduction pour le GPL dans les réservoirs de gaz domestiques, aux segments vulnérables de la population péruvienne (*Vale de Descuento GPL*). Les programmes soutenus par le Fonds se sont depuis multipliés et diversifiés pour soutenir le déploiement de l'énergie solaire hors réseau dans les communautés rurales (*Programa Masivo Fotovoltaico*), permettre le passage au gaz naturel pour les véhicules légers (*BonoGas Vehicular*), réduire les obstacles financiers à l'installation du gaz naturel et/ou au raccordement au réseau (*BonoGas Residencial*), subventionner les tarifs d'électricité pour les ménages ruraux (*Mecanismo de Compensacion de la Tarifa Eléctrica Residencial*), et soutenir financièrement les ménages qui s'abonnent à des fournisseurs de gaz naturel pour leur contrat d'énergie (*Reconocimiento del Mecanismo de Promoción*).
- **Publications :**
  - [Des rapports semestriels](#) sont publiés par le gouvernement pour évaluer les progrès et les étapes des programmes parrainés par le Fonds.
  - [Des mises à jour semestrielles](#) sur les activités des programmes sont également fournies régulièrement sur le site web officiel du Fonds.
  - [Des évaluations externes](#) ont également été publiées.

### Actions inclusives

- **Santé** : D'après les estimations de 2018, environ 80 pour cent des populations rurales péruviennes dépendent de combustibles solides pour alimenter leurs foyers, ce qui entraîne divers problèmes de santé. Le programme *Vale de Descuento* du Fonds énergétique pour l'inclusion sociale vise à élargir l'accès des populations rurales et à faibles revenus à des combustibles de cuisson propres, afin de réduire ces effets négatifs sur la santé. Pour garantir l'inclusion des bénéficiaires ciblés, le programme est ouvert aux ménages ayant consommé 42 kilowattheures ou moins au cours de l'année écoulée et dont le revenu annuel est inférieur à 19 900 SOL (environ 5 300 \$).
- **Abordables** : Pour s'assurer que les alternatives énergétiques plus propres sont abordables et donc accessibles aux groupes vulnérables, la majorité des programmes du Fonds énergétique pour l'inclusion sociale mobilisent des ressources pour fournir des incitations financières et des programmes de soutien aux consommateur·rice·s. Par exemple, le programme *Reconocimiento del Mecanismo de Promoción* a offert une subvention équivalente à 322 dollars aux utilisateur·rice·s ayant souscrit un contrat avec un fournisseur de gaz naturel entre juin 2014 et juin 2016, afin d'encourager la transition vers l'énergie propre. Certains programmes ciblent spécifiquement les groupes les plus vulnérables, comme le programme *Mecanismo de Compensacion de la Tarifa Eléctrica Residencial*, qui fonctionne comme une subvention permettant aux ménages ruraux de payer un tarif unique d'électricité.

- **Accès** : Le programme de déploiement à grande échelle de panneaux photovoltaïques du Fonds a spécifiquement visé à améliorer l'accès à l'énergie pour les communautés et les infrastructures de services publics qui ne sont pas raccordées au réseau. En déployant des panneaux photovoltaïques pour alimenter les ménages, les écoles et les centres de santé, il est estimé que le programme a soutenu 107 000 résident·e·s des communautés rurales.
- **Une diffusion inclusive** : Pour s'assurer que le programme du Fonds atteindrait les bénéficiaires ciblés, des canaux de communication et des tactiques stratégiques ont été utilisés. Pour communiquer avec eux, des messages écrits et des canaux de « communication rapide », des bons numériques et des services bancaires cellulaires ont été utilisés, ce qui a permis d'atteindre les utilisateur·rice·s individuel·le·s et de réduire les retards et les coûts administratifs associés aux transactions.
- **Participation locale** : Les bénéficiaires du programme de subvention au GPL du Fonds ont été directement approchés par les agent·e·s de proximité du programme. Ces dernier·ère·s ont su s'engager efficacement avec les souscripteur·rice·s pour répondre aux besoins de leurs communautés, établir des relations de confiance et utiliser leurs réseaux sociaux pour partager l'information.
- **Impacts de la COVID-19** : Compte tenu de l'impact des restrictions de la COVID-19 sur l'augmentation de la consommation d'énergie domestique, un doublement de la subvention GPL a été mis à la disposition des ménages ayant souscrit un contrat avec un fournisseur de gaz naturel – ce qui a représenté un investissement d'environ 519,27 millions de SOL (environ 139 millions de dollars).

## Retombées et résultats positifs

En 2019, on estimait que :

- Les subventions pour l'électricité ciblant les ménages vulnérables avaient déjà bénéficié à 2,9 millions de ménages.
- 177 609 panneaux solaires avaient été installés dans des maisons et des bâtiments de santé et d'éducation dans des communautés vulnérables depuis le début du programme.

En 2020-2021, les jalons suivants, destinés aux ménages vulnérables et à faibles revenus, ont été atteints

- Le programme *Vale de Descuento GPL* a bénéficié à 800 millions de ménages chaque mois.
- Le programme *BonoGas Residencial*, qui cible les habitations de petite à moyenne taille pour améliorer leur accès au gaz naturel, a enregistré 86 234 installations en 2020-2021.
- Le programme *BonoGas Vehicular*, qui vise à convertir les véhicules légers au gaz naturel, a permis de convertir 3 033 véhicules.
- Le programme *Programa Masivo Fotovoltaico* a permis la mise en service commerciale de 21 554 panneaux solaires, bénéficiant à 21 494 ménages et 60 écoles dans les zones rurales.

Le programme *Mecanismo de Compensacion de la Tarifa Electrica Residencial* a dépensé 180 millions de SOL (environ 48 millions de dollars) pour aider 2,5 à 3 millions de ménages au niveau national.

## En savoir plus

- [Fonds énergétique pour l'inclusion sociale](#)
- [Rapports et mises à jour sur les programmes du Fonds](#)

← Retourner au chapitre Renforcer l'environnement habitant

# Communauté énergétique Revolusolar

## Étude de cas sur les modèles énergétiques communautaires

**Lieu**

Brésil

**Partenaires**

Revolusolar, Circo Crescer & Viver

**Étape du cycle de vie**

Planification, Mise en œuvre

**Période**

2016-Actuel

**Groupes cibles**

Ménages à faibles revenus, ménages en situation de précarité énergétique, communautés autochtones

## Contexte et objectifs

**Revolusolar** est un projet pionnier d'infrastructure énergétique inclusive au Brésil, qui combine des solutions énergétiques durables avec l'autonomisation sociale. Cette organisation brésilienne à but non lucratif, fondée en 2015, promeut les communautés énergétiques locales et les modèles énergétiques coopératifs dans les favelas, grâce à l'installation de panneaux solaires et à la formation des résident·e·s en tant qu'électricien·ne·s et entrepreneur·se·s.

Sa mission est d'autonomiser les communautés à faibles revenus grâce à des solutions énergétiques durables, en s'attaquant à l'exclusion traditionnelle dont souffrent ces populations en matière de services essentiels. Le projet ne se contente pas de répondre aux besoins énergétiques immédiats des communautés défavorisées ; il favorise également le développement socio-économique à long terme par l'éducation, la formation professionnelle et la défense des droits politiques.

L'initiative a été rendue possible par de nouveaux cadres réglementaires au Brésil, autorisant des modèles énergétiques décentralisés en 2012 et des modèles coopératifs en 2015, qui ont facilité le développement de la production solaire à petite échelle et des communautés énergétiques associées.

## Produits du projet

- Revolusolar a créé les premières communautés d'énergie solaire dans les favelas brésiliennes, démontrant ainsi l'impact social positif des ressources énergétiques décentralisées.
- Le modèle initial a été étendu aux communautés autochtones de l'Amazonie, renforçant ainsi leur autonomie énergétique.

- Les membres des communautés ciblées ont été formés à la construction, à l'exploitation et à la maintenance des installations solaires.
- L'installation de ces systèmes solaires photovoltaïques décentralisés a permis de réduire les factures d'énergie tout en répondant efficacement à la demande énergétique locale.
- Le programme a collaboré avec des organisations sociales, telles que Circo Crescer & Viver, un cirque local, afin d'amplifier son incidence sociale et éducative.

## Actions inclusives

- **Programme de formation professionnelle** : Cette initiative a permis aux résident·e·s des favelas d'acquérir des compétences précieuses dans les secteurs de l'électricité et de l'énergie solaire, contribuant ainsi à promouvoir l'emploi indépendant et à lutter contre le sous-emploi.
- **L'intégration de la dimension de genre** : à ce jour, 80 pour cent des personnes résidant dans les favelas formées à l'énergie solaire sont des femmes.
- **Programme d'éducation et de culture** : Cette initiative a sensibilisé les enfants et les adolescent·e·s à l'importance de l'environnement et les a encouragé·e·s à participer activement à la transition vers l'énergie propre.
- **L'engagement communautaire et les méthodes** participatives ont été au cœur du projet, impliquant les bénéficiaires dans sa conception et s'appuyant sur les institutions locales pour en garantir le succès à long terme.

- **L'initiative a encouragé la communauté** à prendre en charge la gestion et la maintenance du système énergétique, renforçant ainsi l'autonomie de la communauté.

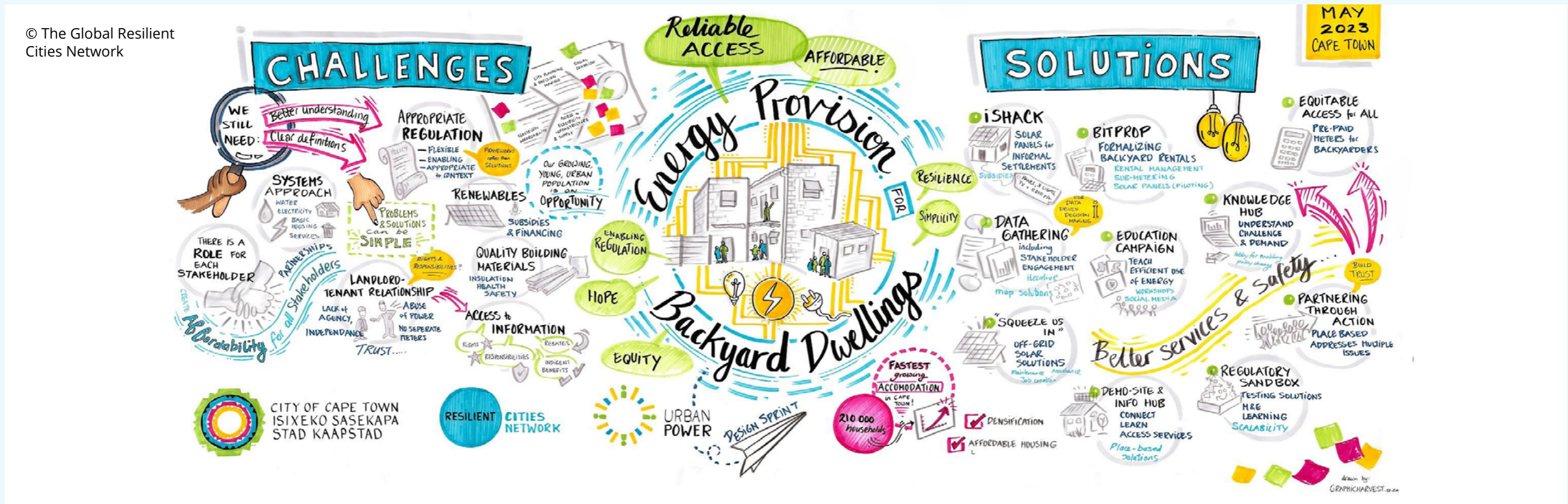
### Retombées et résultats positifs

- **Capacité d'action économique et sociale** : le projet a contribué à réduire la précarité énergétique et à promouvoir la stabilité économique pour de nombreuses communautés marginalisées dans les favelas du Brésil.
- **Accessibilité financière** : le projet a permis aux familles de réaliser des économies significatives chaque année grâce à la réduction de leurs factures d'énergie.
- **Création d'emplois** : Revolusolar a permis aux personnes habitant la région de bénéficier d'une formation professionnelle et d'opportunités d'emploi dans le domaine de l'installation et de la maintenance des systèmes solaires.
- **Plaidoyer politique** : Forte des retours d'expérience, l'organisation milite pour l'extension du projet à l'échelle nationale, afin de maximiser ses impacts sociaux positifs. Revolusolar plaide également pour l'amélioration des données nationales afin d'identifier les régions vulnérables où le projet pourrait être le mieux reproduit et aide les autorités gouvernementales à élaborer des politiques publiques intégrant l'énergie solaire distribuée dans les systèmes d'habitation.

[← Retourner au chapitre Donner la priorité aux solutions inclusives](#)

# Urban Power Design Sprints (Conception agile de l'énergie urbaine) : Améliorer l'accès à l'électricité pour les communautés vulnérables de personnes habitant dans des arrières-cours (backyarders)

## Étude de cas sur la planification et la conception énergétiques participatives



**Lieu**

Le Cap, Afrique du Sud

**Période**

2021-2024

**Partenaires**

Resilient Cities Network (R-Cities), le département des marchés de l'énergie durable de la direction de l'énergie de la ville du Cap, Arup, Green Cape, Sustainable Energy Africa, L'Alliance Mondiale pour l'Énergie au Service des Populations et de la Planète (GEAPP)

**Étape du cycle de vie**

Planification

**Groupes cibles**

Personnes vivant dans des habitations en arrière-cour (*backyarders*)

## Contexte et objectifs

Le [programme R-Cities Urban Power](#) aide les villes à identifier les lacunes de leurs systèmes énergétiques, à développer des solutions de résilience énergétique et à mobiliser des fonds pour leur mise en œuvre. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants :

- élaborer des outils d'évaluation et de développement de projets pour aider Le Cap et d'autres villes d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes à identifier les vulnérabilités de leurs systèmes énergétiques ;
- identifier et concevoir des solutions d'énergie renouvelable adaptées au contexte local ;
- aider les villes à surmonter les obstacles à la mise en œuvre de solutions énergétiques à faible émission de carbone, notamment les contraintes financières, le manque de capacités techniques ou l'insuffisance des ressources ;
- réunir les principales parties prenantes du secteur de l'énergie, notamment les communautés vulnérables (p. ex. *backyarders*), les décideurs, les parties prenantes de l'industrie, les institutions financières et les investisseurs du secteur privé ;
- travailler à l'augmentation des investissements liés à l'énergie et aider les villes à traduire ces investissements en gains socio-économiques à long terme ;
- élaborer des documents pour aider les villes à intégrer une perspective d'équité dans leurs projets de transition énergétique.

Au Cap, le programme vise à aider le gouvernement de la ville à concevoir et à planifier des projets qui fournissent des solutions

énergétiques abordables et propres, afin d'accélérer l'accès à l'énergie pour les *backyarders* à faibles revenus et en situation de précarité énergétique qui vivent sur des terrains privés ou n'appartenant pas à la municipalité. Il s'agit de personnes ou de ménages qui occupent une unité résidentielle dans une arrière-cour dans le cadre d'un contrat de location avec le propriétaire principal. Les *backyarders* qui vivent dans des logements informels sur des parcelles privées ont du mal à accéder à un raccordement sûr et légal au réseau électrique de la ville, ce qui a un impact important sur leurs moyens de subsistance et leur bien-être.

Pour relever le défi de l'accès à l'énergie des *backyarders*, Urban Power a réuni des représentant·e·s des communautés concernées, des fonctionnaires de la municipalité, des institutions privées et des spécialistes en énergie, afin d'innover autour de stratégies visant à garantir des solutions énergétiques abordables et propres pour les *backyarders*. L'approche choisie a été un « sprint de conception », un atelier collaboratif de « réflexion sur la conception » qui a été entrepris pour permettre à la ville du Cap de co-crée des solutions avec des spécialistes de l'industrie et des représentant·e·s des communautés concernées.

Dans le cadre du programme global, R-Cities a collaboré avec la ville pour :

- recueillir et analyser des données sur l'état actuel du système énergétique du Cap, afin d'identifier les lacunes et les possibilités d'améliorer la résilience des communautés vulnérables, notamment les *backyarders* ;
- amener les solutions identifiées/proposées lors du design à une phase de pré-faisabilité, dans le but d'accélérer leur mise en œuvre.

## Produits du projet

Une série de rapports comprenant :

- une analyse des profils et des écarts de la résilience du système énergétique de la ville du Cap ;
- une analyse des causes profondes des difficultés d'accès à l'énergie rencontrées par les *backyarders* ;
- un résumé des discussions et des résultats du design sprint ;
- une étude de faisabilité préliminaire pour l'une des solutions identifiées.

## Actions inclusives

- **Favoriser un espace inclusif pour faciliter la co-création :**  
L'Afrique du Sud est une riche mosaïque de cultures, de langues et de races. La reconnaissance de cette diversité et de cette histoire a été essentielle lors de la conception et de la réalisation de la phase de conception. Le design sprint visait à créer un espace inclusif où toutes les voix seraient entendues, et où les personnes habitant dans les arrière-cours se sentiraient habilitées et soutenues dans le partage de leurs connaissances et de leur expérience. Cette approche a facilité la cocréation de solutions.
- **Apprendre des expériences vécues :** Les personnes créatrices de la session ont prévu dans l'ordre du jour un espace pour le partage formel et informel d'informations et d'expériences de la part des *backyarders* et des organisations qui les représentent. Au cours de la session d'introduction, du temps a été accordé aux *backyarders* et à leurs représentant·e·s pour qu'ils et elles présentent la situation des *backyarders* et de l'accès à l'énergie.

- **Supprimer les obstacles à la participation :** Un remboursement en espèces (équivalent aux frais de déplacement en taxi) a été accordé aux participant·e·s *backyarders* qui s'étaient rendus à l'atelier. Le remboursement a été proposé à tous ceux et toutes celles qui avaient déclaré en avoir besoin. Le déjeuner a été fourni à tous les participants et les restes de nourriture ont été offerts à la fin de la journée.

## Retombées et résultats positifs

Au cours de l'activité de création de solutions, les organisations de *backyarders* ont présenté des projets pilotes et des solutions existantes pour l'accès à l'énergie. Bien que la session ait été conçue comme une présentation formelle, lorsqu'elle a eu lieu, de nombreux *backyarders* présent·e·s dans la salle et ayant participé aux projets pilotes se sont sentis habilité·e·s à partager leurs expériences. Cela démontre qu'en concevant activement des opportunités de laisser s'exprimer des groupes traditionnellement marginalisés, il est possible de modifier la dynamique du pouvoir et d'entendre les réflexions de participant·e·s qui n'ont généralement pas voix au chapitre dans ces contextes.

## En savoir plus

- [Cape Town Urban Power Profile: Power System, Energy Poverty Alleviation and Urban Resilience \(Profil d'alimentation électrique urbaine du Cap : Système d'alimentation électrique, diminution de la pauvreté énergétique et résilience urbaine\)](#), Resilient Cities Network, 2023.
- [Programme R-Cities Urban Power](#)

← Retourner au chapitre Donner la priorité aux solutions inclusives

# Projet d'écoles solaires

## Étude de cas sur la mise en œuvre de projets énergétiques inclusifs dans des zones touchées par un conflit



### Lieu

Province de Khyber Pakhtunkhwa, Pakistan

### Période

2018-2022

### Partenaires

UNOPS, Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, Fonds saoudien pour le développement, Département de l'enseignement primaire et secondaire de Khyber Pakhtunkhwa

### Étape du cycle de vie

Planification, Mise en œuvre

### Groupes cibles

Enfants des régions isolées, filles, communautés touchées par un conflit

## Contexte et objectifs

Les enfants de la province de Khyber Pakhtunkhwa, au Pakistan, rencontraient de nombreuses difficultés pour accéder à une éducation de qualité, notamment en raison d'attaques historiques contre les écoles et de l'insécurité dans la région. Un tiers des écoles manquaient d'équipements de base tels que l'électricité, les installations d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène, les murs d'enceinte et les bâtiments scolaires. Pendant les mois d'été, l'absence de ventilation adéquate, comme des ventilateurs électriques, exposait les enfants à des risques de saignements de nez, d'évanouissements et même d'accidents vasculaires cérébraux. Les coûts associés à ces risques sanitaires conduisaient souvent les parents à retirer leurs enfants de l'école, en particulier les filles.

Le manque d'électricité dans les infrastructures des écoles primaires de la province a été identifié en 2016 par l'UNOPS comme un obstacle majeur à la qualité de l'éducation des enfants, et l'UNOPS a commencé à travailler avec le Département de l'éducation primaire et secondaire du Khyber Pakhtunkhwa pour identifier sept districts de la province comme étant les plus mal desservis.

Financé par le Fonds saoudien pour le développement et le département britannique du développement international, le projet a visé à améliorer l'accès à l'éducation dans la province de Khyber Pakhtunkhwa en fournissant de l'électricité aux écoles grâce à des systèmes d'énergie solaire, pour alimenter les ventilateurs, les lumières et les prises de courant, afin d'offrir aux enfants un environnement d'apprentissage confortable, sûr et sain.

## Produits du projet

- Achat, livraison et installation de kit solaire dans 1 240 écoles primaires et collèges dans sept des districts les plus mal desservis de la province : Bannu, Dera Ismail Khan, Hangu, Karak, Kohat, Lakki Marwat et Tank.
- Les membres du conseil des parents d'élèves et des professeurs et le personnel de l'école sont formés au fonctionnement et à la maintenance des systèmes d'énergie solaire.

## Actions inclusives

- **Évaluation des écoles les plus mal desservies** : 2 738 écoles ont été évaluées, en identifiant celles qui n'étaient pas raccordées au réseau et celles qui l'étaient mais qui étaient confrontées à de graves pannes d'électricité.
- **Assurer la participation des femmes** : Compte tenu des sensibilités culturelles et de l'environnement sécuritaire, le projet a veillé à ce que les femmes participent au projet à un niveau décisionnaire et soient représentées à tous les niveaux du personnel du projet, c'est-à-dire au niveau de l'assistance, de la technique et de la gestion.
- **Maintien des garanties en matière de santé, de sécurité, de protection sociale et d'environnement (HSSE)** : L'équipe du projet a élaboré et mis en œuvre des plans pour gérer les risques en matière de santé, de sécurité, de protection sociale et d'environnement, notamment en veillant à ce que les superviseurs du site connaissent les normes culturelles et religieuses et s'efforcent de les respecter lors de l'exécution du projet, en protégeant les enfants et la main-d'œuvre locale contre les abus,

l'exploitation et le harcèlement, en réduisant au minimum la coupe d'arbres sur le site tout en gérant les déchets de manière appropriée.

- **Renforcement des capacités d'exploitation et de maintenance de la communauté pour une durabilité à long terme** : Plus de 4 000 membres de conseils de parents d'élèves et d'enseignants ont été formés à l'exploitation et à la maintenance des kits solaires.

#### **Retombées et résultats positifs**

- Le projet bénéficie à quelque 135 000 écoliers et 3 800 enseignants dans la province pakistanaise de Khyber Pakhtunkhwa, notamment dans les régions les plus reculées.
- En 2021, la fréquentation des écoles sélectionnées s'est améliorée, les taux de scolarisation ayant augmenté en moyenne de cinq pour cent.

#### **En savoir plus**

[À propos du projet](#)

[← Retourner au chapitre Bien mettre en œuvre les solutions inclusives](#)

# Soutien à la réhabilitation des centrales hydroélectriques de Santiago Antúnez de Mayolo et de Restitución

Étude de cas sur le renforcement des capacités pour une gestion inclusive des actifs

## Lieu

Pérou

## Période

2020-2023

## Partenaires

Empresa de Electricidad del Perú (Electroperú), UNOPS

## Étape du cycle de vie

Planification

## Groupes cibles

Femmes et filles, travailleur·se·s

### Contexte et objectifs

Le complexe hydroélectrique de Mantaro est la plus grande centrale électrique du Pérou, fournissant plus de 18 pour cent de la demande du système national interconnecté et 15 pour cent de l'électricité du pays<sup>28</sup>. Il comprend deux centrales hydroélectriques (Restitución et Santiago Antúnez de Mayolo) et le barrage de Tablachaca, et est exploité par le producteur public Electroperú.

Le projet vise à réhabiliter l'équipement des installations afin de prolonger la durée de vie utile du complexe Mantaro de 40 années supplémentaire.<sup>29</sup>. L'UNOPS a apporté son aide à Electroperú dans le processus d'approvisionnement et le renforcement des capacités.

### Produits du projet

- Achat de biens, de travaux et de services liés aux interventions prioritaires pour la réhabilitation des centrales hydroélectriques
- Série d'ateliers de renforcement des capacités.

### Actions inclusives

- **Des ateliers de renforcement des capacités sur les approches inclusives** ont été organisés avec Electroperú pour établir des instructeurs ou des points focaux en matière d'égalité des genres, de diversité et d'inclusion au sein de l'organisation. Ces ateliers ont couvert des sujets tels que l'application des principes de l'égalité entre les genres, la diversité et l'inclusion dans les projets d'infrastructure, la gestion des risques sociaux avec une approche

inclusive, et la conception et l'application de critères inclusifs pour s'assurer que personne ne soit laissé pour compte. Une discussion sur la prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels est prévue avec le soumissionnaire retenu après l'attribution de l'appel d'offres.

- **L'appel d'offres comportait des exigences** en matière d'inclusion et prévoyait que le soumissionnaire retenu devait :
  - disposer d'une boîte à plaintes et à suggestions ;
  - assister à une conférence sur la prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels ;
  - engager un spécialiste de l'égalité entre les genres, la diversité et l'inclusion
  - embaucher de la main-d'œuvre locale ;
  - établir des quotas minimums d'emploi pour les femmes ;
  - établir un protocole d'action pour les cas de harcèlement sexuel et les sanctions associées.
- **Une cartographie des acteurs** travaillant avec les populations marginalisées dans la zone d'intervention a été réalisée. Il a été recommandé d'établir des alliances stratégiques avec ces acteurs, pour renforcer les aspects d'inclusion du projet.
- **Une proposition de création d'une politique d'égalité entre les genres, de diversité et d'inclusion** a été approuvée par Electroperú pour garantir la pérennité des compétences développées lors des ateliers.

**Retombées et résultats positifs**

- À la suite des ateliers de renforcement des capacités, les responsables d'Electroperú ont pris conscience de l'importance d'intégrer des approches inclusives dans les projets d'infrastructures. Ils ont décidé d'élaborer et de mettre en œuvre une politique d'égalité entre les genres, de diversité et d'inclusion pour favoriser l'intégration de l'inclusion au sein de l'organisation.
- En réponse aux exigences de l'appel d'offres ouvert, le soumissionnaire retenu devra mettre en œuvre des approches inclusives tout au long du cycle de vie du projet.

[← Retourner au chapitre Maximiser les performances des systèmes existants](#)



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Organisations de la société civile

### Développer un environnement habitant pour un programme énergétique inclusif

#### 1. Faire entendre la voix des groupes les plus marginalisés dans les processus de recherche, d'élaboration des politiques et de développement des infrastructures énergétiques

- Recueillir des preuves de l'exclusion des systèmes énergétiques à laquelle sont confrontés les groupes marginalisés par le biais d'enquêtes, de sondages d'opinion, de discussions de groupes cibles, d'entretiens avec des informateur·rice·s clés et de consultations communautaires, entre autres méthodes.
- Analyser le processus de raccordement initial, afin d'identifier les obstacles systémiques qui rendent le processus de raccordement particulièrement lourd pour les femmes et les groupes marginalisés.
- Mener une analyse afin d'identifier les points d'entrée appropriés pour la diffusion des messages dans le cadre du processus d'élaboration de la politique énergétique.
- Effectuer une analyse des parties prenantes ou une cartographie de l'audience et adapter le message afin de s'assurer qu'il est pertinent pour l'audience visée.
- Créer des partenariats avec les gouvernements nationaux et locaux, d'autres organisations de la société civile, les universités, le secteur privé et les médias, afin d'amplifier le message.
- Diffuser les messages clés pour les publics cibles à des moments plus efficaces avec des partenaires pertinents pour amplifier le message.

#### 2. Plaider en faveur de l'inclusion tout au long du cycle de vie du développement des infrastructures énergétiques

- Identifier et comprendre les problèmes sous-jacents auxquels sont confrontés les femmes et les groupes marginalisés en raison de l'exclusion énergétique.

Effectuer une analyse du contexte ou des problèmes, par exemple à l'aide d'un arbre d'analyse des problèmes ou en utilisant la dynamique des systèmes.

- Construire un dossier solide en rassemblant des preuves crédibles sur la question, en illustrant un plan d'action clair pour le changement, en articulant clairement les effets positifs et négatifs des systèmes énergétiques existants et de tout changement proposé, et en reliant la question aux cadres nationaux et internationaux sur les droits humains et l'inclusion sociale.
- Défendre les besoins divers des femmes et des groupes marginalisés, en particulier ceux qui peuvent avoir des difficultés à le faire eux-mêmes, lors des consultations et des processus participatifs dans le cadre du développement des infrastructures énergétiques.
- Comprendre la nécessité d'interventions en matière d'utilisation productive pour soutenir la création de revenus et plaider en ce sens.

#### 3. Plaider en faveur de la fourniture de services énergétiques inclusifs et veiller à ce que les consommateur·rice·s soient informé·e·s de leurs droits

- Diffuser des informations culturellement appropriées sur la qualité des services, les droits des consommateur·rice·s, ainsi que sur la manière d'obtenir de nouveaux services et de déposer des plaintes, entre autres.
- Diffuser des informations culturellement appropriées pour permettre aux consommateur·rice·s de comprendre et de contrôler leur consommation (et donc leurs factures d'énergie).
- Préconiser des modalités de paiement flexibles pour les frais de raccordement initiaux et les tarifs de consommation.

### En savoir plus

- Conseils pour plaider en faveur d'une politique d'inclusion : [A Guide to Being an Effective Advocate for Gender Equality](#) (Un guide pour défendre efficacement l'égalité entre les femmes et les hommes), International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2022.
- Plaider en faveur de l'accessibilité des infrastructures conformément à la Convention relative aux droits des personnes handicapées : [Toolkit on Accessibility: Advocacy for Accessibility](#) (Boîte à outils sur l'accessibilité : Plaidoyer pour l'accessibilité), UNICEF, 2022.
- Réalisation d'une analyse « Égalité entre les genres et inclusion sociale » pour les organisations de la société civile : [The gender and social inclusion toolkit](#) (La boîte à outils sur le genre et l'inclusion sociale), Civicus
- Exemples de participation active des communautés à la prise de décision en matière d'énergie : [Community Energy Toolkit: Best practices for broadening the ownership of renewables](#) (Boîte à outils sur l'énergie communautaire : Meilleures pratiques pour élargir la propriété des énergies renouvelables), Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) Coalition for Action, 2021.

← Retourner au chapitre Renforcer l'environnement habilitant



## **LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Gouvernements et organismes de régulation**

### **Développer un environnement habilitant – politiques et cadres**

#### **1. Mettre en place des politiques, des réglementations et des cadres juridiques pour soutenir une approche intégrée, intersectorielle et participative de la lutte contre les obstacles systémiques et l'exclusion liée à l'énergie**

- Veiller à ce qu'il existe des cadres de gouvernance adéquats pour soutenir une coordination horizontale et verticale intersectorielle et intrasectorielle efficace ainsi que le partage d'informations entre les parties prenantes des secteurs public, privé et tertiaire, notamment les ONG et les organisations de la société civile qui travaillent avec et soutiennent des groupes marginalisés spécifiques, pour une approche inclusive de la lutte contre l'exclusion énergétique.
- Examiner les déséquilibres de pouvoir entre les différentes parties prenantes, afin d'identifier les lacunes en matière de représentation, et introduire des mesures visant à garantir que les femmes et les personnes marginalisées puissent participer de manière significative aux processus de prise de décision, en reconnaissant leur rôle en tant qu'agentes du changement.
- Aligner les politiques énergétiques et les autres politiques sectorielles sur les politiques nationales de réduction de la pauvreté et de développement socio-économique inclusif. Ces politiques doivent fournir des cadres permettant de donner la priorité à des investissements coordonnés s'adressant aux besoins des femmes et des groupes marginalisés.
- Élaborer des lois et des réglementations transversales pour s'assurer que le développement des infrastructures énergétiques n'ait pas d'effets négatifs. Il peut s'agir de lois protégeant l'environnement et le patrimoine autochtone, ainsi que de lois sur la juste acquisition de terres et l'indemnisation qui protègent les habitant·e·s informel·le·s contre les déplacements sans réinstallation.

- Élaborer des réglementations et des cadres juridiques pour travailler avec des fournisseurs à petite échelle et mettre en place des systèmes énergétiques décentralisés.
- Identifier et réduire ou éliminer les obstacles systémiques dans le processus de raccordement, tels que les frais élevés ou les exigences administratives, qui peuvent être lourds pour les groupes marginalisés.
- Envisager des politiques de subvention bien ciblées pour s'assurer que les avantages sont utilisés par ceux qui en ont le plus besoin, comme des subventions pour le câblage intérieur ou les coûts de raccordement initiaux.

#### **2. Évaluer, développer et réformer les cadres politiques, réglementaires et juridiques, dans le but de permettre un accès inclusif à l'énergie**

- Définir les objectifs généraux de la politique énergétique dans une optique intersectionnelle et avec la participation active des femmes et des groupes marginalisés.
- Mener une analyse afin d'identifier les lacunes dans les cadres politiques, réglementaires et juridiques en ce qui concerne les nouveaux objectifs de politique énergétique.
- Élaborer et réformer les cadres politiques, réglementaires et législatifs, pour garantir que les politiques énergétiques, les processus de planification, les normes de conception et les cadres réglementaires et juridiques s'alignent sur les nouveaux objectifs de la politique énergétique afin de respecter les droits humains et de soutenir le programme mondial de durabilité, de résilience et d'inclusion. L'engagement à relever les défis de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale devrait être explicite et les politiques devraient porter à la fois sur l'électrification et sur la promotion de combustibles et de technologies de cuisson propres. Cela peut inclure des cadres qui consacrent des normes d'accès universel, des concepts en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale (par exemple, la réduction de la pauvreté temporelle des femmes causée par la collecte de combustible) et des engagements d'action climatique dans le développement et l'exploitation des infrastructures énergétiques.

- Exiger l'identification des infrastructures critiques sur la base des moyens de subsistance et du bien-être des utilisateur·rice·s ainsi que de la valeur économique.
- Imposer des exigences minimales en matière d'adaptation au climat et de résistance aux aléas climatiques des infrastructures énergétiques essentielles.
- Établir une ligne budgétaire pour l'élaboration et la réforme des cadres politiques, réglementaires et législatifs et pour la mise en œuvre, avec des ressources suffisantes, de toutes les actions accompagnées.
- Mettre en place un processus de suivi et d'établissement de rapports, afin de communiquer les progrès accomplis aux principales parties prenantes.
- Établir et appliquer un cadre réglementaire clair et stable avec des tarifs appropriés qui encouragent les nouveaux raccordements, la fourniture de services de qualité et la résilience.
- Établir et appliquer des politiques d'interconnexion ouvertes qui permettent un accès équitable et non discriminatoire au réseau pour toutes les parties prenantes du marché, telles que les producteur·rice·s, les consommateur·rice·s ou les prestataires externes.
- Établir et appliquer des réglementations qui autorisent et encouragent les solutions hors réseau et autres solutions décentralisées pour l'électrification rurale.
- Mettre en place un processus de révision régulière des cadres politiques, réglementaires et législatifs (par exemple, tous les dix ans) afin de s'assurer qu'ils sont actualisés en fonction des nouvelles approches et réflexions.
- Apporter un soutien politique au développement de systèmes énergétiques centralisés et décentralisés.
- Élaborer des mécanismes pour assurer une fourniture d'énergie inclusive dans les zones de conflit et d'agitation.

- Innover et développer des approches spécifiques au contexte pour la régularisation et la reconnaissance des établissements informels, ou des régimes fonciers qui permettront la mise en place de services énergétiques inclusifs.
- Développer, mettre en œuvre et appliquer des structures tarifaires favorables aux personnes à faible revenu, telles que des tarifs de base, ainsi que des options de paiement flexibles, comme des compteurs intelligents avec paiement à l'utilisation.

### **3. Évaluer l'état de préparation du pays au développement et au déploiement d'énergies inclusives et renouvelables, et identifier les mesures à prendre pour combler les lacunes**

- Évaluer l'état actuel de l'infrastructure énergétique du pays, notamment les ressources énergétiques existantes, les marchés, les infrastructures ainsi que les politiques énergétiques, les stratégies et les dispositions institutionnelles.
- Évaluer le potentiel des ressources en énergies renouvelables et les options technologiques disponibles, en tenant compte des risques potentiels pour l'environnement, les populations autochtones et les autres groupes marginalisés.
- Identifier les besoins en matière de capacités qui doivent être satisfaits.
- Évaluer les modèles énergétiques viables et les options de financement, en accordant une attention particulière à l'amélioration de l'accès équitable à l'énergie pour les femmes et les groupes marginalisés.
- Diffuser des informations culturellement appropriées sur les factures et les tarifs de l'énergie, en donnant aux consommateurs et consommatrices les moyens de contrôler leur consommation.
- Promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergie.

#### 4. Élaborer des cadres politiques pour améliorer la participation, la transparence et la responsabilité dans le développement des infrastructures énergétiques

- Élaborer des cadres juridiques pour institutionnaliser la participation significative des femmes et des groupes marginalisés aux processus de co-création et de prise de décision tout au long du cycle de vie du développement des infrastructures, en reconnaissant leur rôle en tant que protagonistes du changement.
- Élaborer des politiques visant à établir, maintenir et améliorer la collecte de données ventilées capables d'étayer des décisions éclairées en matière de politique énergétique.
- Élaborer des mécanismes d'évaluation, de suivi, de conformité et d'application des politiques, dans le respect des droits humains.
- Veiller à ce que les politiques et les réglementations en matière d'achats publics renforcent la transparence et la responsabilité, éliminent la corruption et poursuivent des objectifs inclusifs.
- Élaborer une législation qui soutienne la passation de contrats avec de petit·e·s entrepreneur·se·s locaux·ales, des communautés et des entreprises détenues ou exploitées par des groupes sous-représentés, l'utilisation de méthodes de travail à haute intensité de main-d'œuvre et des conditions contractuelles pour les travaux d'infrastructure énergétique qui reflètent les principes du travail décent, de l'égalité d'accès aux possibilités d'emploi pour tous et toutes et de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale.
- Mettre en œuvre des mesures qui soutiennent les réformes au niveau des entreprises, notamment des changements dans l'administration fiscale et les réglementations pour les entreprises informelles, la mise en place de politiques visant à fournir explicitement un soutien et un renforcement des capacités aux entreprises appartenant à des groupes sous-représentés, des partenariats avec des réseaux de femmes responsables de la fourniture d'énergie, et la facilitation de l'accès des femmes au financement.

- Veiller à ce que les cadres politiques indiquent clairement les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes, telles que les organismes de régulation de l'énergie, les opérateur·rice·s et les prestataires de services, notamment dans le secteur informel, dans la mise en œuvre d'un programme énergétique inclusif.
- Encourager les politiques de recrutement inclusives dans toutes les organisations, notamment au sein du gouvernement et du secteur privé, afin de promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de la main-d'œuvre, et garantir la non-discrimination et des aménagements raisonnables pour les groupes marginalisés.

#### 5. Créer et appliquer des réglementations sur les exigences en matière d'inclusion tout au long du cycle de vie des projets énergétiques

- Exiger des critères de sélection donnant la priorité aux projets inclusifs, lors de l'élaboration d'une réserve de projets énergétiques.
- Exiger l'inclusion d'études d'impact socio-économique dans les études de faisabilité des projets lors de leur préparation.
- Exiger l'inclusion des résultats inclusifs et des objectifs du projet dans le dossier de préparation du projet.
- Exiger que l'obtention de résultats inclusifs soit soutenue tout au long de l'étape de conception.
- Élaborer, adopter et appliquer des normes de conception qui favorisent des résultats inclusifs ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.
- Développer et promouvoir l'utilisation d'orientations qui traduisent les codes et les normes de conception inclusive en orientations faciles à suivre.
- Exiger des processus de délivrance de permis qui permettent de sélectionner les projets prévoyant des résultats inclusifs et de rejeter les projets non conformes.

- Élaborer et mettre en œuvre des réglementations en matière de responsabilité concernant la sécurité dans la construction, la distribution et le transport de l'énergie, ainsi que des garanties environnementales et sociales.
- Élaborer, adopter et mettre en œuvre des normes de performance opérationnelle assorties d'objectifs d'utilisation pour tous et toutes.

### En savoir plus

- Recommandations et meilleures pratiques pour des approches intersectorielles de l'énergie inclusive :
  - [Capturing the Multiple Benefits of Energy Efficiency](#) (Exploiter les nombreux avantages de l'efficacité énergétique), Agence internationale de l'énergie, 2015.
  - [Recommendations of the Global Commission on People-Centred Clean Energy Transitions](#) (Recommandations de la Commission mondiale sur la transition vers une énergie propre centrée sur les personnes), Agence internationale de l'énergie, 2021.
  - [Solar pumping for irrigation: Improving livelihoods and sustainability](#) (Pompape solaire pour l'irrigation : Améliorer les moyens de subsistance et la durabilité), Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), 2016.
  - [Renewable Energy in the Water, Energy & Food Nexus](#) (Les énergie renouvelables dans le nexus eau-énergie-alimentation), IRENA, 2015.
  - [Renewable Energy Policies for Cities: Transport](#) (Politiques en matière d'énergies renouvelables pour les villes : Transport), IRENA, 2021.
- Possibilités de collaboration avec l'industrie : [SDG Industry Matrix – Energy, Natural Resources & Chemicals](#) (Matrice industrielle des ODD – Énergie, ressources naturelles et produits chimiques), Pacte Mondial des Nations Unies et KPMG, 2017, p. 8-16.
- Développement et gestion de partenariats, et coordination dans les situations humanitaires : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps et Women's Refugee Commission, 2020, p. 46-53.
- Recommandations pour accélérer la mise en œuvre des projets, l'intégration et le commerce de l'électricité et pour promouvoir la participation du secteur privé : [Création de marchés régionaux de l'électricité en Afrique - Outils et mécanismes propres à accélérer les projets régionaux et sous-régionaux](#), AfDB, 2021.
- Exemples de mécanismes de coordination énergétique dans le secteur humanitaire : [Planning and Coordination](#), Global Platform for Action.
- Impliquer les communautés : [Guide de l'engagement communautaire inclusif](#), C40Cities, Citi Foundation et Arup, 2019.
- [Cadre d'engagement consolidé avec les organisations de la société civile](#), AfDB, 2015.
- [Renewables Readiness Assessment – Design To Action: A Guide For Countries Aspiring to Scale-Up Renewable Energy](#), IRENA, 2013.
- Accélérer l'électrification rurale par une formulation accélérée et précise de la politique des mini-réseaux : [Clean Energy Mini-Grid Policy Development Guide](#), United Nations Industrial Development Organization (UNIDO), 2020.
- Cadre politique, ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire : [ASEAN Guideline on off-grid Rural Electrification Approaches](#), ASEAN Centre for Energy, 2013.
- Recommandations politiques pour l'énergie dans les contextes fragiles : [Gender in Energy Interventions in Fragile and Conflict Situations in The Middle East and North Africa Region](#), The International Bank for Reconstruction and Development/La Banque mondiale, 2020, p. 43-44.
- Guide étape par étape à l'intention des décideurs politiques aux niveaux national et régional, axé sur les caractéristiques de conception des politiques et des réglementations qui englobent une approche intégrée du genre : [Blueprint Guide for Creating Gender-sensitive Energy Policies](#), The Clean Energy Solutions Center, 2019.
- [Policy Brief - Green jobs for women in Africa: Opportunities and policy interventions](#), ONU Femmes et AfDB, 2021.
- Guide destiné à aider les autorités de régulation de l'énergie des pays à revenu faible et intermédiaire à promouvoir l'égalité entre les genres dans l'emploi, la politique de régulation de l'énergie et les projets d'infrastructures énergétiques ; stratégies et études de cas : [Practical Guide to Women in Energy Regulation \(Guide pratique des femmes dans la régulation de l'énergie\)](#), Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), 2018.
- Un cadre pour des politiques, des plans et des stratégies énergétiques soucieux de l'égalité entre les genres : [Gender Integration in renewable energy policy: A guideline for renewable energy policy and decision makers](#) (Intégration de la dimension de genre dans la politique en matière d'énergies renouvelables : Un guide pour les décideurs et les responsables de la politique en matière d'énergies renouvelables), Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), 2020.

- Un outil permettant aux gouvernements d'intégrer les questions de genre dans les infrastructures : [Toolkit for Mainstreaming and Implementing Gender Equality 2023](#), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2023, p. 85-94.
- Exemples de normes de conception pour l'aménagement des environnements extérieurs (notamment l'éclairage extérieur) :
  - [BS 8300-1:2018](#) : Design of an accessible and inclusive built environment – External environment. Code of practice, British Standards Institution.
  - [ISO 21542:2021](#) : Cadre bâti – Accessibilité et usage de l'environnement bâti, Organisation internationale de normalisation.
  - [Outdoor Accessibility Guidance](#), Paths for All and Sensory Trust, 2023.
- Exemple de normes d'inclusion des personnes handicapées pour les organisations : [Minimum and high achievement disability inclusion business standards for each DFID business unit](#), Gouvernement du Royaume-Uni.
- Une méthodologie pour mener des audits de genre des politiques énergétiques : « Méthodologie d'audit de genre d'ENERGIA », section 5 dans [Gender audits: An approach to engendering energy policy in Nepal, Kenya and Senegal](#), Clancy, Joy S. et Nthabiseng Mohlakoana, 2020.
- Réformer les politiques d'achats publics pour plus de transparence : [Recommandation du Conseil sur les marchés publics](#), OCDE, 2015.
- Environnement favorable aux entrepreneurs locaux : [Developing the construction industry for employment-intensive infrastructure investments](#), Organisation internationale du travail (OIT), 2019, Chapitre 2.
- [Programmes d'Infrastructures à Haute Intensité de Main-d'œuvre – HIMO : Politiques et pratiques du travail](#), OIT, 1998
- Identifier les canaux d'investissement dans les infrastructures énergétiques durables : [Mapping Channels to Mobilise Institutional Investment in Sustainable Energy](#), OCDE, 2015.



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Gouvernements et organismes de régulation

### Développement d'un environnement habilitant – renforcement des capacités

#### 6. Évaluer et renforcer les capacités de développement et de planification d'infrastructures énergétiques inclusives

- Évaluer les besoins, les lacunes et les limites d'absorption des capacités des différents groupes de parties prenantes. Envisager la nécessité de faire appel à une assistance technique ou financière extérieure.
- Veiller à ce que le personnel, les compétences techniques, le financement, l'équipement et les installations adéquats soient disponibles pour mener à bien la collecte de données ventilées, les consultations participatives, les activités de renforcement des capacités et l'application de réglementations inclusives.
- Intégrer des considérations relatives à l'inclusion dans la structure et la fourniture de la formation, en veillant tout particulièrement à créer un environnement favorable à la participation des femmes, des personnes handicapées et des groupes marginalisés aux activités de formation.
- Améliorer la capacité des gouvernements nationaux, régionaux et locaux à adopter et à mettre en œuvre les cadres politiques pour le développement d'infrastructures énergétiques inclusives.
- Fournir une formation et des ressources (notamment le recrutement de spécialistes techniques) pour mener des évaluations des incidences sociales et environnementales des systèmes énergétiques à toutes les étapes du cycle de vie.
- Fournir une formation aux communautés locales sur la manière de s'engager dans des processus participatifs et des consultations.
- Fournir une formation sur le rôle des solutions énergétiques hors réseau et décentralisées dans la réalisation des objectifs d'électrification, en particulier dans les zones rurales.

- Fournir une formation sur les meilleures pratiques en matière de développement, d'exploitation et de maintenance d'infrastructures résistantes au climat.

#### 7. Sensibiliser à l'égalité entre les genres et à l'inclusion sociale dans les infrastructures énergétiques

- Former des équipes diversifiées qui apporteront leurs propres perspectives à la planification, à la mise en œuvre et à la gestion de l'énergie.
- Sensibiliser les équipes de projet, les partenaires et les fournisseurs aux concepts d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale dans le domaine de l'énergie, afin de garantir que les projets soient mis en œuvre de manière inclusive.
- Mener des campagnes de sensibilisation du public pour améliorer les attitudes et la sensibilité du public à l'égard des besoins des femmes, des personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés dans le domaine de l'énergie, et pour promouvoir la sensibilisation aux politiques, programmes et projets inclusifs en matière d'énergie.
- Commander et publier des travaux de recherche sur l'inclusion dans l'énergie, dans une perspective intersectionnelle.
- Par le biais de groupes de discussion ou d'autres formes de sensibilisation des parties prenantes, faire prendre conscience de l'impact des perturbations des services (dus au climat ou à d'autres événements) sur le bien-être et les moyens de subsistance des femmes et des groupes marginalisés.
- Assurer la formation et la sensibilisation aux problèmes de services rencontrés par les femmes et les groupes marginalisés.
- Identifier les possibilités d'interventions en matière d'utilisation productive ciblant les groupes marginalisés.

## En savoir plus

- Évaluer la capacité du gouvernement à planifier, fournir et gérer les infrastructures : [EnABLE tool](#), UNOPS.
- Évaluation des capacités d'intégration de l'approche intégrée du genre dans le secteur de l'énergie : [Training Needs Assessment and Capacity Building Plan](#), Banque mondiale, 2012 ; [Mainstreaming Gender in Energy Projects – A Practical Handbook](#), ENERGIA, 2011, p. 29-34.
- Améliorer les connaissances et la sensibilisation en matière entre les genres et d'inclusion sociale :
  - [Gender Equality and Human Rights in Climate Action and Renewable Energy](#), UNCC:e-Learn.
  - [Gender Equality and Energy](#), Banque mondiale.
  - [Gender and Energy Equality - e-learning course](#), Energy Sector Management Assistance Program (ESMAP).
  - [How to Series 3: Mainstreaming Gender Equality in Infrastructure](#), Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes).
  - [Disability in the workplace](#), OIT.
  - [Queering Public Space](#), Arup et University of Westminster, 2021.
- Manuel de formation : [Gender and Energy Role Playing: Training Guidebook](#), La Banque mondiale, 2019.
- Guide de formation pour les acteurs impliqués dans le secteur de l'énergie en Amérique latine : [Guide on Gender and Energy for Trainers and Managers of Public Policies and Projects](#), ENERGIA, Olade et Union internationale pour la conservation de la nature, 2015.

- Formation sur la budgétisation inclusive :
  - [La budgétisation tenant compte de la question du genre](#), ONU Femmes
  - [Pratique de la budgétisation sensible au genre : un manuel de formation](#), Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, 2006
- Renforcer les capacités techniques pour la mise en œuvre inclusive :
  - [Building Local Government Capacity for Rural Infrastructure Works](#), OIT, 2003.
  - [ILO Guide for Skills Development in Employment-Intensive Investment Programmes](#), OIT, 2021
  - [Sustainable community-managed and labour-based upgrading of urban low-income settlements](#), OIT, 2002
  - Cours de formation en ligne à destination des spécialistes et des décideurs politiques sur l'intégration des principes de travail décent dans le développement des infrastructures : [Centre international de formation de l'OIT](#)

← Retourner au chapitre Renforcer l'environnement habitant



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Gouvernements

### Planification de systèmes d'infrastructures énergétiques inclusives

#### 1. Créer les conditions nécessaires pour que les femmes et les groupes marginalisés puissent participer de manière significative au processus de planification et influencer les décisions

- Veiller à ce qu'il y ait du personnel, des compétences techniques, des fonds, des équipements et des installations adéquats et diversifiés pour mener des consultations participatives efficaces avec divers groupes de parties prenantes.
- Examinez si des efforts particuliers sont nécessaires pour permettre aux principaux groupes de parties prenantes de s'exprimer, par exemple en faisant appel à des organisations de la société civile locales ou à des organisations de défense des droits des femmes pour faciliter leur participation ou en utilisant d'autres méthodes de communication.

#### 2. Exploiter des stratégies intersectorielles et interfonctionnelles pour garantir des approches intégrées visant à lutter contre l'exclusion énergétique

- Utiliser des approches intersectorielles et interfonctionnelles pour identifier et traiter les problèmes d'exclusion énergétique, notamment par le biais d'évaluations énergétiques inclusives et de stratégies d'approvisionnement.
- Assurer une coordination optimale des plans énergétiques avec l'aménagement du territoire, la gestion des eaux pluviales, la protection de l'environnement, l'agriculture, la santé, l'éducation, les communications numériques, la sécurité publique, les affaires féminines et la protection sociale. L'accès inclusif à l'énergie devrait être abordé parallèlement à d'autres approches inclusives dans différents secteurs, telles que l'aménagement équitable du territoire, un parc de logements abordables et adéquats, l'amélioration des communications numériques pour tirer parti des compteurs intelligents et des technologies de prépaiement, ainsi que des programmes économiques et de subsistance en vue de l'inclusion financière.

#### 3. Promouvoir une planification transparente et inclusive de l'électrification afin d'en accélérer l'accès

- Entreprendre et respecter la planification de la production au moindre coût afin de garantir la combinaison de production la plus propre, la moins coûteuse et la plus fiable pour les consommateur·rice·s
- Entreprendre et respecter les processus de planification principaux de l'électrification à moindre coût avec des cadres clairs et transparents à plusieurs niveaux pour le niveau de service et en tirant parti de solutions d'électrification en réseau et hors réseau.
- Fournir des informations culturellement appropriées concernant les solutions d'électrification prévues et les niveaux de service.
- Planifier l'extension du réseau de manière à ce que le plus grand nombre de ménages et d'entreprises aient la possibilité de se connecter.

#### En savoir plus

- Utiliser des techniques participatives de collecte de données et de consultation :
  - Assurer l'accessibilité des consultations et des événements : [Toolkit on Accessibility: Organization of Accessible Events](#) (Boîte à outils sur l'accessibilité : organisation d'événements accessibles), UNICEF, 2022.
  - La participation des femmes dans les contextes fragiles : [Au-delà des Consultations : Un outil pour coopérer efficacement avec les femmes vivant dans des États fragiles et touchés par des conflits](#), Gaps UK, Women for Women, Amnesty International, Womankind Worldwide, et Saferworld.
  - Impliquer les personnes âgées : [Let's go! Steps for engaging older people and improving communities for all ages](#), Pan American Health Organization, HelpAge International et AARP, 2022 ; et [Participatory research with older people: a sourcebook](#), HelpAge International, 2011.
- Réaliser des évaluations énergétiques inclusives : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps et Women's Refugee Commission, 2020, p. 27-39.
- [Framework for Enhanced Engagement with Civil Society Organizations](#), AfDB, 2015.

- Étude de cas comparative des paramètres de mesure et d'évaluation utilisés par deux programmes énergétiques financés par le gouvernement fédéral et axés sur la réduction des factures d'énergie élevées : [Recognition of and response to energy poverty in the United States](#), Bednar and Reames, 2020.
- [Considerations for a just and equitable energy transition](#), Stockholm Environment Institute (SEI) et Council on Energy, Environment and Water, 2022.
- Études de cas sur les approches intersectorielles dans les projets d'énergie inclusive : [Enabling African Cities for Transformative Energy Access](#), ICLEI - Local Governments for Sustainability Africa
- [Access to modern energy services for health facilities in resource-constrained settings](#), Organisation mondiale de la santé (OMS), 2015.
- [Burning opportunity: clean household energy for health, sustainable development, and wellbeing of women and children](#), OMS, 2016.
- [Clean household energy policy and programme planning guide](#), OMS, 2023.

← Retourner au chapitre Planification des infrastructures énergétiques



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Gouvernements

### Hiérarchiser et préparer les projets d'investissement

#### 1. Développer et donner la priorité aux projets énergétiques ayant des résultats inclusifs, conformément aux priorités stratégiques en matière de durabilité, de résilience et d'inclusion

- Sur la base des évaluations des différents projets, donner la priorité aux projets énergétiques en préparation qui améliorent l'équité pour les femmes et les groupes marginalisés. Cela peut inclure des projets favorisant l'accès à l'énergie propre et la réduction de la précarité énergétique, l'efficacité énergétique et l'accessibilité financière. Il s'agit également de promouvoir l'utilisation de combustibles propres pour la cuisine et les besoins domestiques, tout en soutenant la réduction de la pauvreté temporelle des femmes et la protection des droits fonciers des femmes et des communautés autochtones.
- Utiliser l'analyse décisionnelle multicritères comme outil de prise de décision pour analyser de multiples critères sociaux, environnementaux et financiers (contradictaires), afin de hiérarchiser les projets d'infrastructures. Veiller à ce que les critères soient pondérés en fonction des engagements sociaux et environnementaux définis dans la stratégie et les plans énergétiques.
- Élaborer un dossier de décision pour les projets énergétiques inclusifs.

#### 2. Élaborer un plan d'investissement qui tienne compte des coûts à long terme des projets inclusifs

- Examiner les dépenses consacrées aux services énergétiques destinés spécifiquement aux femmes et aux groupes marginalisés, afin de déterminer si elles sont suffisantes pour répondre à leurs besoins et à leurs exigences.
- Adopter une approche de budgétisation inclusive et favorable à l'égalité entre les genres pour établir une ligne budgétaire dédiée à la mise en œuvre adéquatement financée des actions inclusives dans les projets énergétiques. Cela comprend les coûts de la maintenance à long terme et de la formation des bénéficiaires, en

particulier des femmes et des groupes marginalisés, afin qu'ils puissent exploiter et entretenir les actifs énergétiques qui leur sont transférés.

- Assortir chaque action des plans énergétiques nationaux et régionaux d'une ligne budgétaire et assurer un financement à long terme pour garantir un entretien adéquat pendant la durée de vie opérationnelle des actifs énergétiques.
- Veiller à ce que les investissements proposés prennent en compte les coûts et les bénéfices de l'adaptation aux changements climatiques, notamment les dommages évités, les pertes et les coûts d'adaptation.
- Fournir une comptabilité transparente des priorités d'investissement annuelles fixées sur une période pluriannuelle pour les projets énergétiques, reflétant la manière dont les besoins divers des femmes et des groupes marginalisés sont pris en compte et hiérarchisés.

#### 3. Identifier les financiers qui soutiennent les projets inclusifs et déterminer leurs exigences pour une préparation efficace et compétitive des projets

- Identifier les partenaires financiers et les opportunités de financement qui favorisent les indicateurs d'inclusion, la création d'emplois locaux et le développement social.
- Inciter les donateurs et les partenaires de développement à soutenir des projets d'infrastructure inclusifs.

**En savoir plus**

- Donner la priorité aux interventions inclusives dans le secteur de l'énergie :
  - Vue d'ensemble des questions clés et émergentes dans le domaine de l'égalité entre les genres et de l'énergie durable : [Gender equality in the sustainable energy transition](#), UNIDO et ONU Femmes, 2023.
  - Liste des priorités du secteur de l'énergie : [Checklist for Gender Mainstreaming in the Infrastructure Sector](#), African Development Bank (AfDB), 2009, p. 5.
  - Gender entry points for project designs in energy subsectors: [Gender Tool Kit: Energy Going Beyond the Meter](#), Banque asiatique de développement (Asian Development Bank - ADB), 2012, p. 17-34.
  - Options énergétiques inclusives dans les situations humanitaires : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps et Women's Refugee Commission, 2020, p. 41-44.
  - [Maladies non transmissibles : ce que les Ministères de l'environnement et de l'énergie doivent savoir](#), OMS et PNUD, 2018.
- L'intérêt commercial de se concentrer sur l'égalité des genres dans le secteur des énergies renouvelables : fiche de conseils sur l'intégration de l'égalité des genres dans le secteur privé : [Accelerating Gender Equality in the Renewable Energy Sector](#), ADB, 2022.
  - Exemple de dossier de décision : [Powered by Women: Business Case for Gender Diversity and Equality in Nepal's Hydropower Sector](#), La Banque mondiale, 2021.
- Utiliser l'analyse décisionnelle multicritères pour hiérarchiser les projets : [Prioritizing Infrastructure Investment: A Framework for Government Decision Making](#), La Banque mondiale, 2016
- Boîte à outils pour la sélection et le classement des grands projets énergétiques régionaux : [Building Regional Power Markets in Africa - Tools & Mechanisms for Accelerating Regional and Sub-Regional Projects](#), AfDB, 2021, p. 28-37.
- Enseignements tirés de l'intégration du patrimoine culturel et des questions spirituelles dans les projets énergétiques : [Bujagali Energy projects in Uganda : Lessons learned on cultural heritage and spiritual issues](#), Independent Review Mechanism, African Development Bank Group (AfDB), 2021.
- [Créer des emplois grâce à l'investissement public](#), OIT, 2018.
- Techniques d'optimisation du financement de projets abordables : [Affordability and Optimising Finance](#) (Abordabilité et optimisation du financement), Global Infrastructure Hub, 2019

- Identifier les possibilités de financement :
  - [Explainer: how to finance urban infrastructure](#), C40 Cities Finance Facility, 2017
  - [Financement de l'égalité de genre](#), ONU Femmes
  - Mécanismes de financement dans les villes d'Amérique latine, disponible en anglais, espagnol et portugais : [Guide to Incentivizing Renewable Energy Generation and Energy Efficiency in Buildings in Latin America](#), C40Cities, Children's Investment Fund Foundation et Sustainability & Research, 2020.
  - Identifier les options de financement : [Innovative Financing Models for Energy Infrastructure in Africa](#), Financial Innovations Lab, 2015.
  - Financement dans les petits États insulaires en développement : [Financial Mechanisms for Clean Energy in Small Island Developing States](#), ESMAP, 2015.
  - [How to Close Gender Gaps with Results-Based Financing in Energy Projects](#), La Banque mondiale, 2020.
- Engager les donateurs et les partenaires de développement à élaborer ou à mettre en œuvre des politiques organisationnelles en matière de handicap et d'accessibilité : [Toolkit on Accessibility: Advocacy for Accessibility](#) (Boîte à outils sur l'accessibilité : Plaidoyer pour l'accessibilité), UNICEF, 2022, p. 25
- Promouvoir l'égalité des genres dans les partenariats public-privé pour les projets d'infrastructures énergétiques : [A Tool Kit for Promoting Gender Equality in Public-Private Partnerships](#), ADB, 2023.
- Lignes directrices sur la budgétisation inclusive :
  - [Gender-Responsive Budgeting in Asia and the Pacific: Key Concepts and Good Practices](#), United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (UNESCAP), 2018
  - [Handbook on Costing Gender Equality](#), ONU Femmes, 2015

← Retourner au chapitre Définition des priorités, préparation et investissements



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Spécialistes en planification et entreprises du secteur énergétique

### Planification de systèmes d'infrastructures énergétiques inclusives

#### 1. Travailler avec la population et les ONG locales pour identifier et corriger les inégalités énergétiques existantes

- Développer et maintenir une base de données géoréférencée des comptes des consommateur·rice·s, permettant aux spécialistes de la planification d'évaluer les populations les plus affectées par les lacunes de performance des systèmes.
- Développer et maintenir des réseaux intelligents qui fournissent des informations en temps réel sur les mesures de performance des systèmes, telles que l'indice de durée moyenne d'interruption touchant le réseau (SAIDI), l'indice de fréquence moyenne d'interruption du réseau (SAIFI), l'énergie non distribuée, etc. Ces données permettront d'identifier et d'améliorer les zones où le service est médiocre.
- Exploiter les connaissances d'experts et de non-experts, les expériences vécues et les données spatiales (ventilées au minimum par sexe, âge, revenu et handicap) pour identifier les lacunes dans la fourniture de services énergétiques inclusifs, en particulier en ce qui concerne les perturbations climatiques. Prendre en compte les inégalités d'accès à l'énergie entre et au sein des différentes régions, villes et communautés.
- Identifier les endroits où les infrastructures énergétiques existantes peuvent être améliorées, rénovées ou mieux intégrées afin de garantir un meilleur accès aux diverses populations.
- Élaborer un plan inclusif et participatif afin d'identifier et de fournir des alternatives viables aux connexions de réseaux illicites.
- Lors de la collecte et de l'analyse des données, il convient de se concentrer sur la théorie du changement, afin d'identifier les changements de comportements, de connaissances, de compétences, d'attitudes et de croyances des utilisateur·rice·s,

des prestataires de services, des autorités de planification et des autres parties prenantes qui sont nécessaires pour planifier, mettre en œuvre et entretenir efficacement les infrastructures énergétiques inclusives.

#### 2. Utiliser des données ventilées, des consultations participatives et des évaluations contextuelles pour identifier les divers besoins en matière d'énergie

- Dresser un inventaire des données disponibles et identifier les lacunes à combler.
- Lors de la collecte et de l'analyse des données, il convient de se concentrer sur la théorie du changement, afin d'identifier les changements de comportements, de connaissances, de compétences, d'attitudes et de croyances des utilisateur·rice·s, des prestataires de services, des autorités de planification et des autres parties prenantes qui sont nécessaires pour planifier, mettre en œuvre et entretenir efficacement les infrastructures énergétiques inclusives.
- Appliquer soigneusement les principes éthiques en matière de données lors de la collecte, du stockage, de la communication et de la diffusion des données.
- Réaliser des enquêtes auprès des ménages pour collecter des données géoréférencées sur les besoins énergétiques, les préférences et la volonté de payer, ventilées par sexe, âge, revenu et handicap lorsque cela est pertinent et applicable.
- Encoder les données ventilées dans des cartes géographiques, afin d'identifier la distribution géographique des besoins énergétiques et les différences d'utilisation lorsque cela est possible.
- Identifier les communautés et les quartiers qui ne bénéficient pas de la même manière des investissements actuels dans les infrastructures énergétiques, et les inviter à participer à des consultations sur leurs besoins et leurs défis.
- Mener des discussions de groupes cibles avec des organisations de la société civile représentant les femmes et les groupes marginalisés, afin de vérifier les besoins intersectionnels en matière d'énergie qui peuvent ne pas être apparents dans les données quantitatives.

- Mener une analyse « Égalité entre les genres et inclusion sociale » qui tienne compte du rôle des normes sociales dans l'utilisation de l'énergie, l'accès, les besoins et la prise de décision au niveau des ménages, des communautés et de la gouvernance.
- Analyser les données et procéder à des évaluations contextuelles, pour identifier les besoins spécifiques au contexte et les emplacements appropriés pour les infrastructures énergétiques nouvelles ou rénovées.

### En savoir plus

- Élaborer une théorie du changement décrivant comment les projets d'infrastructures énergétiques inclusives peuvent conduire à des résultats inclusifs : [Enhancing Gender Equality in Infrastructure Development: Theories of Change, Indicators, and Sector Strategies](#), ADB, 2023.
- Orientations thématiques sur l'analyse de genre et l'énergie : [Gender Analysis in Technical Areas: Energy Infrastructure](#), ONU Femmes, 2022.
- Guide sur l'analyse de l'inclusion sociale : [The gender and social inclusion toolkit](#), Civicus.
- Liste d'outils et d'exemples de questions d'enquête pour l'évaluation du genre : [Gender and Social Inclusion, Online Resources for Integrating Gender into Energy Operations, Step 1](#), ESMAP, voir les ressources téléchargeables aux étapes 1B et 1C.
- Collecter des données spécifiques à l'énergie : [Energy Policies and Multitopic Household Surveys: Guidelines for Questionnaire Design in Living Standards Measurement Studies](#), La Banque mondiale, 2006.
- Des orientations plus larges sur la manière de mener des recherches :
  - [Doing Qualitative Research for Development Programming: A step-by-step guide](#), The Asia Foundation, 2023
  - Collecter des données ventilées : [Practical Guidebook On Data Disaggregation For The Sustainable Development Goals](#), ADB, 2022.
  - Intégrer l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale dans la recherche qualitative et quantitative, en mettant l'accent sur l'intersectionnalité : [Integrating gender and social equality into sustainable development research: a guidance note](#), SEI, 2018.
- Réaliser des évaluations énergétiques inclusives : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps et Women's Refugee Commission, 2020, p. 27-40.

- [Guidance Note on Disability-Inclusive Project Management Cycle](#), UNESCAP, 2021.
- [Guide on Gender Mainstreaming in Energy and Climate Change Projects](#), UNIDO, 2014.
- [Gender Tool Kit: Energy Going Beyond the Meter](#), ADB, 2012.
- Stratégies pour renforcer l'équité (notamment la participation des communautés) dans la décarbonisation : [Near-Term Strategies for Centering Equity in Building Decarbonization](#), Northeast Energy Efficiency Partnerships, 2022.
- Exemples de questions essentielles pour garantir l'intersectionnalité dans la conception des projets énergétiques communautaires : [Towards an intersectional perspective on community energy: work-in-progress within CESET](#), Castan Broto V. et al., 2022, p. 5, 6, 11.
- [Energy Resilience Framework](#), Arup.

### 3. Élaborer et évaluer des options de planification énergétiques sur la base de résultats durables, résilients et inclusifs

- Sur la base des lacunes identifiées, des tendances futures et des projections de croissance démographique, créer une stratégie énergétique à long terme avec des objectifs inclusifs, alignés sur les stratégies climatiques et de durabilité. Comprendre et appliquer les dispositions inclusives telles que stipulées dans les politiques, les réglementations et les lois relatives à l'accès à l'énergie.
- En accord avec la stratégie énergétique à long terme, élaborer des plans à moyen terme pour les infrastructures énergétiques, coordonnés avec les plans d'occupation des sols, les plans de développement et d'autres plans sectoriels. Veiller à ce que ces plans intègrent des dispositions en faveur de l'inclusion, de la durabilité et de la résilience, telles que des considérations relatives à la conception universelle, à la prévention de la criminalité, à la conception intégrant une dimension de genre, à la sécurité de la population et aux solutions durables.
- Identifier les infrastructures critiques en termes de système lui-même et d'utilisateur·rice·s (par exemple, les sous-stations qui desservent les hôpitaux) et veiller à ce que les mesures d'adaptation nécessaires soient prises lors de la planification.

- En se basant sur un cadre objectif et transparent à plusieurs niveaux pour l'accès à l'énergie et en combinant des solutions en réseau et hors réseau, fournir aux consommateurs-rices les solutions d'accès à l'énergie les plus rentables et les plus rapides à déployer.
- Développer des itinéraires pour les extensions ou les densifications du réseau qui desservent le plus grand nombre possible de ménages et d'entreprises.
- Faire appel à des spécialistes compétents pour réaliser une Évaluation environnementale stratégique et une Évaluation de l'incidence sur l'égalité/la diversité, afin d'analyser les options stratégiques en vue d'atteindre les objectifs globaux de développement durable, de résilience et d'inclusion.
- Identifier les risques climatiques négatifs et la vulnérabilité par le biais d'une Évaluation des risques climatiques et de la vulnérabilité des systèmes et sources d'énergie existants. Définir des mesures possibles pour renforcer la résilience climatique des systèmes énergétiques, comme par exemple l'utilisation de câbles de transmission et de distribution souterrains dans les zones exposées aux vents violents, aux inondations, aux glissements de terrain et aux incendies.
- Définir clairement les rôles, les responsabilités et les mécanismes de coordination entre les différents acteurs impliqués dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'exploitation à long terme des systèmes d'infrastructures énergétiques.
- Indiquer les exigences en capacités spécifiques nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie et des plans énergétiques et la manière dont ces capacités seront financées et renforcées.
- Décrire les approches de mise en œuvre inclusives qui devraient être privilégiées lors de la réalisation de projets d'infrastructures, telles que l'utilisation d'une planification participative, de méthodes de travail à haute intensité de main-d'œuvre et basées sur les ressources locales, ainsi que de technologies et de matériaux de construction durables.

### En savoir plus

- Guide pour les études de planification technique sur l'intégration de l'énergie solaire et éolienne dans les petits États insulaires : [Transforming small-island power systems](#), IRENA, 2019.
- Bonnes pratiques initiatives du secteur de l'énergie contribuant aux Objectifs mondiaux : [SDG Industry Matrix – Energy, Natural Resources & Chemicals](#), Pacte Mondial des Nations Unies et KPMG, 2017.
- Conception de programmes énergétiques inclusifs dans les situations humanitaires : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps and Women's Refugee Commission, 2020, p. 41-45.
- Planifier la préparation aux catastrophes dans une ville résiliente : [Energy: optional sectoral module](#), La Banque mondiale, 2018, faisant partie du [City Strength Resilient Cities programme](#).
- Des outils pour soutenir la formulation de politiques énergétiques durables et de stratégies nationales globales en matière de climat :
  - Open-Source Spatial Electrification Tool ([OnSSET](#)) : Un outil polyvalent à code source ouvert conçu pour faciliter l'analyse complète de l'électrification au niveau géographique et offrant un soutien aux stratégies énergétiques durables.
  - [OnStove](#) : Un outil géospatial de cuisine propre conçu pour améliorer les pratiques culinaires respectueuses de l'environnement et réduire les émissions.
  - [Exemple d'application](#) à l'Afrique subsaharienne.
  - [OSeMOSYS](#) : Un système de modélisation à code source ouvert pour des évaluations intégrées approfondies et à long terme et la planification énergétique, contribuant à une prise de décision éclairée.
- Lignes directrices sur l'analyse de genre : [UNIDO Guide to Gender Analysis and Gender Mainstreaming the Project Cycle](#), UNIDO.
- Exemples de questions essentielles pour garantir l'intersectionnalité dans la conception des projets énergétiques communautaires : [Towards an intersectional perspective on community energy: work-in-progress within CESET](#), Castan Broto V. et al., 2022, p. 5, 6, 11.

- Lignes directrices sur les études d'impact social et environnemental :
  - Comment intégrer les garanties environnementales et sociales tout au long du cycle du projet : [Environmental and social safeguards guidelines](#), OIT, 2022
  - Lignes directrices pour des infrastructures favorables à l'égalité entre les genres, notamment un outil sur les Études d'impact environnemental et social : [Guide on integrating gender throughout infrastructure project phases in Asia and the Pacific](#), ONU Femmes et UNOPS, 2019.
- Réaliser des études pour soutenir la prise de décision et l'évaluation : [Locating the unintended consequences of interventions: A tool for analysing impact inequality in development programming](#), SEI, 2023

← Retourner au chapitre Planification des infrastructures énergétiques



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Spécialistes en planification et en conception

### Hiérarchiser et préparer les projets d'investissement

#### 1. Réaliser des évaluations pour réduire le nombre de projets énergétiques inclusifs à privilégier et exclure les projets ayant des effets négatifs inévitables

- Explorer l'historique des projets énergétiques dans la région et les raisons de leur succès ou de leur échec.
- Réaliser une Évaluation de l'équité, une Évaluation environnementale stratégique, une Évaluation de l'impact sur l'égalité et la diversité et une Analyse des coûts et bénéfices sociaux afin de classer les projets possibles en fonction de leurs avantages et de leurs coûts.
- Mener des évaluations techniques, environnementales et sociales de préfaisabilité des projets. Identifier les effets négatifs potentiels des activités du projet sur l'accès à la terre, en particulier pour les communautés rurales ou autochtones, et envisager des mesures d'atténuation qui compenseraient de manière égale les hommes et les femmes.
- Vérifier s'il existe une capacité financière et technique pour réaliser le projet dans les délais prévus.
- Créer une liste d'exclusion des projets proposés dont les évaluations ont montré qu'ils auraient des effets négatifs irréversibles ou irrémédiables sur l'environnement ou la population.

#### 2. Évaluer les besoins énergétiques intersectoriels des parties prenantes et des bénéficiaires, pour s'assurer que le projet améliore l'accès à l'énergie des groupes marginalisés

- Réaliser une analyse des parties prenantes qui utilise une approche intersectionnelle pour identifier les besoins des différents membres de la communauté. Continuer à développer l'analyse sur la base d'informations nouvelles.

- Identifier comment les services énergétiques sont actuellement utilisés. Évaluer comment ils peuvent être rendus plus équitables pour les différent·e·s utilisateur·rice·s, sur la base de consultations des parties prenantes et d'une analyse intersectionnelle des données ventilées sur les besoins et les préférences en matière d'énergie.
- Évaluer la sécurité et le risque (réel et perçu) de criminalité et de harcèlement sexuel sur les itinéraires de collecte de combustibles.
- Prendre en compte la vulnérabilité des communautés cibles aux changements climatiques et l'incidence de cette vulnérabilité sur les performances des infrastructures énergétiques (par exemple, vents violents, incendies et inondations affectant les lignes de transmission et de distribution).
- Mener des consultations avec les parties prenantes pour comprendre les obstacles systémiques au raccordement auxquels sont confrontés les bénéficiaires cibles, en portant une attention particulière aux femmes et aux groupes marginalisés. Identifier des actions pour lever ces obstacles, telles que la simplification des exigences administratives ou la réduction des coûts initiaux de raccordement et de câblage intérieur, afin que les populations ciblées puissent pleinement bénéficier des avantages escomptés.

#### En savoir plus

- Procéder à des évaluations pour réduire le nombre de projets énergétiques :
  - Mener une analyse sociale : [Social Analysis Sourcebook: incorporating social dimensions into Bank supported projects](#), La Banque mondiale
  - Évaluer l'incidence sur l'emploi : [Employment Impact Assessment \(EmplA\); Guide for Monitoring Employment and Conducting Employment Impact Assessments \(EmplA\) of Infrastructure Investments](#), OIT, 2020.
  - Fiches d'information et outils sur l'énergie et la santé : [Energy and health](#), OMS.
  - Comparer les risques et les dangers avec les critères d'exposition et de vulnérabilité dans les pays du monde entier : [Global Systemic Risk Assessment Tool](#), Oxford Programme for Sustainable Infrastructure Systems, Université d'Oxford.
  - Réaliser une évaluation nocturne de la vulnérabilité : [How can lighting make our cities more inclusive?](#), Arup, 2020.

- Évaluer les considérations de genre pour développer des projets énergétiques d'adaptation au climat : outil [Her4Climate](#), ARUP et Cities Alliance, 2022.
- Intégrer la vision d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale dans l'analyse des résultats : [Integrating gender and social equality into sustainable development research: A guidance note](#), SEI, 2018

### 3. Concevoir le concept du projet et la théorie du changement pour obtenir des résultats inclusifs pour les consommateur·rice·s d'énergie, le personnel et les communautés concernées

- Concevoir le concept et la théorie du changement du projet pour répondre aux divers besoins énergétiques des femmes et des groupes marginalisés (en tant que consommateur·rice·s, fournisseurs, membres du personnel et personnes qui participent à la chaîne de valeur), et en tenant compte de la durabilité et de la résilience du bien ou du service énergétique face aux changements climatiques, aux catastrophes et aux conflits.
- Pour les projets d'électrification impliquant l'extension ou la densification du réseau, ainsi que pour les mini-réseaux, il est essentiel de planifier les nouvelles lignes de distribution de manière à maximiser les raccordements et à garantir que personne ne soit laissé pour compte.
- Pour les projets d'électrification en particulier, concevoir des campagnes d'information et de sensibilisation pour accompagner l'infrastructure prévue afin de s'assurer que les consommateur·rice·s potentiels bénéficient effectivement d'un raccordement.
- Comprendre et appliquer les dispositions inclusives telles que stipulées dans les politiques, les règlements et les lois en ce qui concerne l'accès à l'énergie.
- Lors de la sélection du site, il est essentiel de s'assurer qu'il soit situé dans une zone offrant un accès sûr et sécurisé pour les femmes, les hommes et les groupes marginalisés qui exploiteront et entretiendront l'actif énergétique.
- Faire des choix de conception pour développer des systèmes qui seront faciles à utiliser pour tous les bénéficiaires, à exploiter et à entretenir par tout le personnel, en privilégiant les solutions qui demandent moins d'efforts.

- Prévoir des dispositifs énergétiques économiques, sûrs et accessibles.
- Collaborer avec les autorités compétentes pour coordonner l'aménagement du territoire actuel et futur, afin de répondre efficacement aux besoins actuels, provisoires et futurs des communautés concernées en matière d'utilisation et d'accès à l'énergie.
- Déterminer les approches à utiliser pour une mise en œuvre inclusive, telles que les approches à haute intensité de main-d'œuvre et les approches basées sur les ressources locales, et la manière dont cela affecte la conception et la planification du projet.

#### En savoir plus

- Élaborer une théorie du changement décrivant comment les projets d'infrastructures énergétiques inclusifs peuvent conduire à des résultats inclusifs : [Enhancing Gender Equality in Infrastructure Development: Theories of Change, Indicators, and Sector Strategies](#), ADB, 2023.
- Concevoir le projet selon les principes de l'inclusion :
  - [Global Street Design Guide – Utilities](#), Global Designing Cities Initiative, 2016.
  - [Guidance Note on Disability-Inclusive Project Management Cycle](#), UNESCAP, 2021.
  - Listes de contrôle pour l'intégration de la dimension de genre dans les projets énergétiques : [STEP 1A | Gender Assessment Resources : Review/Screening](#), ESMAP.
- Un aperçu de la manière dont l'accessibilité doit être prise en compte dans les situations d'urgence et la préparation aux catastrophes : [Toolkit on Accessibility – Section C: Accessibility in emergencies](#), UNICEF, 2022.
- Cadre politique pour l'emploi à court terme afin de fournir des opportunités immédiates de liquidités aux communautés vulnérables : [Travaux de crise dans le cadre du Programme HIMO](#), OIT, 2021.
- Impacts des infrastructures énergétiques sur les terres, mesures d'atténuation : [Getting to Gender Equality in Energy Infrastructure, Lessons from Electricity Generation, Transmission, and Distribution Projects](#), La Banque mondiale, 2018, p. 37-54.
- Bonnes pratiques initiales du secteur de l'énergie contribuant aux Objectifs mondiaux : [SDG Industry Matrix – Energy, Natural Resources & Chemicals](#), Pacte Mondial des Nations Unies et KPMG, 2017.
- [Measuring Impacts and Enabling Investments in Energy-Smart Agrifood Chains](#), Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et GIZ, 2019.

#### 4. Analyser et évaluer la faisabilité d'un projet en fonction de ses incidences environnementales, sociales, culturelles et économiques et de ses avantages connexes

- Examiner le contexte socio-économique du projet, notamment la culture, les normes et les valeurs locales relatives à l'utilisation des services énergétiques, ainsi que les inégalités sociales et de genre.
- Déterminer les risques potentiels et les effets négatifs du projet sur la communauté locale et l'environnement, notamment la possibilité de perpétuer les inégalités existantes, la discrimination à l'encontre de groupes particuliers, les violations des droits humains, les risques pour la sécurité des femmes, la perturbation des réseaux informels et les risques pour l'environnement.
- Identifier les éventuels impacts sur la santé, la sécurité et l'environnement et la manière dont ils seront atténués, gérés et traités.
- Tenir compte de toute inégalité dans la manière dont les communautés accèdent aux services écosystémiques et aux ressources naturelles, et de la possibilité que les activités du projet aient un impact sur l'accès à ces ressources naturelles et sur leur gestion.
- Déterminer si les activités du projet pourraient avoir un impact négatif sur le patrimoine culturel et naturel matériel ou immatériel ou sur les services écosystémiques.
- Lorsqu'il n'existe aucune possibilité d'atténuer et de prévenir les effets négatifs majeurs sur les communautés locales, l'environnement et/ou les groupes marginalisés, les projets doivent être déclarés irréalisables.

#### En savoir plus

- Mener une analyse sociale : [Social Analysis Sourcebook: incorporating social dimensions into Bank supported projects](#), La Banque mondiale
- Évaluer l'incidence sur l'emploi :
  - [Évaluations de l'impact sur l'emploi \(EIE\) dans les programmes d'investissement en infrastructure](#), OIT, 2021.
  - [Guide for Monitoring Employment and Conducting Employment Impact Assessments \(EmplIA\) of Infrastructure Investments](#), OIT, 2020.
- Déterminer les impacts élargis des interventions de développement : [Locating the Unintended Consequences of Interventions: A Tool for Analysing Impact Inequality in Development Programming](#), SEI, 2023
- Santé, sécurité et sûreté de la communauté : [Environmental and social safeguards guidelines](#), OIT, 2022, p. 11-13.



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Spécialistes de la conception

### Concevoir des projets énergétiques inclusifs

#### 1. Intégrer les résultats des processus participatifs et co-créatifs dans la conception

- Sur la base des consultations participatives, identifier les caractéristiques de conception et les options technologiques susceptibles de favoriser l'accès inclusif à l'énergie pour les femmes et les groupes marginalisés, tout en tenant compte des avis des parties prenantes concernées.
- Organiser des ateliers de conception pour co-créer, discuter et convenir des caractéristiques de la conception ou des options technologiques avec les bénéficiaires ciblés et les parties prenantes concernées.
- Prendre en considération la culture, les normes et les valeurs locales qui ont une incidence sur l'utilisation de l'énergie.

#### 2. Intégrer des approches de conception qui favorisent l'inclusion tout en s'efforçant de parvenir à la durabilité et à la résilience

- Concevoir des projets qui intègrent l'inclusion, la résilience climatique et la durabilité, par exemple en utilisant des solutions basées sur la nature pour la conservation de l'énergie dans les bâtiments et l'utilisation d'énergies renouvelables. Comprendre et appliquer les dispositions inclusives stipulées dans les politiques, les réglementations et les lois relatives à l'accès à l'énergie.
- Veiller à ce que la conception du projet respecte les institutions, les établissements et le patrimoine naturel et culturel existants.

#### 3. Optimiser la conception pour maximiser les effets positifs, minimiser les effets négatifs et réduire les coûts d'exploitation et de maintenance futurs

- Utiliser des codes et des normes de conception qui sont alignés sur les meilleures pratiques internationales, qui répondent aux besoins de tous les utilisateur·rice·s finaux·le·s identifié·e·s, qui protègent l'environnement local et qui tiennent compte des risques locaux.
- Tenir compte de la sécurité et de la sûreté de tous les utilisateur·rice·s, en particulier des groupes marginalisés et des femmes dans toute leur diversité, lors de la planification du site du projet d'infrastructures.
- Veiller à ce que la conception et le choix du site tiennent compte de la manière dont les divers groupes vivant, travaillant, étudiant et jouant à proximité des infrastructures énergétiques seront affectés par les activités de construction, d'exploitation et de maintenance.
- Optimiser la conception du projet énergétique, pour réduire les coûts d'exploitation et de maintenance futurs, ce qui a une incidence sur le caractère abordable du service énergétique.
- Concevoir en tenant compte de la capacité existante à exploiter et à entretenir les systèmes (éviter une grande complexité) et définir les types de renforcements des capacités qui devront être fournis aux opérateur·rice·s.
- Pour les projets d'extension du réseau, de densification du réseau ou de mini-réseaux, il faut veiller à ce que les nouvelles lignes de distribution soient acheminées de manière à permettre au plus grand nombre possible de ménages et d'entreprises de s'y raccorder.

#### 4. Maintenir une conception flexible pour répondre aux besoins présents et futurs

- Tenir compte de la dynamique temporelle et physique des quartiers informels.
- Étant donné le long intervalle pouvant s'écouler entre la planification et la mise en œuvre des projets d'infrastructure, il faut garantir une conception suffisamment flexible pour s'adapter aux petits changements. Ceci est particulièrement important pour les projets dans les quartiers informels, où les changements peuvent survenir très rapidement.

- Identifier les scénarios d'utilisation future afin d'orienter la conception d'infrastructures durables, adaptées à leur durée de vie prévue ainsi qu'à leur utilisation actuelle et future.
- Évaluer et développer la conception pour inclure la réutilisation et l'adaptation des infrastructures existantes.

## 5. Envisager l'utilisation de spécifications basées sur les performances ou les résultats avec des dispositions inclusives

- Envisager d'utiliser des spécifications basées sur les performances ou les résultats dans le cadre de la documentation relative à la conception du projet. Cela peut favoriser les solutions innovantes devant être proposées par les soumissionnaires et permettre de définir des exigences de performance inclusives qui répondent aux besoins des utilisateur·rice·s finaux·ales au lieu de se concentrer sur des paramètres techniques.

### En savoir plus

- Concevoir et élaborer des projets inclusifs dans le secteur de l'énergie :
  - [Gender Tool Kit: Energy Going Beyond the Meter](#), ADB, 2012.
  - Cadre : l'égalité des genres dans le développement énergétique : [Gender-Inclusive Approaches in the Energy Sector](#), ADB, 2018.
  - [Guidance Note on Disability-Inclusive Project Management Cycle](#), UNESCAP, 2021.
  - Concevoir des infrastructures favorables à l'égalité entre les genres : [Guide on integrating gender throughout infrastructure project phases in Asia and the Pacific](#), ONU Femmes et UNOPS, 2019.
  - Listes de contrôle pour l'intégration de la dimension de genre dans les projets énergétiques : [STEP 1A | Gender Assessment Resources: Review/Screening](#), ESMAP.
- Bonnes pratiques, initiatives du secteur de l'énergie contribuant aux Objectifs mondiaux : [SDG Industry Matrix – Energy, Natural Resources & Chemicals](#), Pacte Mondial des Nations Unies et KPMG, 2017.
- [Integrated Electrification Pathways for Universal Access to Electricity: A Primer](#), IRENA, 2019.

- [Planning pro-poor energy services for maximum impact: The Energy Delivery Model Toolkit](#), International Institute for Environment and Development et Catholic Agency for Overseas Development, 2017.
- [Renewable energy for agri-food systems – Towards the Sustainable Development Goals and the Paris agreement](#), IRENA et FAO, 2021.
- [Performance-Based Specifications: Exploring when they work and why](#), International Institute for Sustainable Development, 2014.
- Des solutions énergétiques innovantes et inclusives :
  - [Liter of Light](#)
  - [Mini-Grid Project Guide Developed for Small Islands](#), IRENA, 2017.
  - [Emergency Power Planning for People Who Use Electricity and Battery-Dependent Assistive Technology and Medical Devices](#), Americans with Disabilities Act (ADA) National Network.
  - Conception de programmes énergétiques inclusifs dans les situations humanitaires : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps et Women's Refugee Commission, 2020, p. 41-45.
  - Accélérer l'électrification des établissements de soins de santé : [Energizing health: accelerating electricity access in health-care facilities](#), OMS, IRENA et La Banque mondiale, 2023.
- Exemples de normes de conception pour l'aménagement des environnements extérieurs (notamment l'éclairage extérieur) :
  - [BS 8300-1:2018](#) : Design of an accessible and inclusive built environment – External environment. Code of practice, British Standards Institution.
  - [ISO 21542:2021](#) : Cadre bâti – Accessibilité et usage de l'environnement bâti, Organisation internationale de normalisation.
  - [Outdoor Accessibility Guidance](#), Paths for All and Sensory Trust, 2023.
- Approche communautaire des interventions sur l'éclairage public : [Tip Sheet 1: Public Lighting, Gender and Safety in Emergencies](#), Oxfam, 2020.

← Retourner au chapitre Conception



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Entreprises du secteur énergétique

### Préparation des projets pour l'investissement

#### 1. Engager des experts en consultation participative pour mener des consultations participatives continues et des processus de co-création avec les communautés locales et les organisations de la société civile, afin d'éclairer la définition du projet, de résoudre les conflits fonciers et de répondre aux besoins énergétiques spécifiques au contexte

- Faire appel à des spécialistes en conception participative et en consultation communautaire pour soutenir et éclairer le processus participatif.
- Utiliser des données ventilées en vue d'identifier les principaux groupes de parties prenantes qui devraient participer aux consultations, en particulier les groupes sous-représentés.
- Effectuer une analyse de genre et de pouvoir afin de déterminer les méthodes d'engagement appropriées au regard des dynamiques sociopolitiques. Déterminer si des efforts particuliers sont nécessaires pour faire entendre la voix des principaux groupes de parties prenantes, par exemple en faisant appel à des organisations de la société civile locales dans le but de faciliter leur participation, en utilisant des méthodes de communication alternatives ou en menant des consultations dans des lieux différents et dans des groupes de taille différente.
- Coordonner avec les gouvernements locaux, les organisations de la société civile, les entreprises locales et d'autres organisations communautaires afin de garantir une approche intégrée de la collecte d'informations.
- Mener des consultations et des discussions de groupe avec les utilisateur·rice·s et les organisations de la société civile dans chaque communauté concernée par l'infrastructure énergétique, afin de comprendre leurs expériences quotidiennes et les nuances associées aux modes de consommation d'énergie des différents utilisateur·rice·s, en particulier les femmes et les groupes marginalisés.

- Envisager d'utiliser des techniques participatives de collecte de données visant à éclairer la planification du projet énergétique, telles que la cartographie participative des schémas de collecte du combustible dans la communauté. Envisager d'utiliser l'approche de la science citoyenne, ou d'employer et de former des membres de la population à la collecte de données et à la défense du projet.
- Utiliser des méthodes participatives et fondées sur les droits humains pour arbitrer et résoudre tout conflit concernant les terres dont l'utilisation est prévue pour le projet énergétique.
- Inclure dans les évaluations la compréhension des pratiques socioculturelles liées à l'utilisation de l'énergie et à la collecte de combustibles.
- Améliorer la motivation, les possibilités et la capacité des utilisateur·rice·s cibles à utiliser une solution énergétique proposée afin d'améliorer l'acceptation par la communauté et de créer une demande pour le projet énergétique.

#### En savoir plus

- S'aligner sur les normes internationales en matière d'engagement communautaire : [Minimum quality standards and indicators in community engagement](#), UNICEF, 2020.
- [Stimulating investment in community energy: Broadening the ownership of renewables](#), IRENA Coalition for Action, 2020.
- Mener des processus participatifs et co-créatifs :
  - [The Role of Local Energy Communities in Clean Energy Transitions](#), IEA, 2023.
  - [Tool : Co-design exercises](#), Active Neighbourhoods Canada
  - [Technologies basées sur les ressources locales](#), OIT, 2020
  - Guide sur la participation des citoyens à la mise en œuvre de mesures d'atténuation ou d'adaptation aux changements climatiques, disponible en anglais, en français, en espagnol et en portugais : [Guide de l'engagement communautaire inclusif](#), C40Cities, Citi Foundation et Arup, 2019.
  - Un exemple d'approche participative pour introduire le concept de transition vers l'électricité pour la cuisine : [Beyond fire: Backcasting a pathway to fully electric cooking in rural Kenya by 2030](#), Stockholm Environment Institute (SEI) et Hivos, 2020.
  - [Gender tool kit: Energy – Going beyond the meter](#), Banque asiatique de développement, 2012.

- Veiller à ce que les femmes et les groupes marginalisés puissent participer de manière significative :
  - [Toolkit on Accessibility: Organization of Accessible Events](#), UNICEF, 2022
  - [Au-delà des Consultations : Un outil pour coopérer efficacement avec les femmes vivant dans des États fragiles et touchés par des conflits](#), Gaps UK, Women for Women, Amnesty International, Womankind Worldwide, et Saferworld
  - [Let's go! Steps for engaging older people and improving communities for all ages](#), HelpAge, 2022
  - [Participatory research with older people: a sourcebook](#), HelpAge, 2011
  - [Participatory approaches for gender-sensitive research design](#), CGIAR, 2014
- Traiter les conflits dans les pays de manière inclusive et participative : [Dealing with Conflict](#), Chapitre 9 de *Advancing inclusive land governance*, Both ENDS, 2020

## 2. Incorporer des cibles et des objectifs d'inclusion dans le cahier des charges du projet.

- Incorporer des objectifs d'inclusion dans le cahier des charges du projet, notamment les cibles, les contraintes et les normes requises ou les meilleures pratiques internationales à suivre pour la conception inclusive et la mise en œuvre à suivre.
- Aligner les objectifs du projet sur les cibles stratégiques pour un programme énergétique inclusif, durable et résilient.
- Réaliser une Analyse sociale des coûts et bénéfices pour quantifier les bénéfices sociaux intangibles du projet, tels que les impacts environnementaux, les gains de temps, les bénéfices en termes de santé et de bien-être, et les coûts des accidents.
- Mener des études sur la capacité et la volonté des acteurs cibles à payer pour le service énergétique, afin de déterminer si des subventions financières sont nécessaires pour rendre ce service plus abordable.
- Déterminer si le projet peut être utilisé pour offrir des emplois à court terme, afin de fournir des liquidités immédiates aux communautés touchées par des catastrophes et des conflits.

## En savoir plus

- Effectuer une analyse sociale des coûts et des bénéfices : [Valuation Techniques for Social Cost-Benefit Analysis](#), HM Treasury et UK Department for Work and Pensions, 2011.
  - Exemple d'analyse coûts-avantages sociaux : [Social cost-benefit analysis of climate change mitigation options in a European context](#), Energy research Centre of the Netherlands, 2006.
- Déterminer si le projet peut fournir des emplois à court terme en réponse aux chocs et aux stress :
  - Communautés touchées par les catastrophes : [Emploi d'urgence](#), OIT, 2021.
  - Communautés dans des contextes fragiles et touchés par des conflits : [How to design, monitor and evaluate peacebuilding results in Jobs for Peace and Resilience programmes](#), OIT, 2019.

← Retour au chapitre Définition des priorités, préparation et investissements



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Entreprises du secteur énergétique

### Exploiter et entretenir les actifs et les services énergétiques inclusifs

#### 1. Sensibiliser à l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale pour favoriser des environnements inclusifs dans le secteur de l'énergie

- Améliorer les politiques de main-d'œuvre, les programmes de formation et les mesures de recrutement, afin d'encourager la participation des groupes sous-représentés, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, à l'exploitation et à la maintenance des actifs et services énergétiques.
- Mener des campagnes de sensibilisation pour prévenir la discrimination, la violence fondée sur le genre et le harcèlement sexuel dans le secteur de l'énergie.

#### 2. Exploiter et entretenir les installations et les services énergétiques, afin de fournir une énergie sûre, fiable et accessible à tous les types de consommateurs

- Veiller à ce que les réseaux électriques soient bien entretenus et opérationnels, en accordant une attention particulière à la réduction des pertes techniques et à la sécurité publique.
- Comprendre et appliquer les dispositions inclusives telles que stipulées dans les politiques, les règlements et les lois en ce qui concerne l'accès à l'énergie.
- Communiquer immédiatement aux consommateur·rice·s les informations relatives à toute perturbation du service, afin de leur permettre de prendre des décisions éclairées pour leurs activités quotidiennes liées à l'énergie, et indiquer une estimation du moment auquel la perturbation sera résolue.
- Mener des activités périodiques de cartographie des performances et des risques en matière de sécurité, afin d'apporter des informations supplémentaires pour les plans d'amélioration ou d'investissement dans le domaine de la sécurité.

- Engager les autorités locales à améliorer la sécurité publique autour des lignes et des sous-stations électriques.

#### 3. Mettre en place des mécanismes de suivi et de retour d'information inclusifs

- Fournir en temps voulu des rapports précis sur la qualité du service, comme l'exige l'autorité de régulation. Encourager l'accès du public à ces rapports.
- Veiller à ce que des mécanismes de retour d'information sur la qualité, la fiabilité et l'accessibilité financière des services énergétiques soient en place.
- Le cas échéant, créer un comité communautaire responsable de l'exploitation et de la maintenance avec, aux postes de direction, une représentation équilibrée des genres, ainsi que des porte-paroles des groupes marginalisés.
- Améliorer la prestation de services en fonction du retour d'information.

#### 4. Collecter des informations sur l'état et les performances des actifs énergétiques, afin d'identifier les domaines dans lesquels des activités de maintenance de routine et spécialisées sont nécessaires pour améliorer les résultats en matière d'inclusion

- Collecter des données sur l'état et les performances des actifs énergétiques pour les utiliser dans le cadre de la maintenance courante et de la planification.
- Collecter, examiner et mettre à jour les données sur les consommateur·rice·s cibles, notamment leurs préférences, leur volonté de payer et d'autres facteurs susceptibles d'influencer leurs habitudes et leurs choix en matière de consommation d'énergie. Utiliser les données pour déterminer si des changements doivent être apportés aux opérations de l'actif énergétique.
- Identifier les actifs énergétiques critiques et créer des Plans d'action de gestion des actifs pour s'assurer qu'ils sont correctement gérés.

## 5. Maintenir le caractère abordable pour l'utilisateur-riche grâce à une gestion financière appropriée et en accordant la priorité aux budgets destinés à la maintenance des dispositifs inclusifs

- Assurer l'allocation de fonds suffisants pour l'exploitation et la gestion du service énergétique afin de maintenir un service sûr et fiable, notamment la fourniture d'une alimentation électrique continue dans les installations critiques.
- Diversifier les sources de financement et ne pas compter uniquement sur les droits d'utilisation.
- Tirer parti de technologies telles que les compteurs d'électricité prépayés et les solutions de valorisation énergétique des déchets pour promouvoir l'accès inclusif à l'énergie pour l'ensemble des consommateur-riche-s.

## 6. Élaborer des plans d'intervention d'urgence inclusifs

- Veiller à ce que les programmes d'intervention d'urgence tiennent compte des effets des perturbations sur le bien-être et les moyens de subsistance de l'ensemble des consommateur-riche-s, et pas seulement des effets économiques.
- En cas de perturbation, veiller à ce que des mécanismes soient en place pour rétablir ou renforcer immédiatement les services inclusifs ou les caractéristiques destinées aux groupes marginalisés, tels que les systèmes d'alimentation électrique de secours dans les hôpitaux et les établissements de soins pour les personnes âgées et les personnes handicapées.

### En savoir plus

- Gérer les installations d'infrastructures :
  - [La gestion des infrastructures dans une perspective de développement durable : Un guide à l'intention des administrations locales et nationales](#), Nations Unies, 2021
  - [Tools for Infrastructure Asset Management](#), Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies

- Collecter des données spécifiques à l'énergie :
  - [Energy Policies and Multitopic Household Surveys: Guidelines for Questionnaire Design in Living Standards Measurement Studies](#), La Banque mondiale, 2006.
  - [Doing Qualitative Research for Development Programming: A step-by-step guide](#), The Asia Foundation, 2023
- Identifier les canaux d'investissement dans les infrastructures énergétiques durables : [Mapping Channels to Mobilise Institutional Investment in Sustainable Energy](#), OCDE, 2015.
- Accroître l'accessibilité financière en offrant des subventions et des prêts, et en réduisant les frais de raccordement : [Last Mile Connectivity Program](#), Global Infrastructure Hub, 2018.
- Considérations relatives aux initiatives de subventions inclusives : [Toward Gender-Informed Energy Subsidy Reforms: Findings from Qualitative Studies in Europe and Central Asia](#), La Banque mondiale, 2015, p. 22-24.
- Caractéristiques de la conception des subventions destinées aux utilisateur-riche-s finaux-ales : [The Role of End-User Subsidies in Closing the Affordability Gap](#), SEforALL, 2022, p. 10-12.
- Ressources en matière de sécurité :
  - [Working safely near our network](#), Endeavour Energy.
  - Exemples de dépliants, d'autocollants et de cartes postales sur la sécurité : [Helpful Resources](#), Scottish and Southern Electricity Networks.
  - [Environmental and social safeguards guidelines](#), OIT, 2022, p. 11-13.
- Fiche conseil sur l'intégration de la dimension de genre dans le secteur privé : [Accelerating Gender Equality in the Renewable Energy Sector](#), ADB, 2022.
- Opportunités et points d'entrée potentiels pour l'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans les entreprises d'énergie propre : [Theme Guide: Gender Equality & Social Inclusion](#), UK Research and Innovation and UK Aid, 2023.
- Approche intégrée du genre dans l'exploitation et la maintenance : [Guide on integrating gender throughout infrastructure project phases in Asia and the Pacific \(Partie V\)](#), ONU Femmes et UNOPS, 2019, Partie V

- Identifier les points d'entrée dans l'emploi où l'initiative d'égalité entre les genres et l'inclusion sociale peut être promue :
  - [Gender and renewable energy: Entry points for women's livelihoods and employment](#), Climate Investment Funds, 2017.
  - [Lignes directrices pour les programmes d'investissements HIMO intégrant une dimension de genre](#), OIT, 2016.
  - [Inclusion des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queers \(LGBTQI+\) dans le monde du travail – Guide d'apprentissage](#), OIT, 2022.
  - Exemple de stratégie d'employeur en matière de diversité et d'inclusion : [Ofgem Diversity and Inclusion Strategy 2022](#), Office of Gas and Electricity Markets, 2022.
- Développement et gestion de partenariats, ciblage, coordination, suivi et gestion des dénonciations et des renvois de cas de violence fondée sur le genre : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps and Women's Refugee Commission, 2020, p. 46-54.
- Mettre en place des mécanismes inclusifs de retour d'information et de responsabilisation : [Feedback and Complaints](#), CARE, and [Inclusive Monitoring and Feedback Mechanisms](#), Global Shelter Cluster
- Mettre en place des comités communautaires pour l'exploitation et la maintenance : [Operations and maintenance of rural infrastructure in community-driven development and community-based projects: lessons learned and case studies of good practice](#), La Banque mondiale, 2015

← Retourner au chapitre Exploitation et Maintenance



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Chef-fe-s et équipes de projet

### Planification et mobilisation pour la mise en œuvre du projet

#### 1. Mobiliser les capacités pour créer et atteindre des objectifs inclusifs implique le recrutement de spécialistes en égalité des genres et en inclusion sociale, ainsi que la fourniture de compétences et de programmes de renforcement des capacités aux équipes et aux parties prenantes du secteur privé

- Faire appel à des spécialistes de l'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale et de l'accessibilité pour s'assurer que toutes les activités et tous les résultats du projet tiennent compte du genre, de l'âge, du handicap et d'autres facteurs sociaux pertinents. Les spécialistes en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale devraient participer à la planification de toutes les activités du projet, à la sélection des indicateurs d'évaluation de l'impact social, à la réalisation d'une analyse spécifique à ce domaine et à l'élaboration d'un Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale.
- Engager des spécialistes en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale à long terme dans une entité géographique et/ou une équipe de projet pour garantir la mise en œuvre des Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale.
- Faire appel à des spécialistes en conception participative et en consultation communautaire pour soutenir et éclairer le processus participatif.
- Veiller à ce que l'équipe du projet dispose des personnes, des ressources, des compétences et des capacités nécessaires pour mettre en œuvre, suivre et évaluer efficacement les activités du projet conformément aux objectifs inclusifs définis dans le Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale.
- Former les acteurs du secteur privé, tels que les spécialistes de la conception, les entrepreneurs et les chef-fe-s de projet, à l'intégration de processus participatifs et d'activités inclusives dans le travail de mise en œuvre.

- Envisager la nécessité de mener des activités de renforcement des capacités à différents niveaux sur la manière de comprendre les besoins différenciés et de mettre en œuvre des approches inclusives.

#### En savoir plus

- Engager des spécialistes en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale et des consultants en accessibilité :
  - [Generic terms of reference for Gender Expert \(Project Design\)](#), UNIDO.
  - [Toolkit on Accessibility: ToR – Accessibility Assessment Consultant](#) (Section G : Listes de contrôle de l'accessibilité), UNICEF, 2022
  - Expertise requise : [Blueprint Guide for Creating Gender-sensitive Energy Policies](#), The Clean Energy Solutions Center, 2019, p. 14 et Annexe 2 (termes de référence).
  - Exemples de termes de référence pour les experts en genre chargés de la conception et de la mise en œuvre des projets, ainsi que des analyses comparatives entre les genres : [Guide on Gender Mainstreaming in Energy and Climate Change Projects](#), UNIDO, 2014, Annexes.
  - Exemples de termes de référence pour les évaluations et les plans d'action en matière d'égalité entre les genres : [Online resources for integrating gender considerations into energy operations: Repository of Gender Terms of Reference \(ToRs\)](#), ESMAP.
- Améliorer les compétences et la capacité des acteurs du secteur privé à s'engager dans une mise en œuvre participative et inclusive :
  - [Développement des petits entrepreneurs dans le secteur de la construction](#), OIT.
  - [Developing the construction industry for employment-intensive infrastructure investments](#), OIT, 2019.

#### 2. Veiller à ce que les budgets des projets puissent soutenir la mise en œuvre inclusive et durable en allouant et en réservant des ressources suffisantes pour les activités inclusives

- Allouer des ressources financières adéquates aux activités d'intégration en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale et intégrer des considérations relatives à un budget inclusif et intégrant une dimension de genre qui ventile les dépenses de manière minimale en termes de genre, d'âge et de handicap, lorsque cela est possible.

- Allouer un budget pour les activités de participation et d'engagement, notamment la location du lieu, l'impression, les coûts de participation et les coûts de traduction/interprétation.
- Tenir compte du budget nécessaire à une mise en œuvre inclusive, comme le coût des dispositions de protection sociale, l'utilisation d'approches à haute intensité de main-d'œuvre ou la mise en place d'aménagements raisonnables sur le lieu de travail pour les travailleur·se·s handicapé·e·s.
- Pour les solutions décentralisées en particulier, il faut s'assurer d'avoir un budget suffisant pour une période de garantie pour l'équipement et l'utilisation de contrats de maintenance ou de service à plus long terme jusqu'à ce que la capacité locale soit suffisamment développée pour entreprendre l'entretien de routine et le remplacement des pièces.

### En savoir plus

- Budgétisation favorable à l'égalité entre les genres :
  - [Engendering Budgets: A Practitioners' Guide to Understanding and Implementing Gender-Responsive Budgets](#), Secrétariat du Commonwealth, 2003.
  - [Gender-Responsive Budgeting in Asia and the Pacific: Key Concepts and Good Practices](#), UNESCAP, 2018.
  - [Handbook on Costing Gender Equality](#), ONU Femmes, 2015
  - Budgétisation sensible au genre dans le secteur de l'énergie : [Energy and Gender in Asia: A regional review](#), Friedrich-Ebert-Stiftung and The Energy and Resources Institute, p. 3-6.
- Mener une évaluation des bénéficiaires ventilée par genre et une analyse de l'incidence des dépenses ventilées par genre : Partie II dans le [Guide on integrating gender throughout infrastructure project phases in Asia and the Pacific](#), ONU Femmes et UNOPS, 2019
- Formation sur la budgétisation favorable à l'égalité entre les genres :
  - [La budgétisation tenant compte de la question du genre](#), ONU Femmes
  - [Pratique de la budgétisation sensible au genre : un manuel de formation](#), UNFPA, 2006

### 3. Élaborer un Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale avec des objectifs, des activités et des indicateurs réalistes et des ressources allouées de manière appropriée

- Examiner les documents et les enseignements tirés de projets ou de contextes similaires afin d'identifier les informations susceptibles d'éclairer le projet, notamment les activités « Égalité entre les genres et inclusion sociale » réussies et non réussies.
- Formuler des cibles réalistes liées à des objectifs d'inclusion et à des indicateurs spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement défini dans le temps (SMART). Les objectifs et les stratégies doivent permettre de progresser étape par étape, en apportant des changements progressifs et en remettant en question la culture sans la menacer. Les objectifs devraient faciliter le suivi de la participation et des avantages.
- Veiller à ce que le Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale utilise une approche intersectionnelle et participative et présente une justification fondée sur des preuves pour les activités recommandées directement liées aux objectifs globaux du projet. Ces activités doivent soutenir la solution envisagée pour le projet en répondant aux besoins divers et aux exigences des utilisateur·rice·s, tels que l'accessibilité, la sûreté, la sécurité et le bien-être des femmes et des groupes marginalisés.
- Planifier des activités d'autonomisation pour les femmes et les groupes marginalisés, pouvant être intégrées dans le projet. Ces activités doivent également sensibiliser les autres membres de la communauté aux normes socioculturelles néfastes qui sont à l'origine de la discrimination et de l'exclusion sociale des femmes et des groupes marginalisés, et favoriser leur transformation.
- Définir les ressources (humaines et financières) requises et le renforcement des capacités nécessaire pour mettre en œuvre le Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale.
- Définir des indicateurs de suivi et d'évaluation clairs et des possibilités de suivi participatif.

- En association avec le Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale, préparer un Plan d'engagement des parties prenantes, un Plan de communication, un Plan pour les groupes vulnérables, un Plan de réponse aux doléances, un Plan de travail décent et un Plan de développement des capacités. En fonction des résultats de l'analyse des parties prenantes, il peut également être nécessaire d'inclure un Plan pour les populations autochtones, un Plan de recasement et/ou un Plan de réduction des risques de catastrophes.
- Intégrer les garanties environnementales et sociales dans les activités du projet.

### En savoir plus

- Déterminer qui doit être inclus : [The Social Inclusion Assessment Tool \(SiAT\)](#), La Banque mondiale.
- [A Toolkit for Integrating GESI in Design, Monitoring, and Evaluation](#), World Vision, 2023.
- Identifier les activités et élaborer un Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale :
  - Conception de programmes inclusifs : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps et Women's Refugee Commission, 2020, p. 41-44.
  - [Mainstreaming Gender in Energy Projects, A Practical Handbook](#), ENERGIA, 2011, p. 47-61.
  - Formulation de résultats, de produits et d'indicateurs en matière d'égalité entre les genres dans les projets énergétiques : [Guide on Gender Mainstreaming in Energy and Climate Change Projects](#), UNIDO, 2014, p. 35.
  - Exemple de plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres : [Gender-Inclusive Approaches in the Energy Sector](#), ADB, p. 8.
  - [UNIDO Guide to Gender Analysis and Gender Mainstreaming the Project Cycle](#), UNIDO, 2021
  - [Checklist for Gender Mainstreaming in the Infrastructure Sector](#), AfDB, 2009.
  - [Employment-Intensive Investment Programme \(EIIP\): Environmental and social safeguards guidelines](#), OIT, 2022
  - [African Development Bank Group's Integrated Safeguards System 2023](#), AfDB, 2023.
  - [Guidance Note on Disability-Inclusive Project Management Cycle](#), UNESCAP, 2023
  - [Outil sustainABLE](#), UNOPS

- Enseignements tirés de l'intégration du patrimoine culturel et des questions spirituelles dans les projets énergétiques : [Bujagali Energy projects in Uganda : Lessons learned on cultural heritage and spiritual issues](#), Independent Review Mechanism, AfDB, 2021.
- Identifier les activités pour les approches inclusives à haute intensité de main-d'œuvre :
  - [L'inclusion des personnes handicapées dans le cadre du programme HIMO: État des lieux et voie à suivre](#), OIT, 2022
  - [Lignes directrices pour les programmes d'investissements HIMO intégrant une dimension de genre](#), OIT, 2016
  - [Vers le droit au travail: Un guide pour la conception de programmes publiques d'emploi novateurs](#), OIT, 2012

← Retourner au chapitre Planification de mise en œuvre du projet et mobilisation



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Chef·fe·s et équipes de projet

### Concevoir des projets énergétiques inclusifs

#### 1. Examiner et valider les dessins de conception avec les utilisateur·rice·s finaux·ales en particulier les femmes et les groupes marginalisés, afin de s'assurer qu'ils répondent aux divers besoins énergétiques

- Impliquer et faire participer les membres de la communauté, les fonctionnaires locaux, ainsi que d'autres parties prenantes clés (par exemple, les organisations de la société civile, les ONG, et le marché de l'approvisionnement), dans les consultations et le processus de prise de décision, afin d'examiner et de valider les conceptions des actifs d'infrastructures énergétiques. Veiller à ce que les personnes qui participent représentent la diversité de la communauté telle qu'elle a été identifiée dans l'analyse des parties prenantes.
- Mettre à jour les conceptions avec les spécialistes de planification et de conception de systèmes énergétiques, afin d'intégrer les résultats des exercices de revue jusqu'à ce que la validation soit obtenue.

#### 2. Veiller à ce que les consultations participatives soient menées de manière inclusive et accessible

- Mettre en place un comité communautaire pour une consultation et un suivi continus. Veiller à une représentation équilibrée de tous les sexes et à une représentation adéquate des groupes marginalisés au sein de la communauté.
- Évaluer si les déséquilibres de pouvoir ou les normes de genre mettent mal à l'aise ou influencent négativement la capacité des diverses parties prenantes à participer de manière significative aux consultations. Si nécessaire, organiser des ateliers séparés, dans des espaces où les divers·es participant·e·s peuvent se sentir en sécurité pour exprimer leurs opinions.
- Veiller à ce que les ateliers soient situés dans des endroits sûrs, pratiques et faciles d'accès.

- Programmer les ateliers à des heures qui conviennent à toutes les parties prenantes, notamment les femmes et les membres des communautés marginalisées, afin qu'ils puissent y participer. Adapter les méthodes et les horaires pour tenir compte des besoins divers des parties prenantes, notamment en adoptant une approche proactive pour s'engager auprès des communautés « difficilement accessibles ».
- Envisager d'utiliser des techniques de communication diverses et accessibles lors des consultations et des ateliers, afin de s'assurer que la majorité de la communauté concernée, en particulier les femmes et les membres des communautés marginalisées, apporte sa contribution. Dans la mesure du possible, tirer parti de la technologie et des méthodes de communication numérique pour améliorer la portée et l'accessibilité.

#### En savoir plus

- Mener des processus participatifs et co-créatifs :
  - Consultation des parties prenantes : [Mainstreaming Gender in Energy Projects – A Practical Handbook](#), ENERGIA, 2011, p. 35-46.
  - [Tool box: Co-design exercises](#), Active Neighbourhoods Canada.
  - Assurer l'accessibilité des consultations et des événements : [Toolkit on Accessibility: Organization of Accessible Events](#) (Boîte à outils sur l'accessibilité : organisation d'événements accessibles), UNICEF, 2022.
  - La participation des femmes dans les contextes fragiles : [Au-delà des Consultations : Un outil pour coopérer efficacement avec les femmes vivant dans des États fragiles et touchés par des conflits](#), Gaps UK, Women for Women, Amnesty International, Womankind Worldwide, et Saferworld.
  - Impliquer les personnes âgées : [Let's go! Steps for engaging older people and improving communities for all ages](#), HelpAge, 2022; et [Participatory research with older people: a sourcebook](#), HelpAge, 2011
  - Impliquer la communauté locale dans le développement : [Technologies basées sur les ressources locales](#), OIT, 2020.
  - [Participatory approaches for gender-sensitive research design](#), CGIAR, 2014
  - Un exemple d'approche participative pour introduire le concept de transition vers l'électricité pour la cuisine : [Beyond fire: Backcasting a pathway to fully electric cooking in rural Kenya by 2030](#), Stockholm Environment Institute (SEI) et Hivos, 2020.

- Outil de cartographie des parties prenantes pour les infrastructures : [Stakeholder Mapping](#), Active Neighborhoods Canada.
- Guide sur la participation des citoyens et citoyennes à la mise en œuvre de mesures d'atténuation ou d'adaptation aux changements climatiques : [Guide de l'engagement communautaire inclusif](#), C40Cities, Citi Foundation et Arup, 2019.

← Retourner au chapitre Conception



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Chef·fe·s et équipes de projet

### Construire des projets énergétiques inclusifs

#### 1. Accroître la capacité des équipes de projet, des entrepreneurs et de la main-d'œuvre à mettre en œuvre des pratiques de construction inclusives, à favoriser un lieu de travail inclusif et à respecter les pratiques culturelles locales

- Réaliser des formations professionnelles et renforcer les capacités en matière de pratiques de construction inclusives, telles que la fourniture de formations et de ressources éducatives sur la prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels pour les équipes de projet, les entrepreneur·se·s, la main-d'œuvre et les personnes en charge de la supervision de la construction.
- Mener des actions de sensibilisation et de formation pour promouvoir un environnement de travail inclusif et non discriminatoire pour les différents groupes.
- Contacter les établissements d'enseignement, tels que les écoles locales, pour organiser des programmes de formation, des stages et de l'insertion professionnelle.
- Identifier les pratiques culturelles locales qui doivent être respectées pendant les activités de construction, par exemple en veillant à ce que le personnel puisse maintenir les rituels et les observances à des moments appropriés et en minimisant le bruit pendant les activités culturelles importantes.

#### En savoir plus

- Apprendre à améliorer les compétences en matière d'investissements dans les infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre :
  - [ILO Guide for Skills Development in Employment-Intensive Investment Programmes](#), OIT, 2021
  - [Developing the construction industry for employment-intensive infrastructure investments](#), OIT, 2019.

- Améliorer la sensibilisation et la formation pour un lieu de travail inclusif :
  - [Inclusion des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queers \(LGBTQI+\) dans le monde du travail – Guide d'apprentissage](#), OIT, 2022.
  - [Lignes directrices pour les programmes d'investissements HIMO intégrant une dimension de genre](#), OIT, 2016.
- [Solar PV: A Gender Perspective](#), IRENA, 2022.
- [Renewable Energy for Agriculture: Insights from Southeast Asia](#), IRENA, 2022.

#### 2. Suivre, évaluer et tirer des enseignements des efforts d'inclusion

- Planifier, suivre et rendre compte des indicateurs ventilés qui mesurent spécifiquement la réalisation des critères d'inclusion et l'impact pertinent à l'aide de données quantitatives et qualitatives.
- Envisager de faire appel à un agent de contrôle tiers, le cas échéant, ou mettre en place un suivi à l'échelle communautaire pour surveiller les questions environnementales, inspecter les travaux de construction et garantir la transparence des projets.
- Faire participer les membres de la communauté locale à la collecte de données, aux ateliers sur les enseignements tirés et aux évaluations post-clôture du projet. Veiller à ce que l'échantillonnage soit représentatif de la communauté.
- Former les personnes responsables de la collecte des données à tenir compte du genre, de l'âge et du handicap afin d'éviter les préjugés.
- Déterminer si la réalisation des objectifs et activités convenus pour le projet, et le Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale en particulier, répondent suffisamment aux besoins des femmes et des groupes marginalisés.
- Documenter les aspects liés à l'inclusion des meilleures pratiques et des enseignements tirés, afin qu'ils puissent être appliqués à de nouveaux projets. Identifier tous les avantages et réalisations liés au genre produits par le projet à l'aide de données, d'indicateurs et de statistiques ventilés.

**En savoir plus**

- Suivre, évaluer et tirer des enseignements de l'approche intégrée du genre :
  - [Gender Monitoring, Evaluation & Learning Mainstreaming](#), Renewable Energy and Energy Efficiency Partnership, 2017.
  - [Mainstreaming Gender in Energy Projects, A Practical Handbook](#), ENERGIA, 2011, p. 77-86.
- Suivi des projets énergétiques dans les situations humanitaires : [Guide pour l'accès inclusif à l'énergie](#), Mercy Corps et Women's Refugee Commission, 2020, p. 53.
- Ressources et outils ESMAP pour soutenir l'achèvement et l'évaluation, incluant un modèle pour le cadre de résultats et un outil pour identifier les indicateurs : [Gender: Social Inclusion in the Energy Sector. Online Resources for Integrating Gender Considerations into Energy Operations, Step 4](#), ESMAP.
- Suivre l'impact sur l'emploi : [Guide for Monitoring Employment and Conducting Employment Impact Assessments \(EmPIA\) of Infrastructure Investments](#), OIT, 2020.
- Formuler des indicateurs inclusifs pour le suivi des résultats :
  - [Document d'appui pour la mise en place d'un système de suivi axé sur les résultats \(système de SAR\) sensible au genre](#), Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, 2014.
  - Exemples d'indicateurs pour les infrastructures adaptées aux personnes handicapées : [Guidance Note on Disability-Inclusive Project Management Cycle](#), UNESCAP, 2021.
  - [Gender Tool Kit: Energy Going Beyond the Meter](#), ADB, 2012, p. 35-38.
  - Exemples d'indicateurs pour les infrastructures inclusives : [Checklist for Gender Mainstreaming in the Infrastructure Sector](#), AfDB, 2009, p. 3.
- Permettre un suivi à l'échelle communautaire : [Basic principles of Community-Based Monitoring](#), Cités et Gouvernements Locaux Unis, 2014

### 3. Mettre en œuvre le Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale et les garanties contre les incidences sociales et environnementales négatives de la construction

- Engager des spécialistes en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale à long terme pour veiller à ce que le Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale soit achevé, intégré dans le Plan de mise en œuvre, appliqué en conséquence et fasse l'objet d'un rapport.

- Préparer et mettre en œuvre un Plan de gestion environnementale et sociale, sur la base des résultats des évaluations des incidences environnementales et sociales, afin de réduire au minimum la pollution de l'eau, du sol, de l'air et les nuisances sonores, ainsi que les émissions de carbone.
- Se référer aux spécifications techniques pour la conception du projet et les adopter conformément aux normes de construction pertinentes, en tenant compte des aménagements raisonnables, de la sécurité, de l'égalité entre les genres et des facteurs contextuels locaux.
- Veiller à ce qu'il existe un mécanisme de recours approprié pour signaler et traiter tout incident impliquant une discrimination, une exploitation sexuelle, un harcèlement sexuel, un abus de pouvoir ou des actes de violence fondés sur le genre commis par ou à l'encontre de toute personne liée au projet.

**En savoir plus**

- Comment intégrer les garanties environnementales et sociales tout au long du cycle du projet :
  - [Environmental and social safeguards guidelines](#), OIT, 2022.
  - [African Development Bank Group's Integrated Safeguards System 2023](#), AfDB, 2023.
- Mettre en œuvre des mesures de prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels et lutter contre la violence fondée sur le genre :
  - [Manuel de référence rapide sur la mise en œuvre de la protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels \(PEAHS\)](#), CHS Alliance, 2020.
  - [Addressing Gender-Based Violence and Harassment \(GBVH\) in the Construction Sector](#), CDC, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et International Finance Corporation (IFC), 2020.
  - [Sexual exploitation, abuse and harassment \(SEAH\) Infrastructure Tool](#), Department for International Development (DFID) Safeguarding Unit, Infrastructure & Cities for Economic Development (ICED), 2019.
- Protection des enfants et des jeunes dans les infrastructures : [DFAT Child Protection Guidance : Child Protection in Infrastructure Activities](#), Department of Foreign Affairs and Trade Australia (DFAT), 2020.
- Centre de ressources multilingues sur la sauvegarde (anglais, français, arabe, kiswahili) : [Centre de ressources et de support sur la sauvegarde](#).

#### **4. Engager les parties prenantes dans une mise en œuvre transparente et participative des projets**

- Préparer une stratégie de communication efficace pour diffuser les informations essentielles sur le projet, telles que sa portée, ses incidences prévues et les avantages attendus, à toutes les parties prenantes et à la communauté dans la zone d'influence. Cette stratégie doit permettre à tous les groupes intéressés de participer et d'exprimer leurs préoccupations concernant le développement du projet, afin de faciliter les actions correctives ou complémentaires.
- Réfléchir à la manière de rendre les communications accessibles et inclusives. Penser à l'utilisation d'informations tactiles, de langues multiples, de différents formats de communication, etc.
- Incorporer les consultations communautaires en tant qu'activité continue du processus, afin de faciliter un meilleur suivi des accords conclus lors des étapes précédentes et d'améliorer la gestion des nouveaux problèmes liés à la mise en œuvre du projet dans sa zone d'influence.
- Engager des porte-paroles de différents groupes d'intérêt au sein des communautés, de l'entrepreneur et de l'agence contractante pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action en faveur de l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale. Ces porte-paroles doivent être informés ou formés sur leur rôle spécifique dans le contrôle du respect des garanties sociales et sur l'identification et la mise en œuvre des actions correctives.
- Partager les mises à jour périodiques des progrès et les rapports de suivi avec les parties prenantes afin de promouvoir la transparence.

[← Retourner au chapitre Construction](#)



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Chef·fe·s et équipes de projet

### Rénover, moderniser, réaffecter et mettre hors service les installations

#### 1. Réaffecter les anciens actifs d'infrastructures énergétiques à des types d'infrastructures énergétiques ou d'infrastructures sociales ou citoyennes plus appropriés et mieux adaptés aux besoins des communautés

- Réaliser des études sur les anciens actifs d'infrastructures énergétiques, afin de déterminer s'il est possible de les réaffecter à d'autres types d'infrastructures énergétiques, sociales ou citoyennes.
- Organiser des consultations publiques et des processus de conception participative impliquant les communautés locales, notamment les femmes et les groupes marginalisés, pour recueillir leurs idées, besoins et préférences concernant la réaffectation des actifs d'infrastructures.
- S'assurer qu'il existe d'autres options énergétiques avant de réaffecter l'actif, en particulier s'il s'agit de la source d'énergie principale pour les groupes marginalisés.

#### 2. Soutenir des activités de mise hors service inclusives, incluant une gestion des déchets sûre et inclusive

- S'assurer qu'il existe d'autres options énergétiques avant de mettre l'actif hors service, en particulier s'il s'agit de la source d'énergie principale pour les groupes marginalisés.
- Donner la priorité au recyclage et à la réutilisation des matériaux de construction récupérés sur les actifs mis hors service.
- Veiller à ce que les pratiques de gestion des déchets et les conditions de travail soient sûres et inclusives pour les travailleur·se·s informel·le·s.

- Accorder la priorité à l'embauche de membres des communautés locales, en particulier des femmes et des groupes marginalisés, ainsi qu'à l'utilisation de fournisseurs locaux dans les activités de mise hors service.

#### En savoir plus

- Exemples de réaffectation des actifs d'infrastructures énergétiques :
  - [Repurposing Coal Infrastructure On The Path To Net Zero](#), Forum international de l'énergie, 2022.
  - [Design and regulate for separation and recovery](#), Knowledge Hub.
- Procéder au recyclage des installations et à la réutilisation des matériaux :
  - [Guidelines for Implementing Asset Recycling Transactions](#), La Banque mondiale.
  - [Reuse of building products and materials – barriers and opportunities](#), Buildings As Material Banks, 2021.
  - [Circular Economy of Construction and Demolition Waste: A Literature Review on Lessons, Challenges, and Benefits](#), PURCHASE Callun Keith et al., 2021. Voir Section 10. Frameworks and Model Approaches
- Veiller à ce que les pratiques de gestion des déchets soient inclusives :
  - [Fiche d'information : Pourquoi est-il important de tenir compte du genre dans la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets ?](#), PNUE, 2022.
  - [Gender and waste nexus: Experiences from Bhutan, Mongolia and Nepal](#), International Environmental Technology Centre (PNUE-IETC) et GRID-Arendal, 2019. Recommandations d'interventions et d'outils à la page 77.
  - [Gender and Recycling: Tools for Project Design and Implementation: Regional Initiative for Inclusive Recycling](#), IDB, 2013.

← Retour à Rénovation, Modernisation, Transformation et Mise hors service



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Responsables des achats

### Planification et mobilisation pour la mise en œuvre du projet

#### 1. Planification stratégique des achats pour le projet, afin de garantir la capacité à mettre en œuvre des processus d'achats responsables et inclusifs

- Réaliser des études de marché et des analyses ciblées.
- Élaborer une stratégie et un plan d'achats alignés sur les objectifs d'inclusion, en tenant compte de la préparation du marché en termes d'inclusivité en ce qui concerne les fournisseurs et les produits.
- Évaluer et planifier les besoins de formation des responsables des achats en matière d'achats responsables ainsi que la manière d'intégrer l'inclusion dans les processus d'achats.
- Assurer un engagement précoce du marché en informant le public en temps opportun du plan et des procédures d'achats.
- Veiller à ce que les méthodes d'achats incluent des critères d'évaluation liés à l'inclusion dans la prise de décision.
- Lorsque cela est possible, diviser la soumission en plusieurs lots afin de permettre aux petites et moyennes entreprises (PME) de soumissionner pour des contrats et d'envisager l'adoption de propositions alternatives.
- Veiller à ce que les fournisseurs bénéficient d'un soutien technique en vue d'améliorer les performances en matière d'inclusion, le cas échéant.

#### 2. Mettre en œuvre des mesures visant à garantir l'intégrité, la responsabilité et la transparence des procédures d'achats, en particulier pour les projets d'infrastructures énergétiques publiques

- Examiner le contexte du projet afin d'identifier les risques éventuels à la réalisation d'achats inclusifs et transparents, notamment le niveau de corruption, le niveau de concurrence, le manque de capacité technique et le manque de sensibilisation culturelle.
- Veiller à ce que les processus d'achats pour les projets d'infrastructures menés par les gouvernements soient transparents pour le public, en garantissant que les fonds publics soutiennent l'accessibilité financière et la qualité des services énergétiques. Cet objectif peut être atteint grâce à la publication de données, aux achats électroniques, à la formation du personnel chargé des achats en matière de capacités professionnelles et d'intégrité, à des initiatives conjointes de transparence entre les gouvernements et les soumissionnaires, à des rapports réguliers de suivi et d'évaluation, à l'implication des organisations de la société civile concernées dans les processus d'achats, au renforcement de l'assurance de probité et à la garantie d'un accès facile et rapide aux informations relatives aux achats et aux documents pertinents.

#### En savoir plus

- Améliorer la transparence des processus d'achats grâce aux données ouvertes : [Open Contracting Data Standard \(OCDS\)](#), Open Contracting Partnership.
- [Inclusive Public Procurement Playbook](#), UNDP, 2022.
- Formation en ligne sur les achats inclusifs : [How to Series 4: Mainstreaming Gender Equality in Procurement](#), Centre de Formation d'ONU Femmes
- [Renewable energy benefits: Leveraging local capacity for onshore wind](#), IRENA, 2017.

← Retourner au chapitre Planification de mise en œuvre du projet et mobilisation



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Responsables des achats

### Mener des achats inclusifs

#### 1. Veiller à ce que des fournisseurs qualifiés sous-représentés puissent participer à la procédure d'appel d'offres

- Envisager des ateliers, des événements et des réunions d'engagement des fournisseurs (par exemple, des séances d'information/questions-réponses, des visites de sites et des réunions avant l'appel d'offres, avant le contrat, au début du contrat et à l'étape suivante du contrat).
- Renforcer les capacités de participation aux procédures d'appels d'offres (en particulier pour les fournisseurs sous-représentés, tels que les entreprises détenues ou exploitées par des femmes, des jeunes et des personnes handicapées).
- Annoncer l'appel d'offres par des méthodes traditionnelles et non traditionnelles, notamment par l'intermédiaire d'associations professionnelles ou de réseaux locaux de jeunes ou de femmes.
- Envisager et prendre des mesures qui augmentent la participation et la passation de contrats avec des fournisseurs généralement sous-représentés, par exemple des entreprises détenues ou exploitées par des femmes, des jeunes et des personnes handicapées. Ces mesures peuvent inclure la concurrence limitée, des délais d'appel d'offres adaptés, la sous-traitance, les coentreprises et les préférences en matière de prix.
- Éliminer les exigences et/ou les responsabilités excessivement restrictives sans compromettre la qualité des biens, des travaux ou des services. Assurer la mise en place de garanties, d'assurances et de conditions de paiement appropriées afin de supprimer les obstacles potentiels pour les micro-, petites et moyennes entreprises, ainsi que pour les entreprises détenues par des jeunes et des femmes.
- Envisager d'utiliser des documents d'appel d'offres simplifiés et/ou harmonisés (avec un langage inclusif) et des contrats abrégés pour les marchés de faible valeur ou inclusifs (par exemple, le contrat abrégé de la Fédération internationale des

ingénieurs-conseils) pour les travaux d'une valeur en capital relativement faible, car cela réduit le temps nécessaire à leur analyse. Cela profite particulièrement aux PME qui disposent de moins de ressources pour la préparation des offres, et réduit la complexité de la gestion des contrats.

- Contrôler et auditer les performances en matière d'achats (par exemple, suivre le pourcentage des fonds du projet dépensés auprès de fournisseurs généralement sous-représentés).
- Adopter des initiatives ciblées de renforcement des capacités (par exemple, des lignes directrices pour les soumissions, des plateformes d'apprentissage) ciblant les entreprises détenues par des femmes et des groupes marginalisés.
- Prévoir des inscriptions uniques et centralisées des fournisseurs sous-représentés, à partager avec tous les pouvoirs adjudicateurs concernés (et éviter les demandes répétitives d'exigences en matière d'appels d'offres).
- Lorsque la capacité des fournisseurs locaux est insuffisante, il est pertinent d'inviter des fournisseurs d'infrastructures internationaux et réputés à participer à la procédure d'appel d'offres. Il convient d'intégrer des exigences encourageant la sous-traitance avec des fournisseurs locaux, ce qui peut promouvoir la diffusion de bonnes normes et pratiques.

#### 2. Intégrer les conditions d'inclusion lors de la formulation des exigences de l'offre, des clauses du contrat et des indicateurs clés de performance

- Exiger des principaux fournisseurs qu'ils disposent de politiques et de mécanismes de mise en œuvre et de traitement des questions d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale, telles que l'égalité de rémunération pour un travail égal, l'égalité d'accès aux opportunités de travail, la non-discrimination, la protection contre l'exploitation, les atteintes et le harcèlement sexuels et l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé.
- Exiger des principaux fournisseurs qu'ils disposent de politiques et de mécanismes pour traiter le retour d'information, notamment des mécanismes extrajudiciaires de règlement des litiges, de réponse aux doléances et de gestion des réclamations et des plaintes.

- Garantir une approche inclusive de la population locale lors de l'établissement du site (et de son accès) avec un engagement positif auprès de la communauté locale (par exemple, renforcement des capacités, recrutement, événements de sensibilisation).
- Créer des conditions pour l'établissement du chantier qui obligent l'entrepreneur à maintenir des installations de chantier sûres et inclusives.
- Encourager les entrepreneurs principaux à faire appel à des PME et à des sous-traitants et fournisseurs locaux, ainsi qu'à des matériaux de construction disponibles localement, le cas échéant. S'assurer éventuellement que les soumissionnaires ont suivi une formation sur les approches basées sur les ressources locales ou à haute intensité de main-d'œuvre.
- Veiller à ce que toutes les exigences liées à l'inclusion, notamment les rapports de performance, soient claires pour les soumissionnaires.
- Établir des critères d'évaluation pour évaluer les considérations relatives à l'inclusion dans les propositions/offres (et les propositions alternatives, le cas échéant). Veiller à ce qu'un spécialiste en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale examine à la fois les critères d'évaluation et les propositions.
- Mettre en œuvre un processus d'action corrective et préventive à l'endroit du fournisseur pour gérer les cas de non-conformité avec les exigences convenues en matière d'inclusion, pour traiter leur impact, pour analyser la raison de la non-conformité et pour mettre en place des actions appropriées, afin de corriger le problème et d'empêcher toute répétition.
- Veiller à ce que des mesures adéquates soient prises lorsque les fournisseurs ne respectent pas les exigences convenues en matière d'inclusion, telles que les droits du travail, les codes de conduite et les réglementations en matière d'hygiène, sécurité, santé, environnement.

### 3. Améliorer la transparence du processus d'achats, pour maximiser les investissements dans les infrastructures au profit des utilisateur·rice·s finaux·les.

- Prévenir la corruption et éviter les conflits d'intérêts dans les procédures d'attribution de marchés publics.
- Renforcer les capacités, l'intégrité et la responsabilité des responsables des achats et veiller à la bonne tenue des dossiers.
- Mettre en place des systèmes appropriés de réclamation, de recours et de retour d'information avec des rapports publics réguliers.
- Faciliter les audits ciblés en matière d'achats et suivre et évaluer les performances associées.

#### En savoir plus

- Procéder à des achats inclusifs pour soutenir les entreprises détenues par des femmes et des groupes marginalisés :
  - [Achats publics favorables à l'égalité entre les genres](#), UNOPS, 2023.
  - [Inclusive Procurement And Contracting: Building a Field of Policy and Practice](#), PolicyLink, 2018.
  - [Note d'orientation sur les principes d'autonomisation des femmes \(WEPs\) : approvisionnements et égalité femmes-hommes](#), ONU Femmes
  - [Empowering women through public procurement and enabling inclusive growth](#), ONU Femmes, 2021.
  - [Making Public Procurement Work for Women](#), International Trade Centre, 2020.
  - [Guidance: Gender in the MAPS framework](#), OCDE, 2025.
- Procéder à des achats incluant les personnes handicapées : [Guidelines on the Implementation of Indicator 8: Procurement](#), High-Level Committee on Management Procurement Network, 2020.
- Recommandations en matière de politique pour l'encouragement à la participation des femmes : [Empowering women through public procurement and enabling inclusive growth](#), ONU Femmes, 2021.

- Stratégies visant à lever les obstacles structurels aux achats : [Contracting for Equity: Best Local Government Practices that Advance Racial Equity in Government Contracting and Procurement](#), Insight Center for Community Economic Development.
- Envisager d'utiliser le Short Form of Contract (contrat abrégé) de la FIDIC pour les travaux simples et de durée limitée : [Short Form of Contract 2nd Ed \(2021 Green Book\)](#), FIDIC, 2021.
- Procéder à des opérations de passations de marchés inclusives pour les travaux à haute intensité de main-d'œuvre et les contrats communautaires :
  - [Guide des marchés publics sensibles au genre pour les programmes d'investissement à haute intensité de main-d'oeuvre \(HIMO\)](#), OIT, 2022.
  - [Contracting Local Infrastructure Works](#), OIT, 2009.
  - [Approches et pratiques en contrats communautaires : leçons tirées d'expériences de terrain](#), OIT, 2001.
  - [Community Contracting and Organisational Practices in Rural Areas: A Case Study of Malawi](#), OIT, 2005.
  - [Organisation, Contracting and Negotiation in Development Programmes and Projects: A Study of Current Practice at the Community Level](#), OIT, 2001.
- Améliorer la capacité des entrepreneurs locaux et des petits entrepreneurs :
  - [Développement des petits entrepreneurs dans le secteur de la construction](#), OIT, 2003.
  - [Developing the construction industry for employment-intensive infrastructure investments](#), OIT, 2019.
- Améliorer la transparence des processus d'achats grâce aux données ouvertes : [Open Contracting Data Standard \(OCDS\)](#), Open Contracting Partnership.
- [Inclusive Public Procurement Playbook](#), UNDP, 2022.
- Mettre en œuvre des mesures de prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels et de protection des enfants et des jeunes :
  - [Manuel de référence rapide sur la mise en œuvre de la protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels \(PEAHS\)](#), CHS Alliance, 2020.
  - [Sexual exploitation, abuse and harassment \(SEAH\) Infrastructure Tool](#), DFID Safeguarding Unit, ICED, 2019.
  - [DFAT Child Protection Guidance Note: Child Protection in Infrastructure Activities](#), DFAT, 2020.

[← Retourner au chapitre Achats](#)



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Entrepreneurs

### Construire des projets énergétiques inclusifs

#### 1. S'engager dans des pratiques de travail et une gestion de la main-d'œuvre inclusives qui aident à promouvoir la diversité et l'inclusion dans les pratiques d'embauche

- Avant le début des travaux de construction, organiser des réunions avec les communautés, les entrepreneurs, l'agence contractante, les autorités locales et les ONG et organisations de la société civile locales concernées, afin de discuter de la contribution de la main-d'œuvre au sein des communautés locales.
- Embaucher en priorité de la main-d'œuvre issue de la communauté locale, notamment des femmes et des personnes appartenant à des groupes marginalisés, afin de s'assurer qu'ils et elles bénéficient d'un emploi dans le cadre de la construction, de l'exploitation et de la maintenance de l'installation d'infrastructures.
- Veiller à ce que les descriptions de postes ou les termes de référence (TDR) utilisent un langage inclusif et des termes neutres du point de vue du genre et soient publiés dans la principale langue de travail du site du projet.
- Faire connaître les possibilités d'emploi liées au projet par des canaux susceptibles d'atteindre davantage de femmes et de candidat·e·s issu·e·s de la diversité.
- Veiller à ce qu'un salaire égal pour un travail égal soit offert, indépendamment du sexe, du genre, de l'âge ou du handicap.
- Établir des quotas d'embauche pour les différents types de postes, afin de garantir une représentation diversifiée et équitable des femmes et des hommes (et des groupes marginalisés, le cas échéant) à tous les niveaux, depuis l'administration et les opérations jusqu'aux postes techniques et de direction.
- Mettre en place des systèmes de rotation si l'offre de main-d'œuvre dépasse les possibilités d'emploi, afin de garantir une répartition équitable des avantages liés à l'emploi.
- Respecter le droit des travailleur·euse·s à exercer dans des conditions décentes, qu'il s'agisse de conditions salariales ou non salariales. Il s'agit notamment de garantir le paiement intégral et en temps voulu de salaires décents, d'accorder des droits salariaux et de mettre en place des procédures de recours inclusives. Il s'agit également d'adopter des dispositions en matière de sécurité et de santé au travail (SST), telles que la fourniture d'outils adéquats, la mise en place de dispositions visant à minimiser le risque d'accident, la mise à disposition d'un moyen de transport pour se rendre sur le chantier et en revenir, la garantie d'une couverture par une assurance accident et d'autres droits de protection sociale, ainsi que la formation des travailleurs avant le début effectif des travaux de construction et la mise en place de mesures de sauvegarde.
- Offrir des possibilités de formation continue et de mentorat à toutes les personnes, à tous les niveaux. Lors de la planification des sessions de formation, prendre en considération les besoins spécifiques liés au genre ou au handicap.
- Proposer des opportunités de formation continue, de stages et d'apprentissage en partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur, les programmes de formation technique et professionnelle, ainsi que les organisations locales formatrices. Encourager des initiatives visant à exposer les femmes et les filles aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, ainsi qu'à d'autres disciplines pertinentes, tout en les sensibilisant aux perspectives de carrière.
- Lorsque des membres de la communauté sont embauchés comme ouvrier·ère·s de construction, ils doivent être formés aux pratiques de construction sûres, au travail efficace en groupe, à l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale et à la prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels.
- Promouvoir des politiques de travail flexible et de congé parental. Utiliser un système de paiement basé sur les résultats, avec un salaire égal pour un travail égal. Ce système offre une certaine flexibilité en matière d'horaires de travail, ce qui peut aider les femmes et les groupes marginalisés dont les contraintes de temps peuvent les empêcher de travailler à temps plein.
- Veiller à ce que tous·tes les nouveaux·elles travailleur·euse·s signent le code de conduite et soient formé·e·s à ses dispositions.

**En savoir plus**

- Impliquer les communautés locales dans les travaux d'infrastructure :
  - [Approches et pratiques en contrats communautaires : leçons tirées d'expériences de terrain](#), OIT, 2002
  - [Emploi d'urgence](#), OIT, 2021
- Constituer une main-d'œuvre diversifiée pour soutenir le volet compétences de la transition énergétique :
  - [Renewable Energy and Jobs Annual Review 2021, Special Edition, Labour and Policy Perspectives](#), IRENA et OIT, 2021, p. 75-78.
  - [Practical Guide to Women in Energy Regulation](#), USAID, 2018.
  - [L'inclusion des personnes handicapées dans le cadre du programme HIMO: État des lieux et voie à suivre](#), OIT, 2022
  - [Lignes directrices pour les programmes d'investissements HIMO intégrant une dimension de genre](#), OIT, 2016
  - [Inclusion des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queers \(LGBTQI+\) dans le monde du travail – Guide d'apprentissage](#), OIT, 2022.
- Améliorer la capacité des programmes d'infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre :
  - [Programmes d'infrastructures à Haut Intensité de Main-d'Oeuvre - HIMO : renforcement des capacités pour la passation de contrats dans le secteur de la construction : directives](#), OIT, 1999
  - [ILO Guide for Skills Development in Employment-Intensive Investment Programmes](#), OIT, 2021
- Réglementation du travail et garanties sociales : [Developing the construction industry for employment-intensive infrastructure investments \(Chapitre 8\)](#), OIT, 2019

## 2. S'engager dans une gestion inclusive de la construction, qui garantisse des conditions de travail décentes et applique les normes en matière de santé, sûreté, sécurité et environnement (HSSE)

- Garantir des installations et des pratiques d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène adéquates et sûres sur le lieu de travail.

- Lorsque les normes culturelles et les capacités le permettent, veiller à ce qu'il y ait un éventail diversifié de superviseurs de la construction sur le chantier (notamment des femmes et des hommes) et à ce que des installations de travail adéquates et sûres soient mises à la disposition des personnes de tous les genres.
- Veiller à ce qu'il n'y ait pas de travail des enfants et de travail forcé sur les chantiers de construction, sauf pour des tâches non dangereuses et dans le cadre d'un apprentissage formel lié à leur éducation.
- Veiller à ce que les pratiques et les activités sur site favorisent autant que possible la flexibilité des horaires de travail, en tenant compte des horaires qui conviennent aux femmes, aux hommes et à la main-d'œuvre issue de la diversité des genres, qui peuvent avoir des responsabilités supplémentaires en matière de soins et de tâches domestiques.
- En fonction du contexte socioculturel et des exigences du travail, il peut être nécessaire d'avoir des groupes de travail séparés pour les femmes et les hommes et d'affecter les groupes de travail des femmes à des lieux de travail plus proches de leur domicile.
- Effectuer une évaluation des risques et mettre en place des contrôles pour s'assurer que les dangers soient réduits au minimum. Contrôler en permanence la sécurité dans la zone de travail et les zones environnantes.
- Utiliser des méthodes de travail respectueuses de l'environnement et des matériaux locaux pour construire ou améliorer les actifs.
- Faire respecter les normes en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et d'environnement (HSSE).

**En savoir plus**

- Appliquer les normes en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et d'environnement (HSSE) :
  - [Environmental and social safeguards guidelines](#), OIT, 2022.
  - [Principes directeurs concernant les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail](#), OIT, 2009.
  - [Recueil de directives pratiques du BIT : Sécurité et santé dans la construction \(Édition révisée\)](#), OIT, 2022.

- Garantir des installations d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène adéquates et sûres sur le lieu de travail : [WASH@Work : Un manuel d'autoformation](#), OIT, 2021.
- Gestion et supervision des travaux de construction favorable à l'égalité entre les genres : [Guide on integrating gender throughout infrastructure project phases in Asia and the Pacific](#), ONU Femmes et UNOPS, 2019, p. 56

### 3. Maintenir des chantiers de construction sûrs et inclusifs

- Le spécialiste en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion sociale doit examiner et contrôler les dispositions relatives à l'établissement du site afin de s'assurer que les installations du site sont sûres et inclusives.
- Les travailleuses et les personnes vivant à proximité peuvent effectuer un audit de la sécurité des femmes sur le site et formuler des recommandations pour répondre à leurs préoccupations éventuelles.
- Veiller à ce que les panneaux de signalisation, les règles du site et toute autre signalisation relative à la santé et à la sécurité se trouvent dans des zones bien éclairées et soient compréhensibles par l'ensemble des travailleur·euse·s et des membres de la communauté.
- Appliquer des politiques et des mécanismes de non-discrimination, de prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels, et d'interdiction du travail des enfants et du travail forcé.
- Fournir des toilettes séparées, privées, sécurisées et adaptées à la gestion de l'hygiène menstruelle sur le site, pour les personnes qui ont leurs règles.
- Veiller à ce que les installations d'hébergement sur site soient séparées en fonction des besoins des femmes et des hommes faisant partie de la main-d'œuvre et veiller à ce que des mesures de sûreté et de sécurité soient mises en place.
- Veiller à ce que les équipements de protection individuelle (EPI) soient inclusifs et s'adaptent correctement aux différents types de personnes.
- Lorsque les normes culturelles et les capacités le permettent, fournir des installations de travail adaptées aux familles sur le site.

- Veiller à ce qu'il y ait des espaces privés pour tirer le lait, des espaces calmes pour les personnes neurodivergentes, des espaces pour la prise de médicaments, des espaces confessionnels pour la prière et les routines culturelles ou religieuses, ainsi que tout autre élément pertinent dans le contexte.
- Si le contexte s'y prête, prévoir des aménagements pour les animaux (notamment les animaux d'assistance et les animaux en tant que mode de transport).
- Veiller à ce que toute la main-d'œuvre dispose de moyens de transport sûrs et accessibles pour se rendre au(x) chantier(s) de construction et aux lieux d'hébergement.
- Veiller à ce qu'un plan de gestion du trafic approprié soit mis en œuvre à l'intérieur et autour du chantier de construction, afin de minimiser les désagréments et les risques pour la sécurité du public. Veiller à ce que toute modification du tracé des trottoirs et des voies piétonnes permette aux personnes en fauteuil roulant, aux poussettes et aux chariots de se déplacer correctement.
- Réaliser une évaluation de l'incidence des travaux sur les zones environnantes et veiller à ce que des mesures de protection et de sécurité adéquates soient mises en place.

#### En savoir plus

- [Safety, health and welfare on construction sites: A training manual](#), OIT, 1995.
- [Manuel de référence rapide sur la mise en œuvre de la protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels \(PEAHS\)](#), CHS Alliance, 2020.
- Protection des enfants et des jeunes dans les infrastructures : [DFAT Child Protection Guidance Note: Child Protection in Infrastructure Activities](#), DFAT, 2020
- Outils pratiques et conseils sur les meilleures pratiques émergentes pour prévenir et répondre au risque de violence et de harcèlement : [Addressing Gender-Based Violence and Harassment \(GBVH\) in the Construction Sector](#), CDC, EBRD et IFC, 2020
- Mesures pour la prévention de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels dans les infrastructures : [Sexual exploitation, abuse and harassment \(SEAH\) Infrastructure Tool](#), DFID Safeguarding Unit, ICED, 2019.

← Retourner au chapitre Construction



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Propriétaires et responsables d'exploitation d'actifs de petite taille

### Exploiter et entretenir les actifs et les services énergétiques inclusifs

#### 1. Recueillir des informations sur l'état et les performances des actifs énergétiques afin d'identifier les domaines dans lesquels des activités de maintenance de routine et spécialisées doivent être menées

- Collecter des données sur l'état et les performances des actifs énergétiques pour les utiliser dans le cadre de la maintenance courante et de la planification.
- Collecter des informations et des données qui renforcent les projections de la demande de base et les tendances d'utilisation, ce qui facilite et fiabilise l'analyse des investissements et permet d'apporter des modifications au système. Les données d'utilisation peuvent ensuite être analysées pour adapter le système et atténuer les pics de consommation.

#### 2. Établir et mettre en œuvre un plan d'action de gestion des actifs adapté à la conception, à la durée de vie, aux composants et aux matériaux de cet actif

- Élaborer un plan de maintenance adapté à la conception, à la durée de vie, aux composants et aux matériaux des actifs.
- Assurer une allocation de fonds adéquate pour l'exploitation et la gestion des actifs énergétiques, afin de garantir un service sûr et fiable.
- Renforcer la capacité à effectuer des travaux de maintenance et de réparation réguliers. Créer des possibilités d'apprentissage et de formation au sein de la communauté dans le domaine de l'exploitation et de la maintenance des actifs énergétiques.
- Procéder à une maintenance préventive et à des inspections régulières.

- Lorsqu'un réseau plus important devient disponible, raccorder des mini-réseaux autonomes pour accroître la sécurité de l'approvisionnement.
- Dans la mesure du possible, prévoir des dispositifs pour prévenir le vol des composants du réseau électrique. Il peut s'agir d'un algorithme capable de détecter le vol d'un élément ou le raccordement illégal d'une personne au réseau.

#### En savoir plus

- Gérer les actifs des infrastructures : [Tools for Infrastructure Asset Management](#), Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

← Retour au chapitre Exploitation et Maintenance



## LISTE DE CONTRÔLE DES ACTIONS : Entreprises du secteur énergétique et propriétaires d'actifs de petite taille

### Rénover, moderniser, réaffecter et mettre hors service les installations

#### 1. Recueillir des informations sur l'état et les performances des actifs énergétiques, afin d'identifier les problèmes et les possibilités de rénovation, de modernisation, de réaffectation ou de mise hors service

- Recueillir des données sur l'état et les performances des actifs énergétiques, afin d'identifier les lacunes dans l'accès inclusif pour les femmes et les groupes marginalisés.
- Recueillir des informations en retour et mener des consultations participatives avec divers groupes d'utilisateur·rice·s afin d'identifier les possibilités d'amélioration.

#### 2. Examiner comment améliorer les aspects liés à l'inclusion, à la durabilité et à la résilience lors de la modernisation ou de la rénovation des infrastructures énergétiques

- Réaliser des études sur les anciens actifs d'infrastructures énergétiques, afin de déterminer s'il est nécessaire de moderniser les dispositifs inclusifs, par exemple par l'ajout de détecteurs de mouvements pour activer les lampadaires.
- Organiser divers audits pour identifier les obstacles, atténuer les risques et les tensions, afin de permettre aux individus de faire des choix éclairés en matière de systèmes d'infrastructures énergétiques. Envisager cette activité à l'échelle du réseau pour établir des priorités interdépendantes et maximiser les bénéfices.
- Déterminer les caractéristiques de rénovation qui peuvent permettre d'atteindre les objectifs de durabilité, de résilience et d'inclusion. Il peut s'agir de dispositifs d'efficacité énergétique et de la transition vers des sources d'énergie renouvelables.

- S'assurer que des options alternatives existent avant de moderniser l'actif énergétique ou ses composants, en particulier si cela constitue la principale source d'énergie pour certains groupes marginalisés.

#### 3. Rechercher de manière proactive des financements pour moderniser les actifs existants

- Identifier les possibilités de financement public pour rénover les actifs existants en les dotant de caractéristiques qui améliorent la durabilité, la résilience et l'inclusion.

#### En savoir plus

- Exemple de projet de rénovation dans un logement social : [Fonds ACI | Lutter contre la précarité énergétique en aidant les résidents à faible revenu à se moderniser](#), C40 cities, étude de cas.

← Retour à Rénovation, Modernisation, Transformation et Mise hors service

# Abréviations

## **GESI**

Égalité entre les genres et inclusion sociale  
(de « Gender equality and social inclusion »)

## **LGBTQI+**

Personnes lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, intersexes, queers ou en questionnement, plus

## **LNOB**

Ne laisser personne pour compte

## **ODD**

Objectifs de développement durable

# Glossaire

## **L'utilisation d'un langage inclusif**

La présente publication a été élaborée en s'efforçant d'utiliser un langage inclusif. Il s'agit notamment d'éviter l'utilisation de termes dénigrants et discriminatoires qui perpétuent des stéréotypes négatifs à l'égard de tout groupe ou qui favorisent un sentiment de hiérarchie plaçant un groupe de personnes au-dessous des autres.

La priorité est donnée au langage humain, comme dans l'utilisation des termes « personnes handicapées » et « personnes vivant dans la pauvreté ». Le langage genré est utilisé lorsque les croyances populaires ou les idées préconçues risquent d'occulter la présence ou l'action de l'un ou l'autre genre. Par exemple, les recommandations de cette publication peuvent indiquer ouvertement que « les femmes et les hommes » devraient être inclus dans les travaux d'infrastructures, car il s'agit d'une industrie dominée par les hommes dans de nombreux pays du Sud global. Dans d'autres cas, un langage neutre est utilisé, comme en anglais « labour force » (main-d'œuvre) au lieu de « manpower » (ouvriers).

### **En savoir plus**

- [Orientations pour un langage inclusif en français](#), Nations Unies
- [Lignes directrices pour l'inclusion du handicap dans la langue](#), Nations Unies

### **À haute intensité de main-d'œuvre**

Une expression générique pour décrire les stratégies, les approches, les technologies et les activités qui favorisent et augmentent la création d'emplois directs ou indirects dans les programmes et les projets d'investissement.

## Actifs d'infrastructures énergétiques

Les actifs d'infrastructures énergétiques sont les éléments qui permettent la production, le transport et la distribution de l'énergie, notamment les réseaux physiques d'oléoducs et de gazoducs, les raffineries de pétrole et les éléments de transport tels que les transports maritimes et ferroviaires<sup>30</sup>.

## Agrégateur d'électricité

Groupement d'agent·e·s d'un réseau électrique (consommateur·rice·s, producteur·rice·s ou prosumateur·rice·s) agissant comme une entité unique lorsqu'ils participent aux marchés du système énergétique ou vendent des services à l'opérateur<sup>31</sup>.

## Aménagement raisonnable

Selon la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, il s'agit de modifications et d'ajustements nécessaires et appropriés n'imposant pas de charge disproportionnée ou indue, lorsque cela est nécessaire dans un cas particulier, pour assurer aux personnes handicapées (ainsi qu'aux femmes et aux groupes marginalisés) la jouissance ou l'exercice, sur la base de l'égalité avec les autres, de tous les droits humains et de toutes les libertés fondamentales<sup>32</sup>.

## Approche basée sur les ressources locales

Les approches basées sur les ressources locales optimisent l'utilisation des ressources locales, notamment la main d'œuvre et les technologies locales, ainsi que les matériaux, outils et équipements disponibles localement auprès des fournisseurs locaux<sup>33</sup>.

## Approche transformatrice de l'égalité entre les genres et de l'inclusion sociale

Activités qui tentent de redéfinir les rôles et les relations genrés traditionnels et de transformer l'inégalité et la marginalisation de groupes particuliers, afin de promouvoir le partage du pouvoir, le contrôle des ressources, la prise de décision et le soutien à l'égalité entre les genres et à l'inclusion sociale.

## Autonomisation

La capacité d'une personne et des communautés à agir librement et à faire des choix concernant leur vie et ce qu'elles jugent important, qui peut être limitée par les structures institutionnelles, les barrières sociales et l'accès aux ressources et au pouvoir.<sup>34</sup>

## Besoins divers

Ce terme est utilisé tout au long de la présente publication pour désigner deux concepts clés de l'inclusion : la diversité et l'équité. La diversité consiste à reconnaître, respecter et valoriser les différences. L'équité consiste à faire en sorte que chaque personne dispose des bons outils au bon moment pour mener une vie agréable. L'expression « besoins divers » reconnaît que l'infrastructure adéquate peut être différente selon l'âge, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'état de santé ou le handicap, le statut juridique, l'appartenance ethnique, la religion, l'éducation, les revenus ou la situation géographique.

## Capacité

L'aptitude des personnes, des organisations et de la société dans son ensemble à gérer leurs affaires avec succès<sup>35</sup>. Il peut s'agir de capacités individuelles (par exemple, compétences, connaissances), de capacités organisationnelles (par exemple, stratégies, systèmes, processus) et de capacités liées à un environnement habilitant (par exemple, cadre politique pour les facteurs économiques, politiques, environnementaux et sociaux)<sup>36</sup>.

## Capacité d'action

Le processus qui permet aux personnes de faire valoir leur capacité d'action avec succès. Il peut s'agir de donner à une personne davantage de contrôle sur les décisions qui la concernent, ou de sa capacité à faire des choix de manière autonome, à influencer les décisions du ménage, à modifier certains aspects de sa vie et à susciter un changement collectif au sein de sa communauté<sup>37</sup>.

## Conception universelle

La conception et la composition d'un environnement de manière à ce qu'il puisse être accessible, compris et utilisé dans toute la mesure du possible par toutes les personnes, indépendamment de leur âge, de leur taille ou de leur handicap. Cela comprend les lieux publics de l'environnement bâti, tels que les bâtiments, les rues ou les espaces auxquels les gens ont accès ; les produits et services fournis dans ces lieux et les systèmes disponibles, notamment les technologies de l'information et de la communication (TIC)<sup>38</sup>. Les sept principes de la conception universelle sont les suivants : utilisation équitable, souplesse d'utilisation, utilisation simple et intuitive, informations perceptibles, tolérance à l'erreur, faible effort physique, taille et espace pour l'approche et l'utilisation<sup>39</sup>.

## Développement des infrastructures

Processus de planification, de mise en œuvre et de gestion des infrastructures mené tout au long de leur cycle de vie.

## Données ventilées

Données qui ont été divisées en sous-catégories détaillées (par exemple groupe marginalisé, âge, sexe, genre, région ou niveau d'éducation). Les données ventilées peuvent révéler des privations et des inégalités qui ne sont pas toujours bien mises en évidence par les données agrégées<sup>40</sup>.

## Égalité entre les genres

Il s'agit de l'égalité des droits, des responsabilités et des chances entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons. L'égalité ne signifie pas que les femmes et les hommes deviendront identiques, mais que les droits, les responsabilités et les opportunités des femmes et des hommes ne dépendront pas du fait qu'ils soient nés hommes ou femmes. L'égalité entre les genres implique que les intérêts, les besoins et les priorités des femmes et des hommes soient pris en considération, en reconnaissant la diversité des différents groupes de femmes et d'hommes. L'égalité entre les genres n'est pas une question réservée aux femmes, elle devrait concerner et impliquer pleinement les hommes aussi bien que les femmes. L'égalité entre les femmes et les hommes est considérée à la fois comme une question de droits humains et comme une condition préalable et un indicateur d'un développement durable centré sur les personnes<sup>41</sup>.

## Enfants

Les personnes âgées de moins de 18 ans, telles que définies par la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies<sup>42</sup>.

## Expression de genre

L'ensemble des indices, tels que les noms, les pronoms, le comportement, l'habillement, la voix, les manières et/ou les caractéristiques corporelles, qui expriment le genre d'une personne. Elle peut être identique ou différente de l'identité de genre d'une personne. Il n'est pas nécessaire d'avoir une orientation sexuelle, une identité de genre ou des caractéristiques sexuelles diverses pour avoir une expression de genre diverse. On croit souvent à tort que l'identité et l'expression de genre ne s'appliquent qu'aux personnes transgenres et aux personnes issues de la diversité des genres, mais ce n'est pas vrai. Comme l'a indiqué l'Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, « tous les êtres humains vivent dans des sociétés genrées traversées par des hiérarchies de pouvoir et des idées préconçues ». Dans certains contextes culturels et géographiques, il est particulièrement pertinent de mettre l'accent sur l'expression du genre, car l'expression de genre « non conforme » accroît la vulnérabilité de certaines personnes<sup>43</sup>.

## Fournisseurs

Vendeurs et vendeuses d'ouvrages, de fournitures, de biens et de services.

## Garanties environnementales et sociales

Terme utilisé par les institutions de développement, les traités internationaux et les agences internationales pour désigner les politiques, les normes et les procédures opérationnelles conçues pour identifier, puis tenter d'éviter, d'atténuer et de minimiser les impacts environnementaux et sociaux négatifs qui peuvent survenir au cours de la mise en œuvre des projets de développement. Les garanties environnementales et sociales ont également une dimension proactive pour tenter d'augmenter les chances que les projets de développement produisent de meilleurs résultats pour les personnes et l'environnement<sup>44</sup>.

## Genre

Désigne les rôles, les comportements, les activités et les attributs qu'une société donnée considère à un moment donné comme appropriés pour les hommes, les femmes et les personnes issues de la diversité des genres. Outre les caractéristiques et les opportunités socialement associées aux personnes de sexe masculin et féminin et aux relations entre femmes et hommes et filles et garçons, le genre désigne également les relations entre les femmes et celles entre les hommes. Ces attributs, opportunités et relations sont socialement construits et assimilés à travers les processus de socialisation. Ils sont liés à un contexte spécifique, ponctuel et variable. Le genre détermine ce qui est attendu, permis et apprécié chez une femme ou un homme dans un contexte donné. Dans la plupart des sociétés, il existe des différences et des inégalités entre les hommes et les femmes s'agissant des responsabilités accordées, des activités exercées, de l'accès aux ressources et de leur contrôle, ainsi que des opportunités de prise de décisions. Le genre s'inscrit dans un contexte socioculturel plus vaste, à l'instar d'autres critères importants d'analyse socioculturelle, en particulier la classe sociale, la race, le niveau de pauvreté, le groupe ethnique, l'orientation sexuelle, l'âge, etc.<sup>45</sup>

## Groupes marginalisés

Groupes et communautés victimes de discrimination et d'exclusion (sociale, politique et économique) en raison de rapports de force inégaux dans les domaines économique, politique, social et culturel<sup>46</sup>. Les personnes marginalisées peuvent être exclues dans un contexte spécifique sur la base de différentes caractéristiques ou motifs personnels, tels que le sexe, le genre, l'âge, l'appartenance ethnique, la religion ou les convictions, l'état de santé, le handicap, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'éducation, les revenus ou le fait de vivre dans différentes localités géographiques. Une personne appartenant à un groupe marginalisé (qu'il soit réel ou perçu comme tel) court un risque accru de subir des inégalités dans les droits d'accès et l'utilisation des services et des biens<sup>47</sup>, notamment les services d'infrastructures essentiels.

## Identité de genre

Bien que les concepts d'identité de genre varient considérablement à travers le monde, ils sont généralement définis comme l'expérience interne et individuelle profondément ressentie par chaque personne, qui peut ou non correspondre au sexe qui lui a été assigné à la naissance ou au genre qui lui a été attribué par la société. Elle inclut le sens personnel du corps, qui peut ou non impliquer un désir de modification de l'apparence ou de la fonction du corps par des moyens médicaux, chirurgicaux ou autre<sup>48</sup>.

## Inclusion (inclusion sociale)

Processus par lequel des efforts sont déployés pour garantir l'égalité des chances, afin que chacun, indépendamment de son origine sociale, puisse réaliser pleinement son potentiel. Ces efforts englobent plusieurs politiques et mesures descendantes et ascendantes qui favorisent l'égalité d'accès aux services publics et permettent la participation de la population aux processus décisionnels qui affectent sa vie<sup>49</sup>.

## Inégalités horizontales et verticales

Les inégalités verticales sont les inégalités entre les personnes ou les ménages qui ne sont pas liées à des distinctions de groupe, telles que les inégalités de revenus. Les inégalités horizontales sont les inégalités qui existent entre les groupes ethniques et les autres groupes de population<sup>50</sup>. Les inégalités horizontales sont souvent enracinées dans l'histoire et persistent au fil des générations en raison de privations ou d'avantages bien ancrés. Les tendances actuelles, telles que la migration, notamment l'afflux de réfugiés, peuvent également conduire à des inégalités horizontales<sup>51</sup>.

## Infrastructure

Un pilier essentiel du développement. Il s'agit de l'ensemble des installations et systèmes fondamentaux qui fournissent les services essentiels nécessaires au fonctionnement de notre société, tels que l'énergie, les transports, l'eau, la gestion des déchets, la communication numérique, etc. Les infrastructures comportent trois dimensions qui fonctionnent ensemble pour fournir des services permettant d'obtenir des avantages en matière de développement : l'environnement bâti, l'environnement habitant et l'environnement naturel.

## Intersectionnalité

La nature interconnectée des catégorisations sociales telles que la race, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, la religion, le handicap et la classe sociale, qui se chevauchent pour créer des systèmes interdépendants de privilèges, d'oppression, de discrimination ou de désavantage<sup>52</sup>.

## Investissements à haute intensité de main-d'œuvre

Investissements dans les infrastructures qui relient le développement des infrastructures à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et au développement économique et social local<sup>53</sup>.

## Jeunes

Toutes les personnes âgées de 15 à 24 ans, sans préjudice des autres définitions données par les États membres<sup>54</sup>.

## LGBTQI+

Acronyme désignant les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queers ou en questionnement. Le signe + fait référence aux personnes ayant des orientations sexuelles, des identités de genre, des expressions de genre et/ou des caractéristiques sexuelles (OSIEGCS) diverses qui s'identifient en utilisant d'autres termes ou aucun terme<sup>55</sup>.

## Ne laisser personne pour compte

La promesse de transformation qui est au cœur du Programme 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD) incarne l'engagement sans réserve pris par tous les États membres des Nations Unies en vue d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes, de mettre fin à la discrimination et à l'exclusion et de réduire les inégalités et les vulnérabilités qui font des laissés pour compte et minent le potentiel des personnes et de l'humanité dans son ensemble<sup>56</sup>.

## Participation significative

Le concept de participation « significative » garantit que les femmes et les groupes marginalisés ne sont pas seulement présents dans le processus de développement des infrastructures, mais que leurs préoccupations sont entendues et prises en compte, et qu'ils ont la possibilité d'exprimer leurs contributions et leur expertise. Cela permet de s'assurer que les perspectives et les analyses intersectionnelles éclairent et façonnent les processus d'infrastructure, et que les résultats profitent à l'ensemble de la société<sup>57</sup>.

## Parties prenantes

Personnes, groupes ou organisations susceptibles d'affecter, d'être affectés ou de se percevoir comme étant affectés par une décision, une activité ou un résultat liés à un projet<sup>58</sup>.

## Personne neurodivergente

Personne dont le cerveau et la cognition fonctionnent différemment de ce qui est considéré comme « typique ». Ce terme tient compte du fait que les cerveaux ne fonctionnent pas tous de la même manière. Il englobe les personnes autistes, les personnes atteintes de TDAH et les personnes dyslexiques<sup>59</sup>.

## Personnes âgées

Définies par les Nations Unies comme des personnes de plus de 60 ans. Toutefois, les familles et les communautés s'appuient souvent sur d'autres référents socioculturels pour définir l'âge, notamment le statut familial, l'apparence physique ou les problèmes de santé liés à l'âge<sup>60</sup>.

## Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

Personnes ou groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits humains ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État<sup>61</sup>.

## Personnes handicapées

Selon la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, il s'agit des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres<sup>62</sup>.

## Personnes réfugiées

En vertu du droit international et du mandat du Haut Comité aux Réfugiés des Nations Unies, les personnes réfugiées sont des personnes se trouvant hors de leur pays d'origine et qui ont besoin d'une protection internationale parce qu'elles craignent d'être persécutées ou que leur vie, leur intégrité physique ou leur liberté sont gravement menacées dans leur pays d'origine du fait de persécutions, d'un conflit armé, de violences ou de troubles publics graves<sup>63</sup>.

### **Personnes vivant dans la pauvreté**

Personnes privées de manière durable ou chronique des ressources, des moyens, des choix, de la sécurité et du pouvoir nécessaires pour jouir d'un niveau de vie suffisant et d'autres droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux<sup>64</sup>.

### **Populations autochtones**

Populations qui disposent de systèmes sociaux, économiques ou politiques distincts, notamment une langue, une culture et des croyances, et qui entretiennent un lien fort avec des territoires ancestraux et les ressources naturelles environnantes. Elles forment souvent des groupes non dominants de la société et ont une continuité historique avec les sociétés précoloniales ou antérieures à l'installation de colons<sup>65</sup>.

### **Principe de « Ne pas nuire »**

Dans le contexte du développement des infrastructures, ce principe implique la prévention et l'atténuation de tout effet négatif du développement des infrastructures sur les populations touchées et l'environnement, notamment les conséquences involontaires.

### **Prosommateur·rice**

Un prosommateur ou une prosommatrice est une personne consommatrice qui produit et consomme de l'électricité. Cette personne « autoconsomme » une partie de l'électricité qu'elle produit et vend l'excédent au réseau<sup>66</sup>.

### **Ressources énergétiques distribuées ou décentralisées**

Ressources énergétiques à petite échelle généralement situées à proximité des sites de consommation d'électricité, telles que les panneaux solaires sur les toits et les batteries de stockage<sup>67</sup>.

### **Sud global**

L'expression « Sud global » désigne au sens large les régions d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et d'Océanie, dont la plupart (mais pas toutes) ont des revenus faibles et sont souvent marginalisées sur le plan politique ou culturel. L'utilisation de l'expression « Sud global » marque le passage d'une approche centrée sur le développement ou les différences culturelles à une approche centrée sur les relations de pouvoir géopolitiques<sup>68</sup>. Bien que le terme ne soit pas exact d'un point de vue géographique, cette publication l'utilise plutôt que « pays en développement », ce qui implique que le développement ne peut être réalisé que de la même manière que dans les « pays développés », sans tenir compte des inégalités engendrées par la colonisation.

### **Système d'infrastructures énergétiques**

Un système d'infrastructures énergétiques désigne tous les éléments liés à la production, à la conversion, à la fourniture et à l'utilisation de l'énergie<sup>69</sup>.

### **Transition énergétique**

La transformation du secteur mondial de l'énergie pour passer de sources d'énergie fossiles à des sources d'énergie sans carbone, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie et d'atténuer les changements climatiques<sup>70</sup>.

## **Travail décent**

Selon la définition de l'Organisation internationale du travail, le travail décent implique des possibilités de travail productif et assurant un revenu équitable, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour tous et toutes, de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale, la liberté pour les personnes d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, ainsi que l'égalité des chances et de traitement pour toutes les femmes et tous les hommes<sup>71</sup>.

## **Travail forcé**

Travail effectué involontairement et sous la menace d'une sanction quelconque. Il s'agit de situations dans lesquelles des personnes sont contraintes de travailler par la violence ou l'intimidation, ou par des moyens plus subtils tels que l'accumulation de dettes, la rétention de papiers d'identité ou la menace d'une dénonciation aux services d'immigration<sup>72</sup>.

## **Vulnérabilité**

La vulnérabilité sociale fait référence à la capacité ou à l'incapacité variable des groupes et des personnes à faire face aux risques et à prendre des mesures efficaces pour se prémunir contre les pertes. Elle dépend de leur condition physique et socio-économique, du contrôle exercé sur les ressources, ainsi que de l'exposition, de la sensibilisation et de la capacité à gérer et à faire face aux risques<sup>73</sup>.

# Références

## Chapitre 1

1. THACKER S. et al., *Les infrastructures : la fondation du développement durable* [en ligne], Copenhague : UNOPS, 2018.
2. Global Infrastructure Hub and Oxford Economics, *Global Infrastructure Outlook* [en ligne], GI Hub and Oxford Economics, 2018.
3. COZZI, Laura, et al., *For the first time in decades, the number of people without access to electricity is set to increase in 2022, (Pour la première fois depuis des décennies, le nombre de personnes sans accès à l'électricité devrait augmenter en 2022)* [en ligne], Paris : Agence internationale de l'énergie, 3 novembre 2022 [consulté le 15/12/2023]. Disponible à l'adresse : <[www.iea.org/commentaries/for-the-first-time-in-decades-the-number-of-people-without-access-to-electricity-is-set-to-increase-in-2022](http://www.iea.org/commentaries/for-the-first-time-in-decades-the-number-of-people-without-access-to-electricity-is-set-to-increase-in-2022)>
4. Agence internationale de l'énergie, *Accroître les financements privés pour assurer la transition* [en ligne], Paris : Agence internationale de l'énergie, 2023.
5. DE GROOT Jiska et LEMANSKI Charlotte, *COVID-19 responses: infrastructure inequality and privileged capacity to transform everyday life in South Africa (Réponses au COVID-19 : inégalités d'infrastructures et capacité privilégiée à transformer la vie quotidienne en Afrique du Sud)* [en ligne], Environment & Urbanization, vol. 33, n°1, avril 2021.
6. SORIANO A. et al., *Des infrastructures inclusives au service de la lutte contre les changements climatiques* [en ligne], Copenhague : UNOPS, 2022.
7. Nations Unies, *Leaving No One Behind: Equality and Non-Discrimination at the Heart of Sustainable Development (Cadre commun pour une action qui ne laisse personne de côté : l'égalité et la non-discrimination au cœur du développement durable)* [en ligne], New York : ONU, 2017.

8. Nations Unies, *Directives relatives au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable* [en ligne], ONU, juin 2019.

## Chapitre 2

9. Agence internationale de l'énergie, Agence internationale pour les énergies renouvelables, Division de la statistique de l'ONU, la Banque Mondiale et Organisation mondiale de la santé, *Tracking SDG 7: The Energy Progress Report (Suivi de l'objectif 7 du Programme de développement durable : le rapport de situation sur l'énergie)* [en ligne], Washington, D. C. : la Banque mondiale, 2023.
10. Agence internationale de l'énergie, *World Energy Outlook 2022 (Perspectives énergétiques mondiales 2022)* [en ligne], Paris : Agence internationale de l'énergie, 2022.
11. Agence internationale de l'énergie, *A Vision for Clean Cooking Access for All (Une vision de l'accès à la cuisson propre pour tous)* [en ligne], Paris : Agence internationale de l'énergie, 2023.
12. *Tracking SDG 7: The Energy Progress Report.*
13. Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, *Disability and Development Report (Rapport sur le handicap et le développement)* [en ligne], New York : ONU, 2019.
14. Programme des Nations unies pour le développement, *Syrian Arab Republic: Access to Electricity and Humanitarian Needs (République arabe syrienne : Accès à l'électricité et besoins humanitaires)* [en ligne], Mars 2022.
15. ENERGIA, la Banque mondiale – Energy Sector Management Assistance Program (ESMAP) et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), *Policy Brief 12, Global Progress of SDG 7 – Energy and Gender (Note d'information 12, Progrès global de l'ODD 7 – Énergie et genre)* [en ligne], Nations Unies, 2018.
16. Agence internationale de l'énergie, *A Vision for Clean Cooking Access for All.*
17. Catégorisation des obstacles basée sur SORIANO et al., *Des infrastructures inclusives au service de la lutte contre les changements climatiques.*

18. Entité des Nations Unies pour l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes, *Intersectionality Resource Guide and Toolkit: An Intersectional Approach to Leave No One Behind* (Guide de ressources et boîte à outils sur l'intersectionnalité : Une approche intersectionnelle pour ne laisser personne pour compte) [en ligne], ONU Femmes, 2021.
19. KURAN Christian, HENRIK Alexander et al., *Vulnerability and vulnerable groups from an intersectionality perspective (Vulnérabilité et groupes vulnérables dans une perspective d'intersectionnalité)*, International Journal of Disaster Risk Reduction, vol. 50, novembre 2020.
20. Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2023 : Les technologies dans l'éducation - Qui est aux commandes ?* [en ligne], Paris : UNESCO, 2023.
21. Global Alliance for Clean Cookstoves, *Gender-Based Violence in Humanitarian Settings: Cookstoves and Fuels: A Systematic Review Of The Evidence Base (Violence fondée sur le genre dans les situations humanitaires : Fourneaux et combustibles : Un examen systématique des données probantes)* [en ligne], Clean Cooking Alliance, 31 août 2016.
22. Catégorisation des principes basée sur SORIANO et al., *Des infrastructures inclusives au service de la lutte contre les changements climatiques.*

### Chapitre 3

23. ENERGIA, La Banque mondiale – ESMAP et ONU Femmes, *Policy Brief 12, Global Progress of SDG 7 – Energy and Gender.*
24. The Cadmus Group, *Practical Guide to Women in Energy Regulation (Guide pratique des femmes dans la régulation de l'énergie)* [en ligne], Agence des États-Unis pour le développement international, juin 2018.
25. PREBBLE M. et ROJAS A., *Energizing Equality: The importance of integrating gender equality principles in national energy policies and frameworks (Dynamiser l'égalité : L'importance d'intégrer les principes d'égalité des sexes dans les politiques et cadres énergétiques nationaux)*, Washington, D. C. : Union internationale pour la conservation de la nature et Agence des États-Unis pour le développement international, septembre 2017.

26. Centre du commerce international, *Mettre les marchés publics au service des femmes* [en ligne], Genève : Centre du commerce international, novembre 2020.

### Chapitre 4

27. Agence internationale pour les énergies renouvelables, *Innovation landscape brief: Aggregators (Aperçu du paysage de l'innovation : Agrégateurs)* [en ligne], Abu Dhabi : IRENA, 2019.  
  
Agence internationale pour les énergies renouvelables, *Innovation landscape brief: Energy as a Service (Aperçu du paysage de l'innovation : L'énergie en tant que service)* [en ligne], Abu Dhabi : IRENA, 2020.  
  
Agence internationale pour les énergies renouvelables, *Innovation landscape brief: Pay-as-you-go models (Aperçu du paysage de l'innovation : modèles Pay-as-you-go)* [en ligne], Abu Dhabi : IRENA, 2020.
28. INMARSAT, Case study: Mantaro Hydroelectric (Étude de cas : Centrale hydroélectrique de Mantaro) [en ligne] [consulté le 15/12/2023]. Disponible à l'adresse : <[www.inmarsat.com/en/insights/enterprise/2021/case-study-mantaro-hydroelectric.html](http://www.inmarsat.com/en/insights/enterprise/2021/case-study-mantaro-hydroelectric.html)>
29. Hydro Review, Electroperú issues call to rehabilitate 1 GW Mantaro hydro complex (Electroperú lance un appel d'offres pour la remise en état du complexe hydroélectrique de Mantaro, d'une capacité de 1 GW) [en ligne], Hydro Review, 28 février 2022 [consulté le 15/12/2023]. Disponible à l'adresse : <[www.hydroreview.com/hydro-industry-news/rehabilitation-and-repair/electroperu-issues-call-to-rehabilitate-1-gw-mantaro-hydro-complex](http://www.hydroreview.com/hydro-industry-news/rehabilitation-and-repair/electroperu-issues-call-to-rehabilitate-1-gw-mantaro-hydro-complex)>.

## Glossaire

30. Adapté de PARK Hyunsoo et ANDREWS Clinton, *City Planning and Energy Use (Urbanisme et consommation d'énergie)*, dans *Encyclopedia of Energy (Encyclopédie de l'énergie)*, éditée par Cleveland Cutler J., Elsevier, 2004, p. 317-330.
31. IRENA, *Innovation landscape brief: Aggregators*.
32. Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, *Disability: Article 2 – Definitions (Handicap : Article 2 - Définitions)* [en ligne] [consulté le 15/08/2023]. Disponible à l'adresse : <[www.un.org/development/desa/disabilities/convention-on-the-rights-of-persons-with-disabilities/article-2-definitions.html](http://www.un.org/development/desa/disabilities/convention-on-the-rights-of-persons-with-disabilities/article-2-definitions.html)>
33. Organisation International du Travail, *Approches basées sur les ressources locales et infrastructures communautaires : Répondre aux besoins locaux par des approches basées sur les ressources locales* [en ligne], OIT, 2020.
34. SOLAVA Ibrahim et ALKIRE Sabina, *Agency and Empowerment: A Proposal for Internationally Comparable Indicators (Capacité d'action et autonomisation : Une proposition d'indicateurs comparables au niveau international)*, Oxford Poverty and Human Development Initiative, Document de travail N° 4, mai 2007.
35. Organisation de coopération et de développement économiques, *Relever le défi posé par le renforcement des capacités : Évoluer vers de bonnes pratiques*, Revue de l'OCDE sur le développement, vol. 8, n°3, OCDE, novembre 2008.
36. Groupe des Nations Unies pour le développement, *Développement des capacités : Note d'orientation complémentaire relative aux PNUAD* [en ligne], GNUDD, juin 2017.
37. IBRAHIM et ALKIRE, *Agency and Empowerment (Capacité d'action et autonomisation)*.
38. National Disability Authority, *What is Universal Design (Qu'est-ce que la conception universelle ?)* [en ligne] [consulté le 19/05/2023]. Disponible à l'adresse : <<https://universaldesign.ie/what-is-universal-design/>>
39. Ibid.
40. Right to Education, *Glossary: Disaggregated Data (Glossaire : Données ventilées)* [en ligne] [consulté le 8/08/2022]. Disponible à l'adresse : <[www.right-to-education.org/monitoring/content/glossary-disaggregated-data](http://www.right-to-education.org/monitoring/content/glossary-disaggregated-data)>
41. Entité des Nations Unies pour l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes, *Gender Mainstreaming – Concepts and definitions (Intégration de la dimension de genre - Concepts et définitions)* [en ligne] [consulté le 15/08/2023]. Disponible à l'adresse : <[www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm](http://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm)>
42. Nations Unies, *Convention relative aux droits de l'enfant, Résolution 44/25 de l'Assemblée générale des Nations Unies*, 20 novembre 1989.
43. Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, *LGBTIQ+ Equality and Rights: Internal Resource Guide (Égalité et droits des personnes LGBTIQ+ : Guide de ressources internes)*, ONU Femmes, 2022.
44. World Wildlife Fund, *WWF on Environmental and Social Safeguards (ESS) (WWF an matière de garanties environnementales et sociales)* [en ligne], WWF.
45. Centre de Formation d'ONU Femmes, *Glossaire d'égalité de sexes* [en ligne] [consulté le 11/08/2022]. Disponible à l'adresse : <<https://trainingcentre.unwomen.org/mod/glossary/view.php?id=151&mode=letter&lang=fr>>
46. Centre de collaboration nationale des déterminants de la santé, *Glossaire des principaux concepts liés à l'équité en santé* [en ligne] [consulté le 8/08/2022]. Disponible à l'adresse : <<https://nccdh.ca/fr/glossary/entry/marginalized-populations>>
47. Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, *Marginalized Groups (Groupes marginalisés)* [en ligne] [consulté le 8/08/2023]. Disponible à l'adresse : <<https://eige.europa.eu/thesaurus/terms/1280>>

48. Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, *LGBTIQ+ Equality and Rights: Internal Resource Guide (Égalité et droits des personnes LGBTIQ+ : Guide de ressources internes)*.
49. Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, *Social Inclusion (Inclusion sociale)* [en ligne] [consulté le 10/12/2021]. Disponible à l'adresse : <[www.un.org/development/desa/socialperspectiveondevelopment/issues/social-integration.html](http://www.un.org/development/desa/socialperspectiveondevelopment/issues/social-integration.html)>
50. United Nations, *Leaving No One Behind*.
51. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique des Nations Unies, *Policymaker's Guide on Inequality (Guide du décideur politique sur les inégalités)* [en ligne], UNESCAP.
52. MYRTTINEN Henri et DAIGLE Megan, *When merely existing is a risk: Sexual and gender minorities in conflict, displacement and peacebuilding (Quand le simple fait d'exister est un risque : Les minorités sexuelles et de genre dans les conflits, les déplacements et la consolidation de la paix)*, International Alert, février 2017, p. 5.
53. Organisation internationale du travail, *Investissements à haute intensité de main-d'œuvre* [en ligne] [consulté le 15/08/2023]. Disponible à l'adresse : <<https://www.ilo.org/global/topics/employment-intensive-investment/lang--fr/index.htm>>
54. Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, *Youth: Frequently asked questions (Jeunes : Questions fréquemment posées)* [en ligne] [consulté le 9/12/2021]. Disponible à l'adresse : <[www.un.org/development/desa/youth/what-we-do/faq.html](http://www.un.org/development/desa/youth/what-we-do/faq.html)>
55. Organisation Internationale pour les Migrations, *SOGIESC: Full Glossary of Terms (Glossaire des SOGIESC de l'OIM)*, OIM, novembre 2020.
56. Groupe des Nations Unies pour le développement durable, *Valeurs universelles Principe 2 : Ne laisser personne de côté* [en ligne] [consulté le 11/08/2022]. Disponible à l'adresse : <<https://unsdg.un.org/fr/2030-agenda/universal-values/leave-no-one-behind>>
57. Adapté de *Women's Meaningful Participation in Negotiating Peace and the Implementation of Peace Agreements: Report of the Expert Group Meeting (La participation significative des femmes à la négociation de la paix et à la mise en œuvre des accords de paix : Rapport de la réunion du groupe d'experts)* [en ligne], New York : Entité des Nations Unies pour l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), mai 2018.
58. Project Management Institute, *A guide to the project management body of knowledge (PMBOK guide)*, 7e ed., PMI, 2021.
59. Oxfam International, *Inclusive Language Guide (Guide du langage inclusif)* [en ligne], Oxfam, mars 2023.
60. Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies, *Manuel du HCR pour les situations d'urgence : Personnes âgées* [en ligne] [consulté le 10/12/2021]. Disponible à l'adresse : <<https://emergency.unhcr.org/entry/43935/older-persons>>
61. Organisation Internationale pour les Migrations, *Droit international de la migration : Glossaire de la migration*, OIM, 2019.
62. Nations Unies, *Convention relative aux droits des personnes handicapées*, Soixante et unième session de l'Assemblée générale par la résolution A/RES/61/106, Nations Unies, 12 décembre 2006.
63. Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, *Glossaire principal des termes du HCR* [en ligne] [consulté le 10/12/2021]. Disponible à l'adresse : <<https://www.unhcr.org/fr/glossaire>>
64. Conseil économique et social de l'ONU, *Substantive Issues Arising in the Implementation of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights: Poverty and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Questions de fond relatives à la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels : la pauvreté et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels)*, A/CONF.191/BP/7, Déclaration adoptée par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels le 4 mai 2001, Vingt-cinquième session, Nations Unies, Genève, 13 mai 2001.

65. Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones, *Indigenous Peoples, Indigenous Voices: Factsheet*, IPNUCA.
66. ŠAJN Nikolina, *Electricity 'Prosumers'* (Les « prosommateurs » d'électricité) [en ligne], Union européenne, novembre 2016.
67. Agence internationale de l'énergie, *Unlocking the Potential of Distributed Energy Resources: Power system opportunities and best practices* (Libérer le potentiel des ressources énergétiques distribuées : Opportunités et meilleures pratiques pour les réseaux électriques) [en ligne], Paris : Agence internationale de l'énergie, mai 2022.
68. DADOS Nour et CONNELL Raewyn, *The Global South, Contexts* (Le Sud global, Contextes), vol. 11, n° 1, 2012, p. 12-13.
69. Adapté de ALLWOOD Julian M. et al., *Annex I: Glossary, acronyms and chemical symbols in Climate change 2014: mitigation of climate change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (Annexe I : Glossaire, acronymes et symboles chimiques dans Changement climatique 2014 : atténuation du changement climatique. Contribution du groupe de travail III au cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Royaume-Uni et New York : Cambridge University Press, Cambridge, p. 1249-1279.
70. Adapté de *Energy transition outlook* (Perspectives de transition énergétique) [en ligne], Agence internationale pour les énergies renouvelables [consulté le 15/12/2023]. Disponible à l'adresse : <[www.irena.org/Energy-Transition/Outlook](http://www.irena.org/Energy-Transition/Outlook)>
71. Organisation Internationale du Travail, *Travail décent* [en ligne] [consulté le 15/08/2023]. Disponible à l'adresse : <<https://www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang--fr/index.htm>>
72. Organisation internationale du travail, *Qu'est-ce le travail forcé, l'esclavage moderne et la traite des êtres humains* [en ligne] [consulté le 15/08/2023]. Disponible à l'adresse : <<https://www.ilo.org/global/topics/forced-labour/definition/lang--fr/index.htm>>
73. KATIC Krunoslav, *Social Vulnerability Assessment Tools for Climate Change and DRR Programming: A Guide to Practitioners* (Outils d'évaluation de la vulnérabilité sociale pour la programmation liée aux changements climatiques et à la réduction des risques de catastrophes : Guide à l'intention des spécialistes), Programme des Nations Unies pour le développement, septembre 2017.

Marmorvej 51

2100 Copenhague

Danemark

[www.unops.org/fr](http://www.unops.org/fr)

**Suivez-nous sur  
les médias sociaux**

